

Quarta-feira, 15 de maio de 2019

I Série
Número 54



BOLETIM OFICIAL



ÍNDICE

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução n.º 122/IX/2019:

Aprova para adesão, o Protocolo para Eliminar o Comércio Ilícito de Produtos do Tabaco..... 844

Resolução n.º 123/IX/2019:

Aprova para ratificação, o Tratado que Cria a Zona Livre de Armas Nucleares em África, Tratado de Pelindaba, assinado no Cairo, Egipto. 875

CHEFIA DO GOVERNO

Retificação n.º 51/2019:

Retificando a publicação feita de forma inexata no *Boletim Oficial* n.º 41, I Série, de 10 de abril de 2019 referente ao Decreto-regulamentar n.º 4/2019 que procede à primeira alteração ao Estatuto do Instituto Nacional de Gestão do Território (INGT), aprovado pelo Decreto-Regulamentar n.º 22/2014, de 29 de abril..... 887

Retificação n.º 52/2019:

Retificando a publicação feita de forma inexata no *Boletim Oficial* n.º 43, I Série, de 15 de abril de 2019, referente a Portaria n.º 13/2019, que regular o disposto no número 1, do artigo 8.º do Decreto-Lei n.º 26/2010, de 2 de agosto..... 888

MINISTÉRIO DAS INFRAESTRUTURAS, DO ORDENAMENTO DO TERRITÓRIO E HABITAÇÃO

Portaria n.º 16/2019:

Aprova o Plano de Cargos, Carreiras e Salários do Instituto Nacional de Gestão do Território.....888

ASSEMBLEIA NACIONAL

Resolução n^o 122/IX/2019

de 15 de maio

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea b) do artigo 179.^o da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1.^o

Aprovação

É aprovado, para adesão, o Protocolo para Eliminar o Comércio Ilícito de Produtos do Tabaco, adotado a 12 de novembro de 2012, em Seul, Coreia do Sul, cujo texto original em língua francesa e respetiva tradução em língua portuguesa constam em anexo à presente Resolução, da qual fazem parte integrante.

Artigo 2.^o

Entrada em vigor

A presente Resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Protocolo referido no artigo precedente produz efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Aprovada em 15 de março de 2019.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Jorge Pedro Maurício dos Santos*.

PROTOCOLE

POUR ELIMINER LE COMMERCE ILLICITE DES PRODUITS DU TABAC

Preambule

Les Parties au présent Protocole,

Prenant en considération le fait que le 21 mai 2003, la Cinquante-Sixième Assemblée mondiale de la Santé a adopté par consensus la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, entrée en vigueur le 27 février 2005 ;

Reconnaissant que la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac est l'un des traités des Nations Unies qui a été le plus rapidement ratifié et que c'est un instrument fondamental pour atteindre les objectifs de l'Organisation mondiale de la Santé ;

Rappelant le Préambule de la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, qui stipule que la possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique ou sociale ;

Résolues également à faire primer leur droit de protéger la santé publique ;

Profondément préoccupées par le fait que le commerce illicite des produits du tabac contribue à la propagation de l'épidémie de tabagisme, qui constitue un problème mondial aux conséquences graves pour la santé publique et qui exige des réponses nationales et internationales efficaces, adaptées et globales ;

Reconnaissant en outre que le commerce illicite des produits du tabac sape les mesures financières et fiscales destinées à renforcer la lutte antitabac et accroît par là même l'accessibilité et le caractère abordable des produits du tabac ;

Gravement préoccupées par les effets préjudiciables qu'une plus grande accessibilité et un coût plus abordable des produits du tabac faisant l'objet d'un commerce illicite ont sur la santé publique et sur le bien-être, en particulier celui des jeunes, des pauvres et d'autres groupes vulnérables ;

Gravement préoccupées par les répercussions économiques et sociales disproportionnées du commerce illicite des produits du tabac sur les pays en développement et les pays à économie en transition ;

Conscientes de la nécessité de développer les capacités scientifiques, techniques et institutionnelles afin de planifier et de mettre en œuvre des mesures nationales, régionales et internationales appropriées pour éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac ;

Reconnaissant que l'accès aux ressources et aux technologies pertinentes est d'une grande importance pour accroître la capacité des Parties, en particulier des pays en développement et des pays à économie en transition, d'éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac ;

Reconnaissant également que, même si des zones franches sont établies pour faciliter le commerce légal, elles ont été utilisées pour faciliter la mondialisation du commerce illicite des produits du tabac, tant en ce qui concerne le transit illicite de produits de contrebande que la fabrication de produits du tabac illicites ;

Reconnaissant par ailleurs que le commerce illicite des produits du tabac sape les économies des Parties et affecte de façon préjudiciable leur stabilité et leur sécurité ;

Conscientes également que le commerce illicite des produits du tabac dégage des bénéfices financiers qui sont utilisés pour financer une criminalité transnationale qui nuit aux objectifs des gouvernements ;

Reconnaissant que le commerce illicite des produits du tabac compromet les objectifs sanitaires, fait peser une charge supplémentaire sur les systèmes de santé et entraîne des pertes de revenus pour les économies des Parties ;

Ayant à l'esprit l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, dans lequel les Parties conviennent qu'en définissant et en appliquant leurs politiques de santé publique en matière de lutte antitabac, elles veillent à ce que ces politiques ne soient pas influencées par les intérêts commerciaux et autres de l'industrie du tabac, conformément à la législation nationale ;

Soulignant la nécessité de rester attentif à tout effort fait par l'industrie du tabac pour saper ou réduire à néant les stratégies de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac et la nécessité d'être informé des activités de l'industrie du tabac ayant des répercussions négatives sur les stratégies de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac ;

Ayant à l'esprit l'article 6.2 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, qui encourage les Parties à interdire ou restreindre, selon le cas, la vente aux voyageurs internationaux et/ou l'importation par eux de produits du tabac en franchise de droits et de taxes ;

Reconnaissant en outre que le tabac et les produits du tabac en transit international et en transbordement constituent une filière pour le commerce illicite ;

Tenant compte du fait qu'une action efficace pour prévenir et combattre le commerce illicite des produits du tabac exige une approche internationale globale et une étroite coopération embrassant tous les aspects du commerce illicite, y compris, le cas échéant, le commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication ;



2 787000 012126

Rappelant et soulignant l'importance d'autres accords internationaux pertinents tels que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, ainsi que l'obligation qui est faite aux Parties à ces conventions d'appliquer les dispositions pertinentes desdites conventions, le cas échéant, au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication, et encourageant les Parties qui ne sont pas encore Parties à ces accords à envisager de le devenir;

Reconnaissant qu'il faut renforcer la coopération entre le Secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime, l'Organisation mondiale des Douanes et d'autres organes, selon les besoins ;

Rappelant l'article 15 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, dans lequel les Parties reconnaissent notamment que l'élimination de toutes les formes de commerce illicite de produits du tabac, y compris la contrebande et la fabrication illicite, constitue un aspect essentiel de la lutte antitabac ;

Considérant que le présent Protocole ne cherche pas à traiter de questions relatives aux droits de propriété intellectuelle ; et

Convaincues que l'adjonction d'un protocole global à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac sera un moyen puissant et efficace de parer au commerce illicite des produits du tabac et à ses graves conséquences,

Convient de ce qui suit :

PARTIE I: INTRODUCTION

Article 1°

Emploi des termes

On entend par « négoce » l'activité qui consiste à agir comme intermédiaire pour le compte d'autrui, par exemple lors de la négociation d'un contrat, d'un achat ou d'une vente en échange d'une rémunération ou d'une commission.

On entend par « cigarette » un rouleau de tabac coupé destiné à être fumé, entouré de papier à cigarette. Cela exclut les produits régionaux spécifiques tels que le bidi, l'ang hoon ou d'autres produits similaires qui peuvent être enveloppés dans du papier ou dans des feuilles. Aux fins de l'article 8, le terme « cigarette » recouvre également le tabac à rouler finement coupé destiné à la fabrication d'une cigarette.

On entend par « confiscation » la dépossession permanente de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente.

On entend par « livraison surveillée » la méthode consistant à permettre la sortie du territoire, le passage par le territoire ou l'entrée sur le territoire d'un ou de plusieurs États d'expéditions illicites ou suspectées de l'être, au su et sous le contrôle des autorités compétentes de ces États, en vue d'enquêter sur une infraction et d'identifier les personnes impliquées dans sa commission.

On entend par « zone franche » une partie du territoire d'une Partie dans laquelle toutes marchandises qui y sont introduites sont généralement considérées comme n'étant pas sur le territoire douanier au regard des droits et taxes à l'importation.

On entend par « commerce illicite » toute pratique ou conduite interdite par la loi, relative à la production, l'expédition, la réception, la possession, la distribution, la vente ou l'achat, y compris toute pratique ou conduite destinée à faciliter une telle activité.

On entend par « licence » l'autorisation d'une autorité compétente après présentation, de la façon prescrite, d'une demande ou d'autres documents à l'autorité compétente.

a) On entend par « matériel de fabrication » les machines qui sont conçues ou adaptées pour servir uniquement à fabriquer des produits du tabac et qui font partie intégrante du processus de fabrication¹.

On entend par « partie de ce matériel » dans le contexte du matériel de fabrication toute partie identifiable qui est propre au matériel de fabrication utilisé dans la fabrication de produits du tabac.

On entend par « Partie », sauf indication contraire du contexte, une Partie au présent Protocole.

On entend par « données à caractère personnel » toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable.

On entend par « organisation d'intégration économique régionale » une organisation composée de plusieurs États souverains, et à laquelle ses États Membres ont donné compétence sur un certain nombre de questions, y compris le pouvoir de prendre des décisions ayant force obligatoire pour ses États Membres concernant ces questions².

La « chaîne logistique » comprend la fabrication de produits du tabac et de matériel de fabrication et l'importation ou l'exportation de produits du tabac et de matériel de fabrication ; elle peut être étendue, au besoin, à l'une ou plusieurs des activités suivantes si une Partie en décide ainsi : a) La vente au détail de produits du tabac ;

La culture du tabac, sauf dans le cas des cultivateurs, agriculteurs et producteurs traditionnels travaillant à petite échelle ;

Le transport de quantités commerciales de produits du tabac ou de matériel de fabrication ; et

La vente en gros, le négoce, l'entreposage ou la distribution de tabac et de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

On entend par « produits du tabac » des produits fabriqués entièrement ou partiellement à partir de tabac en feuilles comme matière première et destinés à être fumés, sucés, chiqués ou prisés.

On entend par « suivi et traçabilité » le contrôle systématique et la reconstitution, par les autorités compétentes ou par toute autre personne agissant en leur nom, du parcours ou des mouvements des articles tout le long de la chaîne logistique, comme indiqué à l'article 8.

Article 2

Relations entre le présent Protocole et d'autres accords et instruments juridiques

Les dispositions de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui s'appliquent à ses protocoles s'appliquent au présent Protocole.

Les Parties qui ont conclu des accords du type de ceux indiqués à l'article 2 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac communiquent le texte de tels accords à la Réunion des Parties par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention.

¹ Le cas échéant, les Parties peuvent, à cette fin, faire référence au Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises de l'Organisation mondiale des Douanes.

² Le cas échéant, « national » ou « interne » se rapporte également aux organisations d'intégration économique régionale.



Aucune disposition du présent Protocole n'affecte les droits et obligations d'une Partie en vertu d'une autre convention internationale, d'un autre traité ou d'un autre accord international en vigueur à son égard qu'elle juge plus propice à l'élimination du commerce illicite des produits du tabac.

Aucune disposition du présent Protocole n'affecte les autres droits, obligations et responsabilités des Parties au regard du droit international, y compris de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

Article 3

Objectif

L'objectif du présent Protocole est d'éliminer toutes les formes de commerce illicite des produits du tabac, conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

PARTIE II: OBLIGATIONS GENERALES

Article 4

Obligations générales

Outre les dispositions de l'article 5 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, les Parties :

Adoptent et appliquent des mesures efficaces pour contrôler ou réglementer la chaîne logistique des marchandises visées par le présent Protocole afin de prévenir, de dissuader et de déceler le commerce illicite de ces marchandises, d'enquêter et d'engager des poursuites à son sujet, et coopèrent entre elles à cette fin ;

Prennent toutes les mesures nécessaires conformément à leur droit national pour rendre plus efficaces les autorités et services compétents, y compris les services de douane et de police chargés de prévenir, de dissuader et de déceler toutes les formes de commerce illicite des marchandises visées par le présent Protocole, d'enquêter et d'engager des poursuites à leur sujet et de les éliminer ;

Adoptent des mesures efficaces pour faciliter ou obtenir une assistance technique et un appui financier, un renforcement des capacités et une coopération internationale afin d'atteindre les objectifs du présent Protocole et d'assurer la mise à la disposition des autorités compétentes, et l'échange sécurisé avec elles, des informations à échanger au titre du présent Protocole ;

Coopèrent étroitement entre elles, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs internes respectifs, en vue de rendre plus efficace l'action de détection et de répression menée pour lutter contre les actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 du présent Protocole ;

Coopèrent et communiquent, le cas échéant, avec les organisations intergouvernementales régionales et internationales compétentes dans le cadre de l'échange sécurisé³ d'informations visé par le présent Protocole pour permettre la mise en œuvre efficace du présent Protocole; et

Dans les limites des moyens et des ressources dont elles disposent, coopèrent pour obtenir les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre efficace du présent Protocole au moyen de dispositifs de financement bilatéraux et multilatéraux.

En s'acquittant de leurs obligations au titre du présent Protocole, les Parties veillent à garantir la plus grande transparence possible en ce qui concerne toute interaction qu'elles peuvent avoir avec l'industrie du tabac.

³ L'échange sécurisé d'informations entre deux Parties s'entend d'un échange résistant à l'interception ou à la falsification. En d'autres termes, les informations échangées entre les deux Parties ne peuvent être ni lues ni modifiées par un tiers.

Article 5

Protection des données à caractère personnel

Les Parties protègent les données à caractère personnel des individus indépendamment de leur nationalité ou de leur lieu de résidence, sous réserve du droit national, en tenant compte des règles en vigueur au niveau international concernant la protection des données à caractère personnel, lors de la mise en œuvre du présent Protocole.

PARTIE III: CONTRÔLE DE LA CHAÎNE LOGISTIQUE

Article 6

Licence, autorisation ou système de contrôle équivalent

Pour atteindre les objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et en vue d'éliminer le commerce illicite de produits du tabac et de matériel de fabrication, chaque Partie interdit à toute personne physique ou morale d'exercer l'une quelconque des activités suivantes, sauf en vertu d'une licence ou d'une autorisation équivalente (ci-après dénommée « licence ») délivrée, ou d'un système de contrôle équivalent mis en œuvre, par une autorité compétente conformément au droit national :

Fabriquer des produits du tabac et du matériel de fabrication ; et

Importer ou exporter des produits du tabac et du matériel de fabrication.

Chaque Partie s'efforce d'accorder une licence, dans la mesure qu'elle juge appropriée, et lorsque les activités suivantes ne sont pas interdites par le droit national, à toute personne physique ou morale prenant part :

À la vente au détail de produits du tabac ;

À la culture de tabac, sauf dans le cas des cultivateurs, agriculteurs et producteurs traditionnels travaillant à petite échelle ;

Au transport de quantités commerciales de produits du tabac ou de matériel de fabrication ; et

À la vente en gros, au négoce, à l'entreposage ou à la distribution de tabac et de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

En vue de mettre en place un système efficace de licences, chaque Partie :

Établit ou désigne une ou des autorités compétentes chargées de délivrer, renouveler, suspendre, révoquer et/ou annuler les licences, sous réserve des dispositions du présent Protocole et conformément à son droit national, autorisant à exercer les activités énoncées au paragraphe 1 ;

Exige que toutes les demandes de licence contiennent tous les renseignements requis sur le demandeur, notamment, s'il y a lieu :

Si le demandeur est une personne physique, des renseignements sur son identité, notamment le nom complet, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce (le cas échéant), les numéros d'identifiant fiscal applicables (le cas échéant) et tous autres renseignements de nature à permettre son identification ;

Si le demandeur est une personne morale, des renseignements sur son identité, notamment la dénomination sociale complète, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce, la date et le lieu de constitution, le lieu du siège social et le lieu du principal établissement, les numéros d'identifiant fiscal applicables, une copie des statuts ou des documents équivalents, les filiales, le nom



2 787000 012126

des administrateurs et, le cas échéant, des représentants légaux désignés, ainsi que tous autres renseignements de nature à permettre son identification;

Le lieu précis où se situent la ou les unités de fabrication, le lieu d'entreposage et la capacité de production de l'entreprise que dirige le demandeur ;

Des renseignements détaillés sur les produits du tabac et le matériel de fabrication sur lesquels porte la demande tels que la description du produit, le nom, la marque déposée (le cas échéant), la conception, la marque de fabrique ou de commerce, ou le modèle et le numéro de série du matériel de fabrication ;

Une description de l'endroit où le matériel de fabrication sera installé et utilisé ;

Des documents ou une déclaration concernant les antécédents judiciaires ;

Les coordonnées complètes des comptes bancaires qu'il est prévu d'utiliser pour les transactions nécessaires et d'autres renseignements utiles concernant les paiements ; et

Une description de l'utilisation prévue des produits du tabac ainsi que du marché auquel ils sont destinés, en veillant tout particulièrement à ce que la production ou l'offre de produits du tabac soit proportionnée à la demande que l'on peut raisonnablement anticiper ;

Contrôle et perçoit, s'il y a lieu, tous les droits de licence pouvant être exigibles et envisage de les utiliser aux fins de l'administration et de l'application du système de licences ou pour la santé publique ou toute autre activité connexe conformément au droit national ;

Prend des mesures appropriées pour prévenir les pratiques irrégulières ou frauduleuses dans le fonctionnement du système de licences, les déceler et enquêter à leur sujet ;

Prend des mesures telles que l'examen, le renouvellement, l'inspection ou la vérification périodiques des licences, s'il y a lieu ;

Fixe, s'il y a lieu, un délai pour l'expiration des licences et le renouvellement de la demande de licence ou la mise à jour des renseignements fournis dans la demande ;

Oblige toute personne physique ou morale titulaire d'une licence à informer l'autorité compétente à l'avance de tout changement du lieu d'implantation de son entreprise ou de toute modification importante des informations relatives aux activités faisant l'objet de la licence ;

Oblige toute personne physique ou morale titulaire d'une licence à informer l'autorité compétente, pour qu'elle prenne les mesures appropriées, de toute acquisition ou élimination de matériel de fabrication et

Veille à ce que la destruction de ce matériel de fabrication ou de partie de ce matériel s'effectue sous la surveillance de l'autorité compétente.

Chaque Partie fait en sorte qu'aucune licence ne soit cédée et/ou transférée sans qu'aient été reçus du titulaire envisagé les renseignements indiqués au paragraphe 3 et sans approbation préalable de l'autorité compétente.

Cinq ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole, la Réunion des Parties fait en sorte, à sa prochaine session, que des travaux de recherche fondés sur des données factuelles soient effectués pour déterminer s'il existe des facteurs de production essentiels qui sont indispensables à la fabrication des produits du tabac, qui sont identifiables et qui peuvent être soumis à un mécanisme de contrôle efficace. Sur la base de ces travaux, la Réunion des Parties envisage des mesures appropriées.

Article 7

Vérification diligente

Chaque Partie, conformément à son droit national et aux objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, exige que toutes les personnes physiques et morales prenant part à la chaîne logistique du tabac, des produits du tabac et du matériel de fabrication :

Effectuent une vérification diligente avant et pendant une relation d'affaires ;

Contrôlent les ventes à leurs clients afin de s'assurer que les quantités sont proportionnées à la demande de ces produits sur le marché où ils sont destinés à être vendus ou utilisés ; et

Signalent aux autorités compétentes tout élément attestant que le client se livre à des activités en violation de ses obligations découlant du présent Protocole.

La vérification diligente au sens du paragraphe 1 comprend notamment, s'il y a lieu et conformément au droit national et aux objectifs de la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, des obligations visant à identifier le client, par exemple en obtenant les renseignements suivants et en veillant à ce qu'ils soient à jour :

Les données établissant que la personne physique ou morale est titulaire d'une licence conformément à l'article 6 ;

Si le client est une personne physique, des renseignements sur son identité, notamment le nom complet, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce (le cas échéant), les numéros d'identifiant fiscal applicables (le cas échéant) et une vérification de ses papiers d'identité ;

Si le client est une personne morale, des renseignements sur son identité, notamment la dénomination sociale complète, le nom commercial, le numéro d'inscription au registre du commerce, la date et le lieu de constitution, le lieu du siège social et du principal établissement, les numéros d'identifiant fiscal applicables, une copie des statuts ou des documents équivalents, les filiales, le nom des administrateurs et, le cas échéant, des représentants légaux désignés, notamment le nom des représentants et une vérification de leurs papiers d'identité;

Une description de l'utilisation prévue du tabac, des produits du tabac ou du matériel de fabrication ainsi que du marché auquel ils sont destinés ; et

Une description du lieu où le matériel de fabrication sera installé et utilisé.

La vérification diligente au sens du paragraphe 1 peut comprendre des obligations visant à identifier le client, par exemple en obtenant les renseignements suivants et en veillant à ce qu'ils soient à jour :

Des documents ou une déclaration concernant les antécédents judiciaires ; et

Les coordonnées des comptes bancaires qu'il est prévu d'utiliser pour les transactions.

Chaque Partie, sur la base des informations communiquées en vertu du paragraphe 1.c), prend toutes les mesures nécessaires pour veiller au respect des obligations découlant du présent Protocole, qui peuvent comprendre l'interdiction de commercer avec un client relevant de la juridiction de la Partie, selon la définition du droit national.



2 787000 012126

Article 8

Suivi et traçabilité

Dans le but de sécuriser davantage la chaîne logistique et d'aider à enquêter sur le commerce illicite des produits du tabac, les Parties conviennent d'instaurer, dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole, un régime mondial de suivi et de traçabilité comprenant des systèmes nationaux et/ou régionaux de suivi et de traçabilité et un point focal mondial pour l'échange d'informations situé au Secrétariat de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et accessible à toutes les Parties, permettant à celles-ci de se renseigner et de recevoir des informations pertinentes.

Chaque Partie instaure, conformément au présent article, un système de suivi et de traçabilité contrôlé par elle de tous les produits du tabac qui sont fabriqués ou importés sur son territoire en tenant compte de ses propres besoins nationaux ou régionaux spécifiques et en se fondant sur les meilleures pratiques existantes.

Aux fins d'efficacité du système de suivi et de traçabilité, chaque Partie exige que des marques d'identification uniques, sécurisées et indélébiles (ci-après appelées marques uniques d'identification) telles que des codes ou des timbres soient apposées sur tous les paquets, toutes les cartouches et tout conditionnement extérieur de cigarettes ou fassent partie de ceux-ci dans un délai de cinq ans et soient apposées sur les autres produits du tabac ou en fassent partie dans un délai de dix ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole à son égard.

4.1 Aux fins du paragraphe 3, chaque Partie, dans le cadre du régime mondial de suivi et de traçabilité, exige que les renseignements suivants soient mis à disposition, directement ou au moyen d'un lien, pour aider les Parties à déterminer l'origine des produits du tabac et le point où intervient le détournement, le cas échéant, ainsi qu'à surveiller et à contrôler le mouvement des produits du tabac et leur statut en droit : a) La date et le lieu de fabrication ;

L'unité de fabrication ;

La machine utilisée pour fabriquer les produits du tabac ;

L'équipe de production ou l'heure de fabrication ;

Le nom du premier acheteur qui n'est pas affilié au fabricant, le numéro de facture, le numéro de commande et l'état de paiement ;

Le marché sur lequel le produit est destiné à être vendu au détail ;

La description du produit ;

L'entreposage et l'expédition du produit, le cas échéant ;

L'identité de tout acheteur ultérieur connu ; et

L'itinéraire prévu, la date d'expédition, la destination, le point de départ et le destinataire.

Les renseignements indiqués aux alinéas a), b) et g) et, s'ils sont disponibles, à l'alinéa f) font partie de la marque unique d'identification.

Lorsque les renseignements indiqués à l'alinéa f) ne sont pas disponibles au moment du marquage, les Parties exigent qu'ils soient communiqués en vertu de l'article 15.2.a) de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Chaque Partie exige que, dans les délais spécifiés dans le présent article, les renseignements indiqués au paragraphe 4 soient enregistrés au moment de la production ou de la première expédition par un fabricant ou au moment de l'importation sur son territoire.

Chaque Partie fait en sorte que les renseignements enregistrés en vertu du paragraphe 5 lui soient accessibles au moyen d'un lien avec les marques uniques d'identification exigées aux paragraphes 3 et 4.

Chaque Partie fait en sorte que les renseignements enregistrés conformément au paragraphe 5, ainsi que les marques uniques d'identification les rendant accessibles conformément au paragraphe 6, soient rassemblés sous une forme établie ou autorisée par elle et par ses autorités compétentes.

Chaque Partie fait en sorte que les renseignements enregistrés en vertu du paragraphe 5 soient accessibles sur demande au point focal mondial pour l'échange d'informations, sous réserve du paragraphe 9, au moyen d'une interface électronique type sécurisée avec le point central national et/ou régional. Le point focal mondial pour l'échange d'informations établit une liste des autorités compétentes des Parties et met cette liste à la disposition de l'ensemble des Parties.

Chaque Partie ou l'autorité compétente :

Accède en temps voulu aux renseignements indiqués au Paragraphe 4 en en faisant la demande au point focal mondial pour l'échange d'informations ;

Demande ces renseignements seulement s'ils sont nécessaires pour déceler le commerce illicite de produits du tabac ou enquêter à son sujet ;

Ne refuse pas indûment de communiquer des renseignements ;

Répond aux demandes de renseignements relatives au paragraphe 4, conformément à son droit national ; et

Protège et considère comme confidentiels, comme convenu mutuellement, les renseignements qui sont échangés.

Chaque Partie exige que le champ du système de suivi et de traçabilité applicable soit développé et étendu jusqu'à ce que tous les droits et toutes les taxes applicables aient été acquittés et, le cas échéant, les autres obligations aient été honorées au point de fabrication, d'importation ou de passage des contrôles douaniers et d'accise.

Les Parties coopèrent entre elles et avec les organisations internationales compétentes, comme convenu entre elles, pour échanger et mettre au point les meilleures pratiques concernant les systèmes de suivi et de traçabilité, notamment pour :

Faciliter la mise au point, le transfert et l'acquisition de technologies de suivi et de traçabilité mieux conçues, y compris de connaissances, de compétences, de capacités et d'expertise ;

Fournir un appui pour les programmes de formation et de renforcement des capacités aux Parties qui en expriment le besoin ; et

Développer plus avant la technologie de marquage et de scannage des paquets et cartouches de produits du tabac pour rendre accessibles les renseignements énumérés au paragraphe 4.

Les obligations auxquelles une Partie est tenue ne sont pas remplies par l'industrie du tabac et ne lui sont pas déléguées.

Chaque Partie fait en sorte que ses autorités compétentes, dans le cadre de leur participation au régime de suivi et de traçabilité, n'aient de relations avec l'industrie du tabac et ceux qui représentent les intérêts de l'industrie du tabac que dans la mesure strictement nécessaire pour mettre en œuvre le présent article.

Chaque Partie peut exiger de l'industrie du tabac qu'elle prenne en charge toutes dépenses découlant des obligations de cette Partie au titre du présent article.



Article 9

Tenue des registres

Chaque Partie exige, si nécessaire, que toutes les personnes physiques et morales prenant part à la chaîne logistique du tabac, des produits du tabac et du matériel de fabrication tiennent des registres complets et exacts de toutes les transactions pertinentes. Ces registres doivent permettre de rendre pleinement compte des matériaux utilisés dans la production de leurs produits du tabac.

Chaque Partie exige, si nécessaire, des personnes ayant obtenu une licence conformément à l'article 6 qu'elles fournissent sur demande aux autorités compétentes les renseignements suivants :

Des renseignements d'ordre général sur le volume, les tendances, les prévisions du marché et d'autres informations pertinentes ; et

Les quantités de produits du tabac et de matériel de fabrication que possède le titulaire de la licence, dont il a la garde ou le contrôle et qui sont conservés dans les entrepôts fiscaux et douaniers sous le régime du transit ou du transbordement ou de suspension de droits à la date de la demande.

En ce qui concerne les produits du tabac et le matériel de fabrication vendus ou fabriqués sur le territoire de la Partie en vue d'être exportés ou circulant sous le régime du transit ou du transbordement en suspension de droits sur le territoire de la Partie, chaque Partie exige, si nécessaire, que les personnes ayant obtenu une licence conformément à l'article 6 fournissent sur demande aux autorités compétentes du pays de départ (sous forme électronique quand l'infrastructure existe), au moment où ces produits et ce matériel quittent le territoire sous le contrôle desdites autorités, les renseignements suivants :

La date d'expédition à partir du dernier point de contrôle matériel des produits ;

Les informations détaillées sur les produits expédiés (y compris la marque, la quantité, l'entrepôt) ;

La destination et l'itinéraire prévus ;

L'identité de la ou des personnes physiques ou morales auxquelles les produits sont expédiés ;

Le mode de transport, y compris l'identité du transporteur ;

La date prévue d'arrivée de la cargaison à la destination prévue ;

Et

Le marché sur lequel les produits sont destinés à être vendus au détail ou utilisés.

Si possible, chaque Partie exige que les détaillants et les cultivateurs de tabac, à l'exception des cultivateurs traditionnels travaillant sur une base non commerciale, tiennent des registres complets et exacts de toutes les transactions pertinentes auxquelles ils prennent part, conformément à son droit national.

Aux fins de l'application du paragraphe 1, chaque Partie adopte des mesures législatives, exécutives, administratives ou d'autres mesures efficaces pour exiger que tous les registres soient :

Conservés pendant au moins quatre ans ;

Mis à la disposition des autorités compétentes ;
et

Tenus selon un modèle conforme aux prescriptions des autorités compétentes.

Chaque Partie, s'il y a lieu et sous réserve du droit national, instaure un système d'échange avec les autres Parties des informations figurant dans tous les registres tenus conformément au présent article.

Les Parties s'efforcent de coopérer entre elles et avec les organisations internationales compétentes en vue de progressivement échanger et mettre au point des systèmes améliorés de tenue des registres.

Article 10

Mesures de sécurité et mesures préventives

Chaque Partie, s'il y a lieu et conformément à son droit national et aux objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, exige que toutes les personnes physiques et morales visées à l'article 6 prennent les mesures nécessaires pour éviter le détournement de produits du tabac vers des circuits de commerce illicite, et notamment :

Signalent aux autorités compétentes :

Le transfert transfrontière de montants en espèces prévus par le droit national ou de paiements transfrontières en nature ; et

Toutes les « transactions douteuses » ; et Fournissent des produits du tabac ou du matériel de fabrication seulement en quantités proportionnées à la demande de ces produits sur le marché où ils sont destinés à être vendus au détail ou utilisés.

Chaque Partie, s'il y a lieu et conformément à son droit national et aux objectifs de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, exige que les paiements pour des transactions effectués par les personnes physiques ou morales visées à l'article 6 ne soient autorisés que dans la monnaie et pour le montant de la facture et que par des moyens légaux de paiement émis par des établissements financiers situés sur le territoire où les produits du tabac sont destinés à être commercialisés, et ne soient effectués au moyen d'aucun autre système de transfert de fonds.

Une Partie peut exiger que les paiements effectués par les personnes physiques ou morales visées à l'article 6, concernant les matériaux utilisés pour la fabrication de produits du tabac dans sa juridiction, ne soient autorisés que dans la monnaie et pour le montant de la facture et que par des moyens légaux de paiement émis par des établissements financiers situés sur le territoire où les produits du tabac sont destinés à être commercialisés, et ne soient effectués au moyen d'aucun autre système de transfert de fonds.

Chaque Partie veille à ce que toute violation des prescriptions du présent article fasse l'objet de procédures pénales, civiles ou administratives appropriées et de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives, y compris, le cas échéant, la suspension ou l'annulation d'une licence.

Article 11

Vente sur Internet, par télécommunication ou au moyen de toute autre technologie nouvelle

Chaque Partie exige que toutes les personnes morales et physiques prenant part à une quelconque transaction relative à des produits du tabac via Internet, par télécommunication ou par tout autre mode de vente basé sur une technologie nouvelle s'acquittent de toutes les obligations pertinentes prévues dans le présent Protocole.

Chaque Partie envisage d'interdire la vente au détail de produits du tabac via Internet, par télécommunication ou par tout autre mode de vente basé sur une technologie nouvelle.



Article 12

Zones franches et transit international

Chaque Partie, dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole à son égard, met en œuvre des contrôles efficaces de toute fabrication de tabac et de produits du tabac et de toutes transactions relatives au tabac et aux produits du tabac dans les zones franches, en utilisant toutes les mesures pertinentes prévues dans le présent Protocole.

En outre, le fait de mêler des produits du tabac à d'autres produits dans un seul conteneur ou toute autre unité de transport similaire au moment de la sortie d'une zone franche est interdit.

Chaque Partie, conformément au droit national, adopte et applique des mesures de contrôle et de vérification au transit international ou au transbordement, sur son territoire, de produits du tabac et de matériel de fabrication conformément aux dispositions du présent Protocole afin de prévenir le commerce illicite de ces produits.

Article 13

Ventes en franchise de droits

Chaque Partie met en œuvre des mesures efficaces pour que toutes les ventes en franchise de droits soient soumises à l'ensemble des dispositions pertinentes du présent Protocole, en tenant compte de l'article 6 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent Protocole, la Réunion des Parties fait en sorte, à sa prochaine session, que des travaux de recherche fondés sur des données factuelles soient effectués pour déterminer l'ampleur du commerce illicite de produits du tabac concernant les ventes en franchise de droits. Sur la base de ces travaux, la Réunion des Parties envisage d'autres mesures appropriées.

PARTIE IV: INFRACTIONS

Article 14

Actes illicites, infractions pénales comprises

Chaque Partie adopte, sous réserve des principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour considérer comme illicites selon son droit interne l'ensemble des actes suivants :

La fabrication, la vente en gros, le négoce, la vente, le transport, la distribution, le stockage, l'expédition, l'importation ou l'exportation de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication d'une manière contraire aux dispositions du présent Protocole ;

- i) La fabrication, la vente en gros, le négoce, la vente, le transport, la distribution, le stockage, l'expédition, l'importation ou l'exportation de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, sans acquitter les droits, taxes et autres impôts applicables ou sans qu'y soient apposés les timbres fiscaux applicables, les marques uniques d'identification ou les autres marques ou étiquettes requises ;
- ii) Tous les autres actes de contrebande ou de tentative de contrebande de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication qui ne sont pas visés par le paragraphe b) i) ;
- i) Toute autre forme de fabrication illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication ou de conditionnement portant des timbres fiscaux, des marques uniques d'identification ou d'autres marques ou étiquettes requises falsifiés ;

- ii) La vente en gros, le négoce, la vente, le transport, la distribution, le stockage, l'expédition, l'importation ou l'exportation de tabac fabriqué de manière illicite, de produits du tabac illicites, de produits portant des timbres fiscaux et/ou d'autres marques ou étiquettes requises falsifiés, ou de matériel de fabrication illicite ;

Le fait de mélanger des produits du tabac à d'autres produits pendant leur parcours le long de la chaîne logistique dans le but de dissimuler ou de déguiser des produits du tabac ;

Le fait de mêler des produits du tabac à d'autres produits en violation de l'article 12.2 du présent Protocole ;

L'utilisation d'Internet, de moyens de télécommunication ou de tout autre mode de vente basé sur une technologie nouvelle pour vendre des produits du tabac en violation du présent Protocole ;

L'obtention, par le titulaire d'une licence délivrée conformément à l'article 6, de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication auprès d'une personne qui devrait être titulaire d'une licence délivrée conformément à l'article 6 mais ne l'est pas ;

Le fait d'entraver l'action d'un agent public ou d'un agent autorisé dans l'exercice de fonctions visant à prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, à le dissuader, à le déceler, à enquêter à son sujet ou à l'éliminer ;

- i) Le fait de faire une déclaration fautive, trompeuse ou incomplète ou de ne pas fournir des informations requises à un agent public ou à un agent autorisé dans l'exercice de fonctions visant à prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, à le dissuader, à le déceler, à enquêter à son sujet ou à l'éliminer, lorsque cela n'est pas contraire au droit de ne pas témoigner contre soi-même ;

Les fausses déclarations dans les formulaires officiels concernant la description, la quantité ou la valeur du tabac, des produits du tabac ou du matériel de fabrication, ou concernant toute autre information prévue dans le Protocole, ayant pour but :

D'éviter le paiement de droits, de taxes et d'autres impôts applicables,

Où

D'entraver des mesures de contrôle visant à prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, à le dissuader, à le déceler, à enquêter à son sujet ou à l'éliminer ;

Le fait de ne pas créer ou tenir les registres prévus par le présent Protocole ou de tenir des registres frauduleux ; et

Le blanchiment du produit d'actes illicites déterminés comme constituant des infractions pénales conformément au paragraphe 2.

Chaque Partie détermine, sous réserve des principes fondamentaux de son droit interne, les actes illicites énoncés au paragraphe 1 ou tous autres actes liés au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication contraires aux dispositions du présent Protocole qui constituent des infractions pénales et adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour donner effet à cette détermination.

Chaque Partie notifie au Secrétariat du présent Protocole les actes illicites énoncés aux paragraphes 1 et 2 dont elle a déterminé qu'ils constituent des infractions pénales



conformément au paragraphe 2 et fournit au Secrétariat des copies ou un descriptif de ses lois donnant effet au paragraphe 2 et de toutes modifications ultérieures de ces lois.

Afin de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre les infractions pénales liées au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication, les Parties sont encouragées à réexaminer leurs lois nationales relatives au blanchiment d'argent, à l'entraide judiciaire et à l'extradition, compte tenu des conventions internationales pertinentes auxquelles elles sont parties, pour s'assurer qu'elles permettent effectivement de mettre en œuvre les dispositions du présent Protocole.

Article 15

Responsabilité des personnes morales

Chaque Partie adopte les mesures nécessaires, conformément à ses principes juridiques, pour établir la responsabilité des personnes morales qui commettent les actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 du présent Protocole.

Sous réserve des principes juridiques de chaque Partie, la responsabilité des personnes morales peut être pénale, civile ou administrative.

Cette responsabilité est sans préjudice de la responsabilité des personnes physiques qui ont commis les actes illicites ou les infractions pénales établis comme tels en vertu des lois et règlements nationaux et de l'article 14 du présent Protocole.

Article 16

Poursuites judiciaires et sanctions

Chaque Partie adopte les mesures nécessaires, conformément au droit national, pour que les personnes physiques et morales tenues pour responsables des actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 fassent l'objet de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives de nature pénale ou non pénale, y compris de sanctions pécuniaires.

Chaque Partie s'efforce de faire en sorte que tout pouvoir discrétionnaire conféré par son droit interne et afférent aux poursuites engagées contre des personnes pour des actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de l'article 14 soit exercé de façon à optimiser l'efficacité des mesures de détection et de répression de ces actes et infractions, compte dûment tenu de la nécessité d'exercer un effet dissuasif en ce qui concerne leur commission.

Aucune disposition du présent Protocole n'affecte le principe selon lequel la définition des actes illicites, infractions pénales comprises, établis comme tels en vertu de celui-ci et des moyens juridiques de défense applicables ainsi que d'autres principes juridiques régissant la licéité des actes relève exclusivement du droit interne d'une Partie et le principe selon lequel lesdits actes et infractions sont poursuivis et sanctionnés conformément à ce droit.

Article 17

Recouvrement après saisie

Les Parties devraient, conformément à leur droit interne, envisager d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour autoriser les autorités compétentes à percevoir du producteur, du fabricant, du distributeur, de l'importateur ou de l'exportateur de tabac, de produits du tabac et/ou de matériel de fabrication saisis un montant proportionné aux taxes et aux droits qui n'ont pas été perçus.

Article 18

Élimination ou destruction

Tout le tabac, tous les produits du tabac et tout le matériel de fabrication confisqués sont détruits au moyen de méthodes écologiques dans toute la mesure possible, ou éliminés conformément au droit national.

Article 19

Techniques d'enquête spéciales

Si les principes fondamentaux de son système juridique interne le permettent, chaque Partie, dans la mesure de ses possibilités et dans les conditions prescrites par son droit interne, prend les mesures nécessaires pour permettre le recours approprié aux livraisons surveillées et, lorsqu'elle le juge approprié, le recours à d'autres techniques d'enquête spéciales, telles que la surveillance électronique ou d'autres formes de surveillance et les opérations d'infiltration, par ses autorités compétentes sur son territoire en vue de combattre efficacement le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

Aux fins des enquêtes sur les infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14, les Parties sont encouragées à conclure, si nécessaire, des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux appropriés pour recourir aux techniques mentionnées au paragraphe 1 dans le cadre de la coopération internationale.

En l'absence d'accords ou d'arrangements au sens du paragraphe 2, les décisions de recourir à des techniques d'enquête spéciales au niveau international sont prises au cas par cas et peuvent, si nécessaire, tenir compte d'ententes et d'arrangements financiers quant à l'exercice de leur compétence par les Parties intéressées.

Les Parties reconnaissent l'importance et la nécessité de l'assistance et de la coopération internationales dans ce domaine et coopèrent entre elles et avec les organisations internationales pour développer les moyens d'atteindre les objectifs du présent article.

PARTIE V: COOPERATION INTERNATIONALE

Article 20

Echange d'informations en général

En vue d'atteindre les objectifs du présent Protocole, les Parties, dans le cadre de l'instrument de notification de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac et sous réserve de leur droit interne, communiquent, entre autres, et s'il y a lieu, des informations pertinentes telles que :

Des détails sous forme agrégée sur les saisies de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, la quantité, la valeur des saisies, les descriptions de produit, les dates et les lieux de fabrication ; et le montant des taxes non payées ;

Des données relatives aux importations, aux exportations, au transit, aux ventes libérées de taxes et en franchise de droits et à la quantité ou à la valeur de la production de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication ;

Des données relatives aux tendances, aux méthodes de dissimulation et aux modes opératoires utilisés dans le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication ; et

Toute autre information pertinente, comme convenu par les Parties.

Afin de développer leur capacité de collecte et d'échange d'informations, les Parties coopèrent entre elles et avec les organisations internationales compétentes.

Les Parties considèrent lesdites informations comme confidentielles et réservées au seul usage des Parties, sauf indication contraire de la Partie qui les transmet.



Article 21

Échange d'informations aux fins de détection et de répression

Sous réserve de leur droit interne ou des traités internationaux applicables et s'il y a lieu, de leur propre initiative ou à la demande d'une autre Partie qui justifie dûment la nécessité de cette information aux fins de détection ou d'enquête sur le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, les Parties échangent les informations suivantes :

Des données relatives aux licences délivrées aux personnes physiques et morales concernées ;

Des informations utiles pour l'identification, la surveillance et la poursuite de personnes physiques ou morales impliquées dans le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication ;

Des données relatives aux enquêtes et poursuites judiciaires ;

Des données relatives aux paiements se rapportant aux importations, aux exportations ou aux ventes en franchise de droits de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication ; et

Des détails sur les saisies de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication (y compris les références des cas, s'il y a lieu, la quantité, la valeur de la saisie, la description du produit, les entités concernées, la date et le lieu de fabrication) et les modes opératoires (y compris les moyens de transport, de dissimulation, d'acheminement et de détection).

Les informations reçues des Parties en vertu du présent article sont exclusivement utilisées pour atteindre les objectifs du présent Protocole. Les Parties peuvent spécifier que ces informations ne doivent pas être transmises sans l'accord de la Partie qui les a fournies.

Article 22

Échange d'informations: confidentialité et protection des données

Chaque Partie désigne les autorités nationales compétentes auxquelles les données indiquées aux articles 20, 21 et 24 sont adressées et notifie aux Parties cette désignation par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention.

L'échange d'informations au titre du présent Protocole est régi par le droit interne relatif à la confidentialité et au respect de la vie privée. Les Parties protègent, comme convenu entre elles, toute information confidentielle échangée.

Article 23

Assistance et coopération: formation, assistance technique et coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique

Les Parties coopèrent entre elles et/ou par l'intermédiaire des organisations internationales et régionales compétentes afin d'assurer la formation, l'assistance technique et la coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique, en vue d'atteindre les objectifs du présent Protocole, comme convenu entre elles. Cette assistance peut comprendre le transfert d'expertise ou de technologies appropriées dans les domaines de la collecte d'informations, de la détection et de la répression, du suivi et de la traçabilité, de la gestion de l'information, de la protection des données à caractère personnel, de l'interdiction, de la surveillance électronique, des méthodes de police scientifique, de l'entraide judiciaire et de l'extradition.

Les Parties peuvent, en tant que de besoin, conclure des accords bilatéraux, multilatéraux ou tous autres accords ou arrangements visant à promouvoir la formation, l'assistance technique et la coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique, en tenant compte des besoins des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition.

Les Parties coopèrent, en tant que de besoin, afin d'explorer et d'accroître les possibilités de déterminer l'origine géographique exacte du tabac et des produits du tabac saisis.

Article 24

Assistance et coopération: enquêtes et poursuite des contrevenants

Les Parties prennent, conformément à leur droit interne, toutes les mesures nécessaires, le cas échéant, pour renforcer la coopération par des accords multilatéraux, régionaux ou bilatéraux sur la prévention, la détection, les enquêtes ainsi que la poursuite et la condamnation des personnes physiques ou morales se livrant au commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication.

Chaque Partie fait en sorte que les autorités administratives, de réglementation, de détection et de répression et autres autorités qui luttent contre le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication (y compris, lorsque le droit interne le permet, les autorités judiciaires) coopèrent et échangent des informations pertinentes aux niveaux national et international dans les conditions prescrites par son droit interne.

Article 25

Protection de la souveraineté

Les Parties exécutent leurs obligations au titre du présent Protocole d'une manière compatible avec les principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États et avec celui de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États.

Aucune disposition du présent Protocole n'habilite une Partie à exercer sur le territoire d'un autre État une compétence et des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre État par son droit interne.

Article 26

Compétence

Chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 dans les cas suivants :

Lorsque l'infraction est commise sur son territoire ; ou

Lorsque l'infraction est commise à bord d'un navire qui bat son pavillon ou à bord d'un aéronef immatriculé conformément à sa législation au moment où ladite infraction est commise.

Sous réserve de l'article 25, une Partie peut également établir sa compétence à l'égard de l'une quelconque de ces infractions pénales dans les cas suivants :

Lorsque l'infraction est commise à l'encontre de cette Partie ;

Lorsque l'infraction est commise par un de ses ressortissants ou par une personne apatride résidant habituellement sur son territoire ; ou



Lorsque l'infraction est une de celles établies comme telles en vertu de l'article 14 et est commise hors de son territoire en vue de la commission, sur son territoire, d'une infraction établie comme telle en vertu de l'article 14.

Aux fins de l'article 30, chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'elle n'extrade pas cette personne au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants.

Chaque Partie peut également adopter les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'elle ne l'extrade pas.

Si une Partie qui exerce sa compétence en vertu du paragraphe 1 ou 2 a été avisée ou a appris de toute autre façon qu'une ou plusieurs autres Parties mènent une enquête ou ont engagé des poursuites ou une procédure judiciaire concernant le même acte, les autorités compétentes de ces Parties se consultent, selon qu'il convient, pour coordonner leurs actions.

Sans préjudice des normes du droit international général, le présent Protocole n'exclut pas l'exercice de toute compétence pénale établie par une Partie conformément à son droit interne.

Article 27

Coopération entre les services de détection et de répression

Chaque Partie adopte, conformément à ses systèmes juridique et administratif internes, des mesures efficaces pour :

Renforcer ou, si nécessaire, établir des voies de communication entre les autorités, organismes et services compétents pour faciliter l'échange sûr et rapide d'informations concernant tous les aspects des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 ;

Assurer une coopération efficace entre les autorités, les organismes, les services des douanes, les services de police et autres organismes de détection et de répression compétents ;

Coopérer avec d'autres Parties à la conduite d'enquêtes dans des cas particuliers, s'agissant des infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14, concernant :

L'identité et les activités des personnes soupçonnées d'implication dans lesdites infractions, le lieu où elles se trouvent ou les lieux où se trouvent les autres personnes concernées ;

Le mouvement du produit des activités délictueuses ou des biens provenant de la commission de ces infractions ; et

Le mouvement des biens, des matériels ou d'autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés dans la commission de ces infractions ;

Fournir, lorsqu'il y a lieu, les pièces ou quantités de substances nécessaires à des fins d'analyse ou d'enquête ;

Faciliter une coordination efficace entre les autorités, organismes et services compétents et favoriser l'échange de personnel et d'experts, y compris, sous réserve d'accords ou d'arrangements bilatéraux entre les Parties concernées, le détachement d'agents de liaison ;

Échanger avec d'autres Parties des informations pertinentes sur les moyens et procédés spécifiques employés par les personnes physiques ou morales dans la commission de ces infractions, y compris, s'il y a lieu,

sur les itinéraires et les moyens de transport ainsi que sur l'usage de fausses identités, de documents modifiés ou falsifiés ou d'autres moyens de dissimulation de leurs activités ; et

Échanger des informations pertinentes et coordonner les mesures administratives et autres prises, comme il convient, pour détecter au plus tôt les infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14.

Afin de donner effet au présent Protocole, les Parties envisagent de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux prévoyant une coopération directe entre leurs services de détection et de répression et, lorsque de tels accords ou arrangements existent déjà, de les modifier en conséquence. En l'absence de tels accords ou arrangements entre les Parties concernées, ces dernières peuvent se baser sur le présent Protocole pour instaurer une coopération en matière de détection et de répression concernant les infractions visées par le présent Protocole. Chaque fois que cela est approprié, les Parties utilisent pleinement les accords ou arrangements, y compris les organisations internationales ou régionales, pour renforcer la coopération entre leurs services de détection et de répression.

Les Parties s'efforcent de coopérer, dans la mesure de leurs moyens, pour faire face au commerce illicite transnational de produits du tabac perpétré au moyen de techniques modernes.

Article 28

Assistance administrative mutuelle

Conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs internes respectifs, les Parties se communiquent mutuellement, sur demande ou de leur propre initiative, des informations afin de garantir la bonne application du droit douanier et autre droit applicable pour prévenir le commerce illicite de tabac, de produits du tabac ou de matériel de fabrication, le déceler, enquêter et engager des poursuites à son sujet, et le combattre. Les Parties considèrent lesdites informations comme confidentielles et à usage restreint, sauf indication contraire de la Partie qui les transmet. Ces informations peuvent comprendre les éléments suivants :

Les nouvelles techniques douanières et autres techniques de détection et de répression dont l'efficacité est avérée ;

Les nouvelles tendances, nouveaux moyens ou méthodes utilisés pour se livrer au commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication ;

Les marchandises connues pour faire l'objet d'un commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication, ainsi que des précisions sur la description de ces marchandises, leur conditionnement, leur transport et leur stockage, et les méthodes utilisées ;

Les personnes physiques ou morales que l'on sait avoir commis une infraction établie comme telle en vertu de l'article 14 ou avoir participé à sa commission ; et

Toute autre donnée susceptible d'aider les organismes désignés à évaluer les risques à des fins de contrôle et à d'autres fins de détection et de répression.

Article 29

Entraide judiciaire

Les Parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 du présent Protocole.



L'entraide judiciaire le plus large possible est accordée autant que les lois, traités, accords et arrangements pertinents de la Partie requise le permettent, lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des infractions dont des personnes morales peuvent être tenues pour responsables dans la Partie requérante, conformément à l'article 15 du présent Protocole.

L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes :

- Recueillir des témoignages ou des dépositions ;
- Signifier des actes judiciaires ;
- Effectuer des perquisitions et des saisies, ainsi que des gels ;
- Examiner des objets et visiter des lieux ;
- Fournir des informations, des pièces à conviction et des estimations d'experts ;
- Fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des documents administratifs, bancaires, financiers ou commerciaux et des documents de sociétés ;

Identifier ou localiser des produits des activités délictueuses, des biens, des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve ;

Faciliter la comparution volontaire de personnes dans la Partie requérante ; et

Fournir tout autre type d'assistance compatible avec le droit interne de la Partie requise.

Le présent article n'affecte en rien les obligations découlant de tout autre traité bilatéral ou multilatéral régissant ou devant régir, entièrement ou partiellement, l'entraide judiciaire.

Les paragraphes 6 à 24 sont applicables, sur la base de la réciprocité, aux demandes faites conformément au présent article si les Parties en question ne sont pas liées par un traité ou accord intergouvernemental d'entraide judiciaire. Si les Parties sont liées par un tel traité ou accord intergouvernemental, les dispositions correspondantes de ce traité ou de cet accord intergouvernemental sont applicables, à moins que les Parties ne conviennent d'appliquer à leur place les paragraphes 6 à 24. Les Parties sont vivement encouragées à appliquer ces paragraphes s'ils facilitent la coopération.

Les Parties désignent une autorité centrale qui a la responsabilité et le pouvoir de recevoir les demandes d'entraide judiciaire et soit de les exécuter, soit de les transmettre à leurs autorités compétentes respectives pour exécution. Si une Partie a une région ou un territoire spécial doté d'un système d'entraide judiciaire différent, elle peut désigner une autorité centrale distincte qui aura la même fonction pour ladite région ou ledit territoire. Les autorités centrales assurent l'exécution ou la transmission rapide et en bonne et due forme des demandes reçues. Si l'autorité centrale transmet la demande à une autorité compétente pour exécution, elle encourage l'exécution rapide et en bonne et due forme de la demande par l'autorité compétente. L'autorité centrale désignée à cette fin fait l'objet d'une notification adressée au Chef du Secrétariat de la Convention par chaque Partie au moment de son adhésion au présent Protocole ou de l'acceptation, de l'approbation, de la confirmation formelle ou de la ratification par elle du présent Protocole. La transmission des demandes d'entraide judiciaire et toute communication y relative s'effectuent entre les autorités centrales désignées par les Parties. La présente disposition s'entend sans préjudice du droit de toute Partie d'exiger

que ces demandes et communications lui soient adressées par la voie diplomatique et, en cas d'urgence, si les Parties en conviennent, par l'intermédiaire d'organisations internationales compétentes, si cela est possible.

Les demandes sont adressées par écrit ou, si possible, par tout autre moyen permettant d'en obtenir une trace écrite, dans une langue acceptable pour la Partie requise, dans des conditions lui permettant d'en établir l'authenticité. La ou les langues acceptables sont notifiées au Chef du Secrétariat de la Convention par chaque Partie au moment de son adhésion au présent Protocole, ou de l'acceptation, de l'approbation, de la confirmation formelle ou de la ratification par elle du présent Protocole. En cas d'urgence et si les Parties en conviennent, les demandes peuvent être faites oralement, mais doivent être confirmées sans délai par écrit.

Une demande d'entraide judiciaire doit contenir les renseignements suivants :

- La désignation de l'autorité dont émane la demande ;
- L'objet et la nature de l'enquête, des poursuites ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande, ainsi que le nom et les fonctions de l'autorité qui en est chargée ;

Un résumé des faits pertinents, sauf pour les demandes adressées aux fins de la signification d'actes judiciaires ;

Une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que la Partie requérante souhaite voir appliquée ;

Si possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée ;

Le but dans lequel le témoignage, les informations ou les mesures sont demandés ; et

Les dispositions du droit interne relatives à l'infraction pénale et aux sanctions applicables.

La Partie requise peut demander un complément d'information lorsque cela apparaît nécessaire pour exécuter la demande conformément à son droit interne ou lorsque cela peut faciliter l'exécution de la demande.

Toute demande est exécutée conformément au droit interne de la Partie requise et, dans la mesure où cela ne contrevient pas au droit interne de la Partie requise et lorsque cela est possible, conformément aux procédures spécifiées dans la demande.

La Partie requérante ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par la Partie requise pour des enquêtes, poursuites ou procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de la Partie requise. Aucune disposition du présent paragraphe n'empêche la Partie requérante de révéler, lors de la procédure, des informations ou des éléments de preuve à décharge. Dans ce dernier cas, la Partie requérante avise la Partie requise avant la révélation et, s'il lui en est fait la demande, consulte la Partie requise. Si, dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, la Partie requérante informe sans retard la Partie requise de la révélation.

La Partie requérante peut exiger que la Partie requise garde le secret sur la demande et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter. Si la Partie requise ne peut satisfaire à cette exigence, elle en informe sans délai la Partie requérante.

Lorsque cela est possible et conforme aux principes fondamentaux du droit interne, si une personne qui se trouve sur le territoire d'une Partie doit être entendue comme témoin ou comme expert par les autorités judiciaires



d'une autre Partie, la première Partie peut, à la demande de l'autre, autoriser son audition par vidéoconférence s'il n'est pas possible ou souhaitable qu'elle compareisse en personne sur le territoire de la Partie requérante. Les Parties peuvent convenir que l'audition sera conduite par une autorité judiciaire de la Partie requérante et qu'une autorité judiciaire de la Partie requise y assistera.

L'entraide judiciaire peut être refusée :

Si la demande n'est pas faite conformément au présent article ;

Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres intérêts essentiels ;

Au cas où le droit interne de la Partie requise interdirait à ses autorités de prendre les mesures demandées s'il s'agissait d'une infraction analogue ayant fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une procédure judiciaire dans le cadre de sa propre compétence ;

Lorsque la demande porte sur une infraction pour laquelle la peine maximale dans la Partie requise est inférieure à deux ans d'emprisonnement ou d'autres formes de peine privative de liberté ou au cas où, de l'avis de la Partie requise, la fourniture de l'assistance ferait peser sur ses ressources une charge disproportionnée par rapport à la gravité de l'infraction ; ou

Au cas où il serait contraire au système juridique de la Partie requise concernant l'entraide judiciaire d'accepter la demande.

Tout refus d'entraide judiciaire doit être motivé.

Une Partie ne peut invoquer le secret bancaire pour refuser l'entraide judiciaire prévue au présent article.

Les Parties ne peuvent refuser une demande d'entraide judiciaire au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales.

Les Parties peuvent invoquer l'absence de double incrimination pour refuser l'entraide judiciaire prévue au présent article. La Partie requise peut néanmoins, lorsqu'elle le juge approprié, fournir cette assistance, dans la mesure où elle le décide à son gré, indépendamment du fait que l'acte constitue ou non une infraction conformément au droit interne de la Partie requise.

La Partie requise exécute la demande d'entraide judiciaire aussi promptement que possible et tient compte dans toute la mesure possible de tous délais suggérés par la Partie requérante et qui sont motivés, de préférence dans la demande. La Partie requise répond aux demandes raisonnables de la Partie requérante concernant les progrès faits dans l'exécution de la demande.

Quand l'entraide demandée n'est plus nécessaire, la Partie requérante en informe promptement la Partie requise.

L'entraide judiciaire peut être différée par la Partie requise au motif qu'elle entraverait une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire en cours.

Avant de refuser une demande en vertu du paragraphe 14 ou d'en différer l'exécution en vertu du paragraphe 20, la Partie requise étudie avec la Partie requérante la possibilité d'accorder l'entraide sous réserve des conditions qu'elle juge nécessaires. Si la Partie requérante accepte l'entraide sous réserve de ces conditions, elle se conforme à ces dernières.

Les frais ordinaires engagés pour exécuter une demande sont à la charge de la Partie requise, à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les Parties concernées.

Lorsque des dépenses importantes ou extraordinaires sont ou se révèlent ultérieurement nécessaires pour exécuter la demande, les Parties se consultent pour fixer les conditions selon lesquelles la demande sera exécutée, ainsi que la manière dont les frais seront assumés.

Si une demande est soumise, la Partie requise :

Fournit à la Partie requérante copies des dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public a accès ; et

Peut, à son gré, fournir à la Partie requérante intégralement, en partie ou aux conditions qu'elle estime appropriées, copies de tous dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public n'a pas accès.

Les Parties envisagent, s'il y a lieu, la possibilité de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux qui servent les objectifs et les dispositions du présent article, leur donnent un effet pratique ou les renforcent.

Article 30

Extradition

Le présent article s'applique aux infractions pénales établies comme telles en vertu de l'article 14 du présent Protocole lorsque :

La personne faisant l'objet de la demande d'extradition se trouve sur le territoire de la Partie requise ;

L'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est punissable par le droit interne de la Partie requérante et de la Partie requise ; et

L'infraction est passible d'une peine d'emprisonnement maximale ou d'autres formes de peine privative de liberté d'au moins quatre ans ou d'une peine plus lourde, sauf si une durée plus courte a été convenue par les Parties concernées conformément à des traités bilatéraux ou multilatéraux ou à d'autres accords internationaux.

Chacune des infractions pénales auxquelles s'applique le présent article est réputée incluse dans tout traité d'extradition en vigueur entre les Parties en tant qu'infraction dont l'auteur peut être extradé. Les Parties s'engagent à inclure ces infractions en tant qu'infractions dont l'auteur peut être extradé dans tout traité d'extradition qu'elles concluront entre elles.

Si une Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'une Partie avec laquelle elle n'a pas conclu pareil traité, elle peut considérer le présent Protocole comme la base légale de l'extradition pour les infractions pénales auxquelles le présent article s'applique.

Les Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent entre elles aux infractions pénales auxquelles le présent article s'applique le caractère d'infraction dont l'auteur peut être extradé.

L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit interne de la Partie requise ou par les traités d'extradition applicables, y compris, notamment, aux conditions concernant la peine minimale requise pour extradier et aux motifs pour lesquels la Partie requise peut refuser l'extradition.

Les Parties s'efforcent, sous réserve de leur droit interne, d'accélérer les procédures d'extradition et de simplifier les exigences en matière de preuve y relatives en ce qui concerne les infractions pénales auxquelles s'applique le présent article.



2787000 012126

Une Partie sur le territoire de laquelle se trouve l'auteur présumé de l'infraction, si elle n'extrade pas cette personne au titre d'une infraction pénale à laquelle s'applique le présent article au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants, est tenue, à la demande de la Partie requérant l'extradition, de soumettre l'affaire sans retard excessif à ses autorités compétentes aux fins de poursuites. Lesdites autorités prennent leur décision et mènent les procédures de la même manière que pour toute autre infraction analogue en vertu du droit interne de cette Partie. Les Parties intéressées coopèrent entre elles, notamment en matière de procédure et de preuve, afin d'assurer l'efficacité des poursuites.

Lorsqu'une Partie, en vertu de son droit interne, n'est autorisée à extraditer ou remettre de toute autre manière l'un de ses ressortissants que si cette personne est ensuite renvoyée dans cette Partie pour purger la peine prononcée à l'issue du procès ou de la procédure à l'origine de la demande d'extradition ou de remise, et lorsque cette Partie et la Partie requérante s'accordent sur cette option et d'autres conditions qu'elles peuvent juger appropriées, cette extradition ou remise conditionnelle est suffisante aux fins de l'exécution de l'obligation énoncée au paragraphe 7.

Si l'extradition, demandée aux fins d'exécution d'une peine, est refusée parce que la personne faisant l'objet de cette demande est un ressortissant de la Partie requise, celle-ci, si son droit interne le lui permet, en conformité avec les prescriptions de ce droit et à la demande de la Partie requérante, envisage de faire exécuter elle-même la peine qui a été prononcée conformément au droit interne de la Partie requérante, ou le reliquat de cette peine.

Toute personne faisant l'objet d'une procédure en raison de l'une quelconque des infractions pénales auxquelles le présent article s'applique se voit garantir un traitement équitable à tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et de toutes les garanties prévues par le droit interne de la Partie sur le territoire de laquelle elle se trouve.

Aucune disposition du présent Protocole ne doit être interprétée comme faisant obligation à la Partie requise d'extrader si elle a de sérieuses raisons de penser que la demande a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques, ou que donner suite à cette demande causerait un préjudice à cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

Les Parties ne peuvent refuser une demande d'extradition au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales.

Avant de refuser l'extradition, la Partie requise consulte, le cas échéant, la Partie requérante afin de lui donner toute possibilité de présenter ses opinions et de donner des informations à l'appui de ses allégations.

Les Parties s'efforcent de conclure des accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux pour permettre l'extradition ou pour en accroître l'efficacité. Lorsque les Parties sont liées par un traité ou un arrangement intergouvernemental existant, les dispositions correspondantes de ce traité ou arrangement intergouvernemental sont applicables, à moins que les Parties ne conviennent d'appliquer à leur place les paragraphes 1 à 13.

Article 31

Mesures visant à assurer l'extradition

Sous réserve de son droit interne et des traités d'extradition qu'elle a conclue, la Partie requise peut, à la demande de la Partie requérante et si elle estime que les circonstances le justifient et qu'il y a urgence, placer en détention une personne présente sur son territoire dont l'extradition est demandée ou prendre à son égard toutes autres mesures appropriées pour assurer sa présence lors de la procédure d'extradition.

Les mesures prises conformément au paragraphe 1 sont notifiées, conformément au droit national, comme il convient et sans retard, à la Partie requérante.

Toute personne à l'égard de laquelle sont prises les mesures visées au paragraphe 1 est en droit :

De communiquer sans retard avec le plus proche représentant qualifié de l'État dont elle a la nationalité ou, s'il s'agit d'une personne apatride, de l'État sur le territoire duquel elle a sa résidence habituelle ; et

De recevoir la visite d'un représentant de cet État.

PARTIE VI: NOTIFICATION

Article 32

Notification et échange d'informations

Chaque Partie soumet à la Réunion des Parties, par l'intermédiaire du Secrétariat de la Convention, des rapports périodiques sur la mise en œuvre du présent Protocole.

La forme et la teneur de ces rapports sont déterminées par la Réunion des Parties. Ces rapports font partie de l'instrument de notification ordinaire de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

La teneur des rapports périodiques mentionnés au paragraphe 1 est déterminée, eu égard, notamment, aux informations suivantes :

Des informations sur les mesures législatives, exécutives, administratives ou autres mesures prises pour mettre en œuvre le présent Protocole ;

Des informations, le cas échéant, sur les difficultés ou obstacles rencontrés dans la mise en œuvre du présent Protocole et sur les mesures prises pour les surmonter ;

Des informations, le cas échéant, sur l'aide financière et technique fournie, reçue ou demandée pour des activités relatives à l'élimination du commerce illicite des produits du tabac ; et

Les informations précisées à l'article 20.

Dans les cas où des données pertinentes sont déjà recueillies dans le cadre du mécanisme de notification de la Conférence des Parties, la Réunion des Parties ne réalisera pas le même travail.

La Réunion des Parties envisage, conformément aux articles 33 et 36, de prendre des dispositions pour aider les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition qui en font la demande à s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent article.

La notification d'informations au titre de ces articles est régie par le droit national relatif à la confidentialité et à la vie privée. Les Parties protègent, comme convenu entre elles, toute information confidentielle qui est notifiée ou échangée.



**PARTIE VII: DISPOSITIONS
INSTITUTIONNELLES ET RESSOURCES
FINANCIERES**

Article 33

Réunion des Parties

Il est institué une Réunion des Parties au présent Protocole. La première session de la Réunion des Parties sera convoquée par le Secrétariat de la Convention immédiatement avant ou immédiatement après la prochaine session ordinaire de la Conférence des Parties suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Par la suite, les sessions ordinaires de la Réunion des Parties seront convoquées par le Secrétariat de la Convention immédiatement avant ou immédiatement après les sessions ordinaires de la Conférence des Parties.

Des sessions extraordinaires de la Réunion des Parties peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Réunion le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que, dans les six mois suivant sa communication aux Parties par le Secrétariat de la Convention, cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties.

Le Règlement intérieur et le Règlement financier de la Conférence des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac s'appliquent mutatis mutandis à la Réunion des Parties, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement.

La Réunion des Parties examine régulièrement la mise en œuvre du Protocole et prend les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en œuvre efficace.

La Réunion des Parties décide du barème et du mécanisme des contributions volontaires évaluées que versent les Parties au Protocole pour son application et d'autres ressources éventuelles pour sa mise en œuvre.

À chaque session ordinaire, la Réunion des Parties adopte par consensus un budget et plan de travail pour l'exercice courant jusqu'à la session ordinaire suivante, lequel est distinct du budget et plan de travail de la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Article 34

Secrétariat

Le Secrétariat de la Convention est le Secrétariat du présent Protocole.

Les fonctions du Secrétariat de la Convention eu égard à son rôle de secrétariat du présent Protocole sont les suivantes :

Organiser les sessions de la Réunion des Parties et de tout organe subsidiaire ainsi que des groupes de travail et autres organes établis par la Réunion des Parties et leur fournir les services nécessaires ;

Recevoir, analyser et transmettre les rapports qu'il reçoit en application du présent Protocole, fournir une information en retour aux Parties concernées, au besoin, et à la Réunion des Parties, et faciliter l'échange d'informations entre les Parties ;

Aider les Parties qui en font la demande, et en particulier les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, à compiler, communiquer et échanger les informations requises conformément aux dispositions du présent Protocole et à recenser les ressources disponibles pour faciliter l'exécution des obligations en vertu du présent Protocole ;

Établir des rapports sur ses activités en vertu du présent Protocole sous l'autorité de la Réunion des Parties et les soumettre à la Réunion des Parties ;

Assurer, sous l'autorité de la Réunion des Parties, la coordination nécessaire avec les organisations intergouvernementales internationales et régionales et autres organismes compétents ;

Prendre, sous l'autorité de la Réunion des Parties, les dispositions administratives ou contractuelles nécessaires à l'accomplissement efficace de ses fonctions en tant que Secrétariat du présent Protocole ;

Recevoir et examiner les demandes d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales souhaitant être accréditées en qualité d'observateur auprès de la Réunion des Parties, tout en s'assurant qu'elles n'ont pas de liens avec l'industrie du tabac, et présenter les demandes examinées à la Réunion des Parties pour examen ; et

S'acquitter des autres fonctions de secrétariat précisées par le présent Protocole ainsi que des autres fonctions qui pourront lui être assignées par la Réunion des Parties.

Article 35

**Relations entre la Réunion des Parties
et les organisations intergouvernementales**

Afin d'assurer la coopération technique et financière requise pour atteindre l'objectif du présent Protocole, la Réunion des Parties peut solliciter la coopération des organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes, y compris des institutions financières et de développement.

Article 36

Ressources financières

Les Parties reconnaissent le rôle important que jouent les ressources financières pour atteindre l'objectif du présent Protocole, et soulignent l'importance de l'article 26 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac en vue d'atteindre les objectifs de ladite Convention.

Chaque Partie fournit un appui financier en faveur des activités nationales visant à atteindre l'objectif du présent Protocole, conformément aux plans, priorités et programmes nationaux.

Les Parties encouragent, le cas échéant, l'utilisation des voies bilatérales, régionales, sous-régionales et autres voies multilatérales pour fournir des fonds destinés à renforcer les capacités des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition dans le but d'atteindre les objectifs du présent Protocole.

Sans préjudice des dispositions de l'article 18, les Parties sont encouragées, sous réserve de leur législation et de leurs politiques nationales et le cas échéant, à utiliser tout produit confisqué tiré du commerce illicite de tabac, de produits du tabac et de matériel de fabrication pour atteindre les objectifs énoncés dans le présent Protocole.

Les Parties représentées dans les organisations intergouvernementales internationales et régionales compétentes et les institutions financières et de développement encouragent ces entités à fournir une assistance financière aux pays en développement Parties et aux Parties à économie en transition afin de les aider à s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent Protocole, sans limitation du droit à la participation au sein de ces organisations.



Les Parties sont convenues que :

Pour permettre aux Parties de s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent Protocole, toutes les ressources potentielles et existantes pertinentes qui sont disponibles pour les activités liées aux objectifs du présent Protocole doivent être mobilisées et utilisées en faveur de toutes les Parties, surtout des pays en développement Parties et des Parties à économie en transition ; et que

Le Secrétariat de la Convention conseille les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition, sur leur demande, au sujet des sources de financement existantes afin de les aider à exécuter leurs obligations en vertu du présent Protocole.

Les Parties peuvent exiger de l'industrie du tabac qu'elle prenne en charge toutes dépenses découlant de l'exécution de leurs obligations pour atteindre les objectifs du présent Protocole, dans l'esprit de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Les Parties s'efforcent, sous réserve de leur droit interne, de parvenir à l'autofinancement de la mise en œuvre du Protocole, y compris en prélevant des taxes et d'autres formes de redevances sur les produits du tabac.

PARTIE VIII: RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 37

Règlement des différends

Le règlement des différends entre Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole est régi par l'article 27 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

PARTIE IX : ÉLABORATION ULTÉRIEURE DU PROTOCOLE

Article 38

Amendements au présent Protocole

Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.

Les amendements au présent Protocole sont examinés et adoptés par la Réunion des Parties. Le texte de tout amendement proposé au présent Protocole est communiqué aux Parties par le Secrétariat de la Convention six mois au moins avant la session à laquelle il est proposé pour adoption. Le Secrétariat de la Convention communique aussi les amendements proposés aux signataires du présent Protocole et, pour information, au Dépositaire.

Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus au sujet de tout amendement proposé au présent Protocole. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés et si un accord ne s'est pas dégagé, l'amendement est adopté en dernier recours par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes à la session. Aux fins du présent article, on entend par Parties présentes et votantes les Parties présentes et votant pour ou contre. Tout amendement adopté est communiqué par le Secrétariat de la Convention au Dépositaire, qui le transmet à toutes les Parties pour acceptation.

Les instruments d'acceptation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 entre en vigueur entre les Parties l'ayant accepté le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception, par le Dépositaire, des instruments d'acceptation déposés par les deux tiers au moins des Parties.

L'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt par ladite Partie, auprès du Dépositaire, de son instrument d'acceptation de l'amendement.

Article 39

Adoption et amendement des annexes au présent Protocole

Toute Partie peut proposer une annexe au présent Protocole et proposer des amendements aux annexes au présent Protocole.

Les annexes ne contiennent que des listes, des formulaires et divers autres éléments de description relatifs aux questions procédurales, scientifiques, techniques ou administratives.

Les annexes au présent Protocole et les amendements y relatifs sont proposés, sont adoptés et entrent en vigueur selon la procédure énoncée à l'article 38.

PARTIE X: DISPOSITIONS FINALES

Article 40

Réserves

Aucune réserve ne pourra être faite au présent Protocole.

Article 41

Dénonciation

À tout moment après l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie, ladite Partie peut dénoncer le Protocole par notification écrite donnée au Dépositaire.

La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle le Dépositaire en aura reçu notification, ou à toute autre date ultérieure qui serait spécifiée dans la notification.

Toute Partie qui aura dénoncé la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac est réputée avoir dénoncé également le présent Protocole, avec effet à la date de la dénonciation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Article 42

Droit de vote

Chaque Partie au présent Protocole dispose d'une voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.

Les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote dans les domaines relevant de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États Membres qui sont Parties au Protocole. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs États Membres exerce le sien, et inversement.

Article 43

Signature

Le Protocole sera ouvert à la signature de toutes les Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac au Siège de l'Organisation mondiale de la Santé à Genève, du 10 au 11 janvier 2013, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, jusqu'au 9 janvier 2014.

Article 44

Ratification, acceptation, approbation, confirmation formelle ou adhésion

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des États et à la confirmation formelle ou à l'adhésion des organisations d'intégration économique régionale Parties à la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Il sera ouvert à l'adhésion dès le lendemain du jour où il cessera d'être ouvert à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.



2 787000 012126

Toute organisation d'intégration économique régionale qui devient Partie au présent Protocole sans qu'aucun de ses États Membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations énoncées dans le Protocole. Lorsqu'un ou plusieurs États Membres d'une organisation sont Parties au Protocole, l'organisation et ses États Membres conviennent de leurs responsabilités respectives en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations en vertu du Protocole. En pareil cas, l'organisation et les États Membres ne sont pas habilités à exercer simultanément leurs droits au titre du Protocole.

Les organisations d'intégration économique régionale indiquent, dans leurs instruments de confirmation formelle ou dans leurs instruments d'adhésion, l'étendue de leurs compétences dans les domaines régis par le présent Protocole. Ces organisations notifient également toute modification importante de l'étendue de leurs compétences au Dépositaire, qui en informe à son tour les Parties.

Article 45

Entrée en vigueur

Le présent Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion auprès du Dépositaire.

À l'égard de chacune des Parties à la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac qui ratifie, accepte, approuve ou confirme formellement le présent Protocole ou y adhère après que les conditions énoncées au paragraphe 1 en ce qui concerne l'entrée en vigueur ont été remplies, le Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt par ladite Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, de confirmation formelle ou d'adhésion.

Aux fins du présent article, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale ne doit être considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États Membres de ladite organisation.

Article 46

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera le Dépositaire du présent Protocole.

Article 47

Textes faisant foi

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

PROTOCOLO PARA A ELIMINAÇÃO DO COMÉRCIO ILÍCITO DE PRODUTOS DO TABACO

Preâmbulo

As Partes no presente Protocolo,

Considerando que, em 21 de maio de 2003, a Quinquagésima Sexta Assembleia Mundial da

Saúde adotou por consenso a Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, que entrou em vigor em 27 de fevereiro de 2005;

Reconhecendo que a Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco é um dos tratados das Nações Unidas que foi mais rapidamente ratificado e constitui um instrumento fundamental para a realização dos objetivos da Organização Mundial de Saúde;

Recordando o preâmbulo da Constituição da Organização Mundial de Saúde, segundo o qual, gozar do melhor estado de saúde que é possível atingir constitui um dos direitos fundamentais de todo o ser humano, sem distinção de raça, religião, credo político, condição económica ou social;

Determinadas igualmente a dar prioridade ao seu direito de proteger a saúde pública;

Profundamente preocupadas pelo facto de que o comércio ilícito de produtos do tabaco contribui para a propagação da epidemia do tabagismo, que constitui um problema mundial com consequências graves para a saúde pública e que exige respostas nacionais e internacionais eficazes, adequadas e abrangentes;

Reconhecendo ainda que o comércio ilícito de produtos do tabaco prejudica as medidas relacionadas com o preço e fiscais destinadas a reforçar o controlo do tabaco, tornando os produtos do tabaco mais acessíveis e com preços mais abordáveis;

Seramente preocupadas com os efeitos adversos que uma maior acessibilidade e os preços mais abordáveis dos produtos do tabaco comercializados de forma ilícita têm na saúde pública e no bem-estar, em especial dos jovens, dos pobres e de outros grupos vulneráveis;

Seramente preocupadas com as implicações económicas e sociais desproporcionadas do comércio ilícito de produtos do tabaco nos países em vias desenvolvimento e nos países com economia em fase de transição;

Conscientes da necessidade de desenvolver capacidades científicas, técnicas e institucionais a fim de planear e aplicar medidas nacionais, regionais e internacionais adequadas para eliminar todas as formas de comércio ilícito de produtos do tabaco;

Reconhecendo que o acesso aos recursos e às tecnologias pertinentes é de uma grande importância para incrementar a capacidade das Partes, em especial nos países em vias desenvolvimento e nos países com economia em fase de transição, para eliminar todas as formas de comércio ilícito de produtos do tabaco;

Reconhecendo também que, embora as zonas francas foram para facilitar o comércio legal, estas têm sido utilizadas para facilitar a globalização do comércio ilícito de produtos do tabaco, tanto em relação ao trânsito ilícito de produtos contrabandeados como em relação ao fabrico de produtos do tabaco ilícitos;

Reconhecendo também que o comércio ilícito de produtos do tabaco prejudica a economia das

Partes e afeta adversamente a sua estabilidade e segurança;

Conscientes também de que o comércio ilícito de produtos do tabaco gera lucros financeiros que são utilizados para financiar atividades criminosas transnacionais, o que interfere com os objetivos dos governos;

Reconhecendo que o comércio ilícito de produtos do tabaco prejudica os objetivos em matéria de saúde, coloca uma pressão adicional nos sistemas de saúde e provoca perdas de receita para a economia das Partes;

Tendo presente o n.º 3 do artigo 5.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco na qual as Partes acordam que, ao definirem e ao aplicarem as suas políticas de saúde pública em matéria de controlo do tabaco, agirão no sentido de proteger essas políticas contra os interesses, comerciais e outros, da indústria do tabaco, em conformidade com o Direito interno;



2787000 012126

Sublinhando a necessidade de estar atento a quaisquer esforços feitos pela indústria do tabaco no sentido de prejudicar ou subverter as estratégias para combater o comércio ilícito de produtos do tabaco, bem como a necessidade de estar informado sobre as atividades da indústria do tabaco que têm um impacto negativo nas estratégias para combater o comércio ilícito de produtos do tabaco;

Tendo presente o n.º 2 do artigo 6.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, a qual encoraja as Partes a proibir e restringir, consoante o caso, as vendas aos viajantes internacionais e/ou as importações por eles feitas de produtos do tabaco com isenção de direitos e impostos;

Reconhecendo além disso que o tabaco e os produtos do tabaco em trânsito e transbordo internacionais constituem um canal para o comércio ilícito;

Tendo em conta que uma ação eficaz para prevenir e combater o comércio ilícito de produtos do tabaco exige uma abordagem internacional abrangente e uma estreita cooperação que englobe todos os aspetos do comércio ilícito, incluindo, consoante o caso, comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco e equipamento de fabrico;

Recordando e sublinhando a importância de outros acordos internacionais pertinentes, tais como a Convenção das Nações Unidas contra a Criminalidade Organizada Transnacional, a Convenção das Nações Unidas contra a Corrupção e a Convenção das Nações Unidas contra o Tráfico Ilícito de Estupefacientes e Substâncias Psicotrópicas, bem como a obrigação que as Partes nestas convenções têm de aplicar, consoante o caso, as disposições pertinentes das mesmas ao comércio ilícito de tabaco, de produtos do tabaco e de equipamento de fabrico e encorajar as Partes que ainda não se tornaram Partes nestes acordos a considerarem fazê-lo;

Reconhecendo a necessidade de melhorar a cooperação entre o Secretariado da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco e o Gabinete das Nações Unidas para a Droga e a Criminalidade, a Organização Mundial das Alfândegas e outros órgãos, consoante o caso;

Recordando o artigo 15.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, no qual as Partes reconhecem, nomeadamente, que a eliminação de todas as formas de comércio ilícito de produtos do tabaco, incluindo o contrabando e o fabrico ilícito, é uma componente fundamental do controlo do tabaco;

Considerando que o presente Protocolo não pretende abordar questões relativas aos direitos de propriedade intelectual; e

Convencidas de que complementar a Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco com um protocolo abrangente será um meio poderoso e eficaz para contrariar o comércio ilícito de produtos do tabaco e as suas graves consequências, Acordam o seguinte:

PARTE I: INTRODUÇÃO

Artigo 1.º

DEFINIÇÕES

1. “Intermediação” designa a atividade que consiste em agir como intermediário por conta de outrem, por exemplo, na negociação de contratos, aquisições ou vendas, em troca de uma remuneração ou comissão.

2. “Cigarro” designa um rolo de tabaco cortado suscetível de ser fumado, envolvido em folha de papel de cigarro. Ficam excluídos os produtos regionais específicos como o bidis, o ang hoon ou outros produtos semelhantes que possam ser enrolados em papel ou folhas. Para efeitos do artigo 8.º, “cigarro” abrange também o tabaco de corte fino destinado a cigarros de enrolar.

3. “Perda de bens” designa a perda definitiva de bens, por decisão de um tribunal ou outra autoridade competente.

4. “Entrega controlada” designa a técnica que consiste em permitir a passagem pelo território de um ou mais Estados de remessas ilícitas ou suspeitas, com o conhecimento e sob a supervisão das suas autoridades competentes, com a finalidade de investigar uma infração e identificar as pessoas envolvidas na sua prática.

5. “Zona franca” designa uma parte do território de uma Parte na qual as mercadorias introduzidas são geralmente consideradas como estando fora do território aduaneiro, no que respeita aos direitos aduaneiros e taxas de importação.

6. “Comércio ilícito” designa qualquer a prática ou ação proibida por lei relacionada com a produção, expedição, receção, posse, distribuição, venda ou compra, incluindo qualquer prática ou ato destinados a facilitar tais atividades.

7. “Licença” designa a autorização de uma autoridade competente após apresentação do requerimento necessário ou de outros documentos a essa mesma autoridade.

8. a) “Equipamento de fabrico” designa as máquinas concebidas ou adaptadas para serem utilizadas exclusivamente no fabrico de produtos do tabaco e que fazem parte integrante do processo de fabrico.⁴

b) “Qualquer peça desse equipamento” designa, no contexto do equipamento de fabrico, qualquer parte identificável que é única para o equipamento de fabrico utilizado no fabrico de produtos do tabaco.

9. “Parte” designa uma Parte no presente Protocolo, salvo quando do contexto resulte de outro modo.

10. “Dados pessoais” designa qualquer informação relativa a uma pessoa singular identificada ou identificável.

11. “Organização regional de integração económica” designa uma organização constituída por vários Estados soberanos, à qual os respetivos Estados membros transferiram competência sobre certas matérias, incluindo o poder de, nesse âmbito, tomar decisões vinculativas para os seus Estados membros.⁵

12. “Cadeia de abastecimento” abrange o fabrico de produtos do tabaco e de equipamento de fabrico, bem como a importação ou exportação de produtos do tabaco e de equipamento de fabrico; e, se for caso disso, pode, quando assim for decidido por uma Parte, abranger uma ou mais das seguintes atividades:

a) A venda a retalho de produtos do tabaco;

⁴Para este efeito, as Partes podem incluir uma referência ao Sistema Harmonizado de Designação e de Codificação das Mercadorias da Organização Mundial das Alfândegas, sempre que aplicável.

⁵ Se for caso disso, nacional ou interno abrange igualmente as organizações regionais de integração económica.



2 787000 012126

- b) O cultivo do tabaco, com exceção dos cultivadores, agricultores e produtores tradicionais em pequena escala;
- c) O transporte de quantidades comerciais de produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico; e
- d) O comércio por grosso, a intermediação, o armazenamento ou a distribuição de tabaco, de produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico.

13. “Produtos do tabaco” designa os produtos fabricados, total ou parcialmente, a partir de folhas de tabaco, enquanto matéria-prima, e destinados a serem fumados, aspirados, mascados ou inalados.

14. “Localização e seguimento” designa o controlo sistemático e a reconstituição, pelas autoridades competentes ou por qualquer outra pessoa que aja em seu nome, do percurso ou da circulação dos artigos ao longo da cadeia de abastecimento, tal como descrito no artigo 8.º.

Artigo 2.º

RELAÇÃO ENTRE O PRESENTE PROTOCOLO E OUTROS ACORDOS E INSTRUMENTOS JURÍDICOS

1. As disposições da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco que se aplicam aos seus protocolos aplicar-se-ão ao presente Protocolo.

2. As Partes que celebraram o tipo de acordos referidos no artigo 2.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco comunicam tais acordos à Reunião das Partes através do Secretariado da Convenção.

3. Nada no presente Protocolo afetará os direitos e as obrigações de qualquer Parte decorrentes de qualquer outra convenção internacional, tratado ou acordo internacional em vigor para essa Parte e que esta considere mais propícios à eliminação do comércio ilícito de produtos do tabaco.

4. Nada no presente Protocolo afetará outros direitos, obrigações e responsabilidades das Partes decorrentes do Direito internacional, incluindo a Convenção das Nações Unidas contra a Criminalidade Organizada Transnacional.

Artigo 3.º

OBJECTIVO

O objetivo do presente Protocolo é eliminar todas as formas de comércio ilícito de produtos do tabaco, em conformidade com o artigo 15.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.

PARTE II: OBRIGAÇÕES GERAIS

Artigo 4.º

OBRIGAÇÕES GERAIS

1. Para além de cumprir o disposto no artigo 5.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, as Partes:

(a) Adotam e põem em prática medidas eficazes para controlar ou regulamentar a cadeia de abastecimento das mercadorias abrangidas pelo presente Protocolo a fim de prevenir, dissuadir, detetar, investigar e proceder penalmente contra o comércio ilícito dessas mercadorias, bem como cooperar entre si para esse efeito;

(b) Adotam quaisquer medidas necessárias de acordo com o seu Direito interno, para aumentar a eficácia das suas autoridades e dos seus serviços competentes,

incluindo os serviços de alfândega e de polícia responsáveis para prevenir, dissuadir, detetar, investigar, proceder penalmente e eliminar todas as formas de comércio ilícito das mercadorias abrangidas pelo presente Protocolo;

(c) Adotam medidas eficazes para facilitar ou obter assistência técnica e apoio financeiro, reforço das capacidades e cooperação internacional, a fim de prosseguir os objetivos do presente Protocolo e assegurar a disponibilidade e o intercâmbio seguro das informações a serem trocadas com as autoridades competentes ao abrigo do presente Protocolo;

(d) Cooperar estreitamente entre si, em consonância com os seus respetivos ordenamentos jurídico e administrativo internos, a fim de reforçarem a eficácia das medidas de aplicação da lei destinadas a combater o ato ilícito, incluindo as infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º do presente Protocolo;

(e) Cooperar e comunicar, consoante o caso, com as organizações intergovernamentais, internacionais e regionais pertinentes no quadro da troca segura⁶ de informação previsto no presente Protocolo, a fim de promover a sua aplicação eficaz; e

(f) Cooperar, com os meios e recursos à sua disposição, para obter os recursos financeiros necessários à aplicação eficaz do presente Protocolo através de mecanismos de financiamento bilaterais e multilaterais.

2. No cumprimento das suas obrigações decorrentes do presente Protocolo, as Partes garantem a maior transparência possível no que respeita a qualquer interação que possam ter com a indústria do tabaco.

Artigo 5.º

PROTECÇÃO DE DADOS PESSOAIS

Ao aplicarem o presente Protocolo, as Partes protegem os dados pessoais dos indivíduos, independentemente da nacionalidade ou do local de residência, sob reserva do Direito interno e tendo em conta as normas internacionais em matéria de proteção de dados pessoais.

PARTE III: CONTROLO DA CADEIA DE ABASTECIMENTO

Artigo 6.º

LICENÇA, AUTORIZAÇÃO EQUIVALENTE OU SISTEMA DE CONTROLO

1. Para alcançar os objetivos da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco e tendo em vista eliminar o comércio ilícito de produtos do tabaco e de equipamento de fabrico, cada Parte proibirá o exercício de qualquer uma das seguintes atividades por qualquer pessoa singular ou coletiva, a menos que tal ocorra nos termos de uma licença ou autorização equivalente (doravante “licença”) concedida, ou nos termos um sistema de controlo posto em prática, por uma autoridade competente, em conformidade com o Direito interno:

- a) O fabrico de produtos do tabaco e de equipamento de fabrico; e
- b) A importação ou exportação de produtos do tabaco e de equipamento de fabrico.

⁶ A troca segura de informação entre duas Partes está protegida contra a interceção e manipulação (falsificação). Por outras palavras, a informação trocada entre duas Partes não pode ser lida ou modificada por terceiros.



2. Cada Parte esforça-se por conceder uma licença a qualquer pessoa singular ou coletiva que exerça as atividades que se seguem, na medida em que o considere adequado, e desde que estas não sejam proibidas pelo Direito interno:

- a) A venda a retalho de produtos do tabaco;
- b) O cultivo do tabaco, com exceção dos cultivadores, agricultores e produtores tradicionais em pequena escala;
- c) O transporte de quantidades comerciais de produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico; e
- d) O comércio por grosso, a intermediação, o armazenamento ou a distribuição de tabaco, de produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico.

3. A fim de assegurar um sistema de concessão de licenças eficaz, cada Parte:

- a) Sob reserva das disposições do presente Protocolo e em conformidade com o seu Direito interno, cria ou designa uma ou mais autoridades competentes para emitir, renovar, suspender, revogar e/ou cancelar as licenças para o exercício das atividades especificadas no n.º 1;
- b) Exigir que cada pedido de licença contenha toda a informação exigida sobre o requerente, a qual deverá incluir, quando aplicável:
 - i) Informação sobre a identidade, nomeadamente o nome completo, o nome comercial, o número de inscrição no registo comercial (caso exista), os números de identificação fiscal aplicáveis (caso existam) e qualquer outra informação que permita a identificação, no caso de o requerente ser uma pessoa singular;
 - ii) Informação sobre a identidade, nomeadamente a denominação social completa, o nome comercial, o número de inscrição no registo comercial, a data e o local de constituição da sociedade, o local da sede social e o local do estabelecimento principal, os números de identificação fiscal aplicáveis, as cópias dos estatutos ou documentos equivalentes, as suas filiais e os nomes dos diretores e de quaisquer representantes legais designados, bem como qualquer outra informação que permita a identificação, no caso de o requerente ser uma pessoa coletiva;
 - iii) O local exato da(s) unidade(s) de fabrico, o local do armazém e a capacidade de fabrico da empresa dirigida pelo requerente;
 - iv) Dados precisos sobre os produtos do tabaco e o equipamento de fabrico abrangidos pelo pedido, tais como a descrição do produto, o nome, a marca comercial registada, caso exista, o desenho, a marca, o modelo ou tipo e o número de série do equipamento de fabrico;
 - v) Descrição do local de instalação e utilização do equipamento de fabrico;
 - vi) Documentação comprovativa de quaisquer antecedentes criminais ou um certificado de registo criminal;

vii) Identificação completa das contas bancárias destinadas às transações pertinentes e outras informações de pagamento relevantes; e

viii) Uma descrição da utilização e do mercado a que se destinam os produtos do tabaco, tendo especial atenção em garantir que a produção ou a oferta dos produtos do tabaco são proporcionais à procura razoavelmente previsível;

- c) Controlar e, quando necessário, cobrar quaisquer taxas de licenças que possam ser exigidas e ponderar a possibilidade de as utilizar para a administração e aplicação eficazes do sistema de concessão de licenças ou para a saúde pública ou qualquer outra atividade conexa, em conformidade com o Direito interno;
- d) Adotar medidas adequadas para prevenir, detetar e investigar quaisquer práticas irregulares ou fraudulentas no funcionamento do sistema de concessão de licenças;
- e) Adotar medidas tais como a análise, a renovação, a inspeção ou a auditoria periódicas das licenças, quando necessário;
- f) Fixar, quando necessário, um prazo para a validade das licenças e, subsequentemente, para a renovação obrigatória do pedido ou actualização dos dados contidos no pedido;
- g) Obrigar qualquer pessoa, singular ou coletiva, titular de uma licença a informar com antecedência a autoridade competente de qualquer alteração de localização da empresa ou de qualquer alteração significativa da informação relevante para as atividades licenciadas;
- h) Obrigar qualquer pessoa, singular ou coletiva, a informar a autoridade competente de qualquer aquisição ou eliminação do equipamento de fabrico para que a mesma adote as medidas adequadas; e
- i) Assegurar que a destruição de qualquer equipamento de fabrico ou de qualquer peça desse equipamento seja realizada sob a supervisão da autoridade competente.

4. Cada Parte certifica-se de que nenhuma licença é atribuída e/ou transferida sem se ter recebido do proponente a informação adequada, indicada no n.º 3, e sem a aprovação prévia da autoridade competente.

5. Cinco anos após a entrada em vigor do presente Protocolo, a Reunião das Partes assegurará, na sua sessão seguinte, a realização de trabalhos de investigação baseados em dados concretos para determinar se existem fatores-chave indispensáveis ao fabrico de produtos do tabaco que possam ser identificados e sujeitos a um mecanismo de controlo efetivo. Com base numa tal investigação, a Reunião das Partes considerará a adoção de medidas adequadas.

Artigo 7.º

DILIGÊNCIA DEVIDA

1. Cada Parte, de acordo com seu Direito interno e os objetivos da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, exige que todas as pessoas singulares e coletivas envolvidas na cadeia de abastecimento de tabaco, produtos do tabaco e equipamento de fabrico:

- a) Ajam com a diligência devida antes e durante uma relação de negócios;



- b) Monitorizem as vendas aos seus clientes de modo a assegurar que as quantidades são proporcionais à procura destes produtos no mercado no qual se destinam a ser vendidos ou utilizados; e
- c) Comuniquem às autoridades competentes qualquer prova de que o cliente está envolvido em atividades que violam as suas obrigações decorrentes do presente Protocolo.

2. Se for caso disso, a diligência devida exercida nos termos do n.º 1 implica, entre outros, de acordo com o respetivo Direito interno e os objetivos da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, cumprir requisitos para a identificação do cliente, tal como obter e atualizar informação relacionada com os seguintes elementos:

- a) Verificar que a pessoa singular ou coletiva é titular de uma licença em conformidade com o artigo 6.º;
- b) Informação sobre a identidade, nomeadamente o nome completo, o nome comercial, o número de inscrição no registo comercial (caso exista), os números de identificação fiscal aplicáveis (caso existam) e a confirmação do seu documento de identificação oficial, no caso de o cliente ser uma pessoa singular;
- c) Informação sobre a identidade, nomeadamente a denominação social completa, o nome comercial, o número de inscrição no registo comercial, a data e o local de constituição da sociedade, o local da sede social e o local do estabelecimento principal, os números de identificação fiscal aplicáveis, as cópias dos estatutos ou documentos equivalentes, as suas filiais e os nomes dos seus diretores e de quaisquer representantes legais designados, bem como a confirmação dos seus documentos de identificação oficial, no caso de o cliente ser uma pessoa coletiva;
- d) Uma descrição da utilização e do mercado a que se destinam a venda de tabaco, os produtos do tabaco ou o equipamento de fabrico; e
- e) Uma descrição do local de instalação e utilização do equipamento de fabrico.

3. A diligência devida exercida nos termos do n.º 1 pode implicar cumprir requisitos para a identificação do cliente, tal como obter e atualizar informação relacionada com os seguintes elementos:

- a) Documentação comprovativa de quaisquer antecedentes criminais ou um certificado de registo criminal; e
- b) Identificação das contas bancárias destinadas a serem utilizadas em transações.

4. Com base na informação transmitida em virtude da alínea c) do n.º 1, cada Parte adota todas as medidas necessárias para assegurar o cumprimento das obrigações decorrentes do presente Protocolo, o que pode incluir a proibição de comercializar com um cliente no âmbito da jurisdição da Parte, tal como definido no Direito interno.

Artigo 8.º

LOCALIZAÇÃO E SEGUIMENTO

1. Com o objetivo de melhorar a segurança da cadeia de abastecimento e de ajudar na investigação do comércio ilícito de produtos do tabaco, as Partes acordam em criar, no prazo de cinco anos a contar da entrada em vigor do presente Protocolo, um sistema global de localização e seguimento que abranja sistemas nacionais e/ou regionais

de localização e seguimento, bem como um ponto focal mundial para a partilha de informações situado no Secretariado da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco e acessível a todas as Partes, que lhes permita colocar questões e obter informação pertinente.

2. Para todos os produtos do tabaco que são fabricados ou importados no seu território, cada Parte cria, em conformidade com o presente artigo e tendo em conta as suas necessidades nacionais ou regionais específicas e as melhores práticas disponíveis, um sistema de localização e seguimento, por ela controlado.

3. A fim de permitir que o acompanhamento e a rastreabilidade sejam eficazes, cada Parte exige a aposição ou a inclusão de marcas de identificação únicas, seguras e indeléveis (doravante “marcas de identificação únicas”), tais como códigos ou selos, em todos os maços, pacotes ou embalagens exteriores de cigarros e outros produtos do tabaco, respetivamente, no prazo de cinco e dez anos após a entrada em vigor do presente Protocolo para essa Parte.

4.1 Para efeitos do n.º 3, cada Parte, no quadro do sistema global de localização e seguimento, exige que a informação que se segue seja disponibilizada, diretamente ou através de uma ligação, a fim de ajudar as Partes a determinarem a origem dos produtos do tabaco bem como, se for caso disso, o ponto de desvio, e a monitorizarem e controlarem a circulação dos produtos do tabaco e o seu estatuto jurídico:

- a) Data e local de fabrico;
- b) Unidade de fabrico;
- c) Máquina utilizada no fabrico de produtos do tabaco;
- d) Turno de produção ou a hora de fabrico;
- e) O nome, a fatura, o número de encomenda e os registos de pagamento do primeiro cliente não associado ao fabricante;
- f) O mercado retalhista pretendido;
- g) A descrição do produto;
- h) Qualquer armazenamento e expedição;
- i) A identidade de qualquer comprador subsequente conhecido; e
- j) O itinerário previsto para a expedição, a data da expedição, o destino da expedição, o ponto de partida e o destinatário.

3.2 A informação constante das alíneas a), b), g) e, se aplicável, da alínea f), fazem parte integrante das marcas de identificação únicas.

3.3 Quando a informação constante da alínea f) não estiver disponível aquando da

marcação, as Partes exigirão a sua inclusão em conformidade com a alínea a) do n.º 2 do artigo 15º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.

5. Cada Parte exige nos prazos fixados no presente artigo que a informação indicada no

n.º 4 seja registada aquando da produção ou da primeira expedição por qualquer fabricante ou aquando da importação para o seu território.

6. Cada Parte assegura-se de que tem acesso à informação registada ao abrigo do n.º 5 através de uma ligação para as marcas de identificação únicas exigidas nos números 3 e 4.



2 787000 012126

7. Cada Parte assegura-se de que a informação registada em conformidade com o n.º 5, bem como as marcas de identificação únicas através das quais é possível aceder a ela em conformidade com o n.º 6, são incluídas num formato definido ou autorizado por ela e pelas suas autoridades competentes.

8. Sob reserva do n.º 9, cada Parte assegura-se de que o centro para a partilha de informação a nível global pode aceder à informação registada ao abrigo do n.º 5, mediante pedido, através de uma interface eletrónica normalizada segura com o seu ponto central nacional e/ou regional. O ponto focal mundial para a partilha de informação elabora uma lista das autoridades competentes das Partes e disponibiliza-a a todas as Partes.

9. Cada Parte ou a autoridade competente:

- a) Tem acesso em tempo útil à informação descrita no n.º 4 através de um pedido dirigido ao ponto focal mundial para a partilha de informação;
- b) Solicita essa informação apenas quando for necessário para efeitos de deteção ou investigação do comércio ilícito de produtos do tabaco;
- c) Não retém informação de forma injustificada;
- d) Responde aos pedidos de informação relacionados com o n.º 4, em conformidade com o seu Direito interno; e
- e) Protege e trata como confidencial qualquer informação trocada, conforme mutuamente acordado.

10. Cada Parte exige o desenvolvimento e expansão do âmbito do sistema de localização e seguimento aplicável até ao ponto em que todos os direitos aduaneiros, os impostos relevantes e, quando necessário, outras obrigações tenham sido cumpridas no ponto de fabrico, importação ou saída de alfândegas ou controlos aduaneiros.

11. As Partes cooperam entre si e com organizações internacionais competentes, conforme mutuamente acordado, na partilha e no desenvolvimento de melhores práticas para sistemas de localização e seguimento incluindo:

- a) Facilitar o desenvolvimento, a transferência e aquisição de tecnologia de localização e seguimento melhoradas, incluindo conhecimentos, competências, capacidades e conhecimentos especializados;
- b) Apoiar programas de formação e reforço de capacidades para as Partes que exprimam essa necessidade; e
- c) Desenvolver adicionalmente a tecnologia para marcar e maços, pacotes ou embalagens de produtos do tabaco a fim de disponibilizar a informação indicada no n.º 4.

12. As obrigações atribuídas a uma Parte não são cumpridas ou delegadas à indústria do tabaco.

13. Cada Parte assegura que, ao participar no regime de localização e seguimento, as suas autoridades competentes interagem com a indústria do tabaco e aqueles que representam os interesses da indústria do tabaco apenas na medida do estritamente necessário para aplicar o presente artigo.

14. Cada Parte pode exigir à indústria do tabaco que suporte quaisquer custos associados com obrigações dessa Parte ao abrigo do presente artigo.

Artigo 9.º

CONSERVAÇÃO DE REGISTOS

1. Cada Parte, se for caso disso, exige que todas as pessoas singulares e coletivas envolvidas na cadeia de abastecimento de tabaco, produtos do tabaco e equipamento de fabrico mantenham registos completos e precisos de todas as transações relevantes. Tais registos têm de permitir o inventário completo dos materiais utilizados na produção dos seus produtos do tabaco.

2. Cada Parte, se for caso disso, exige às pessoas, a quem tenha sido concedida licença em conformidade com o artigo 6.º, que prestem às autoridades competentes, mediante pedido, a seguinte informação:

- (a) Informação geral sobre volumes de mercado, tendências, previsões e outras informações relevantes; e
- (b) As quantidades de produtos do tabaco e de equipamento de fabrico na posse, guarda ou controlo do titular de licença mantidas em inventário, em armazéns fiscais e aduaneiros ao abrigo do regime de trânsito ou transbordo ou regime suspensivo à data do pedido.

3. No que diz respeito aos produtos do tabaco e equipamento de fabrico, vendidos ou produção dos no território da Parte para exportação, ou sujeitos a um regime suspensivo em trânsito ou transbordo no território da Parte, cada Parte, se for caso disso, exige que as pessoas, a quem tenham sido concedidas licenças em conformidade com o artigo 6.º, prestem às autoridades competentes no país de partida (por via eletrónica, onde exista a infraestrutura), mediante pedido, na altura de saída do seu controlo, a seguinte informação:

- (a) A data de expedição do último ponto de controlo físico dos produtos;
- (b) Os dados que dizem respeito aos produtos expedidos (incluindo a marca, a quantidade e o armazém);
- (c) O itinerário previsto para a expedição e o destino;
- (d) A identidade da(s) pessoa(s) singular(es) ou colectiva(s) para quem os produtos estão a ser expedidos;
- (e) O método de transporte, incluindo a identidade do transportador; (f) A data de prevista para a chegada da expedição ao destino pretendido; e (g) Utilização ou venda a retalho de mercado pretendida.

4. Se viável, cada Parte exige que os retalhistas e os produtores de tabaco, com exceção dos produtores tradicionais que trabalhem numa base não comercial, mantenham registos completos e precisos de todas as transações relevantes que fizerem, em conformidade com o seu Direito interno.

5. Para efeitos de aplicação do n.º 1, cada Parte adota medidas legislativas, executivas, administrativas ou outras, eficazes, para exigir que todos os registos sejam:

- (a) Mantidos durante um período mínimo de quatro anos;
- (b) Disponibilizados às autoridades competentes; e
- (c) Mantidos num formato, como requerido pelas autoridades competentes.

6. Cada Parte, se for caso disso e sujeita ao Direito interno, estabelece um sistema para partilhar com as outras Partes os pormenores mantidos em todos os registos guardados em conformidade com o presente artigo.



7. As Partes empenham-se em cooperar entre si e com as organizações internacionais competentes, na partilha e desenvolvimento progressivos de sistemas melhorados de conservação de registos.

Artigo 10º

MEDIDAS DE SEGURANÇA E DE PREVENÇÃO

1. Cada Parte, quando necessário, em conformidade com o seu Direito interno e os objetivos da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, exige que todas as pessoas, singulares e coletivas, referidas no artigo 6.º, tomem as medidas necessárias para prevenir o desvio de produtos do tabaco para canais de comércio ilícito, incluindo nomeadamente:

(a) Comunicar às autoridades competentes:

(i) A transferência transfronteiriça de dinheiro em montantes estipulados no Direito interno ou de pagamentos transfronteiriços em espécie; e

(ii) Todas as “transações suspeitas”; e

(b) Fornecer produtos do tabaco ou equipamento de fabrico apenas em quantidades proporcionais à procura de tais produtos dentro da utilização ou venda a retalho de mercado pretendida.

2. Cada Parte, quando necessário, em conformidade com o seu Direito interno e os objetivos da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, exige que os pagamentos por transações realizadas pelas pessoas singulares ou coletivas referidas no artigo 6.º sejam apenas permitidos na mesma moeda e quantidade que a fatura, e apenas através de modos de pagamento legais de instituições financeiras situadas no território do mercado pretendido e não devem ser operadas através de qualquer outro sistema de expedição alternativo.

3. Uma Parte pode exigir que os pagamentos realizados pelas pessoas singulares ou coletivas referidas no artigo 6.º por materiais utilizados no fabrico de produtos do tabaco na sua jurisdição sejam permitidos apenas na mesma moeda e quantidade que a fatura, e apenas através de modos de pagamento legais de instituições financeiras situadas no território do mercado pretendido e não devem ser operadas através de qualquer outro sistema de expedição alternativo.

4. Cada Parte assegura que qualquer violação dos requisitos do presente artigo está sujeita aos procedimentos criminais, civis ou administrativos apropriados e de sanções efetivas, proporcionais e dissuasoras incluindo, consoante o caso, a suspensão ou cancelamento de uma licença.

Artigo 11.º

VENDA ATRAVÉS DA INTERNET, TELECOMUNICAÇÕES OU DE QUALQUER OUTRA TECNOLOGIA DE VANGUARDA

1. Cada Parte exige que todas as pessoas singulares e coletivas envolvidas em qualquer transação de produtos do tabaco através da Internet, telecomunicações ou quaisquer outros modos baseados em tecnologia de vanguarda cumpram todas as obrigações relevantes abrangidas pelo presente Protocolo.

2. Cada Parte considera banir vendas a retalho de produtos do tabaco através da Internet, telecomunicações ou quaisquer outros modos baseados em tecnologia de vanguarda.

Artigo 12º

ZONAS FRANCAS E TRÂNSITO INTERNACIONAL

1. Cada Parte, no prazo de três anos a contar da entrada em vigor do presente Protocolo para essa Parte, implementará controlos efetivos na produção de, e nas transações de, tabaco e produtos do tabaco, em zonas francas, através do uso de todas as medidas relevantes como previsto no presente Protocolo.

2. Adicionalmente, a mistura de produtos do tabaco com outros produtos num contentor único ou noutra unidade de transporte semelhante aquando o tempo de saída das zonas francas é proibida.

3. Cada Parte, de acordo com o Direito interno, adota e aplica medidas de controlo e verificação ao trânsito internacional ou ao transbordo, no seu território, de produtos do tabaco e equipamento de fabrico, em conformidade com o disposto no presente Protocolo, de modo a prevenir o comércio ilícito de tais produtos.

Artigo 13º

VENDAS LIVRES DE IMPOSTOS

1. Cada Parte coloca em prática medidas eficazes para subjugar quaisquer vendas livres de impostos a todas as provisões relevantes do presente Protocolo, tendo em consideração o artigo 6.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.

2. Cinco anos após a entrada em vigor do presente Protocolo, a Reunião das Partes assegurará, na sua sessão seguinte, a realização de trabalhos de investigação baseados em dados concretos para determinar a extensão do comércio ilícito de produtos do tabaco relacionado com vendas livres de impostos de tais produtos. Com base numa tal investigação, a Reunião das Partes considerará a adoção de medidas adicionais.

PARTE IV: INFRACÇÕES

Artigo 14.º

ATOS ILÍCITOS INCLUINDO INFRAÇÕES PENAIS

1. Sob reserva dos princípios fundamentais do seu Direito interno, cada Parte adota as medidas legislativas e outras que se revelem necessárias para tipificar como ilícitos, ao abrigo do seu Direito interno, todos os atos que se seguem:

a) O fabrico, comércio por grosso, intermediação, venda, transporte, distribuição, armazenamento, expedição, importação ou exportação de tabaco, produtos do tabaco ou equipamento de fabrico que contrariem as disposições do presente Protocolo;

b) i) O fabrico, comércio por grosso, intermediação, venda, transporte, distribuição, armazenamento, expedição, importação ou exportação de tabaco, produtos do tabaco ou equipamento de fabrico sem o pagamento de direitos, impostos ou outras taxas aplicáveis, ou sem a aposição dos selos fiscais, marcas de identificação únicas, ou quaisquer outras marcas ou rótulos exigidos;

ii) Quaisquer outros atos de contrabando ou de tentativa de contrabando de tabaco, produtos do tabaco ou equipamento de fabrico não abrangidos pela subalínea i) da alínea b);

c) i) Qualquer outra forma ilícita de fabrico de tabaco, produtos do tabaco ou equipamento de fabrico, ou embalagens de tabaco com selos fiscais, marcas de identificação únicas, ou quaisquer outras marcas ou rótulos exigidos falsificados;



2 787000 012126

- ii) O comércio por grosso, intermediação, venda, transporte, distribuição, armazenamento, expedição, importação ou exportação de tabaco produzido de forma ilícita, produtos do tabaco ilícitos, produtos que possuam selos fiscais e/ou outras marcas ou rótulos falsificados, ou equipamento de fabrico ilícito;
- d) A mistura de produtos do tabaco com outros produtos durante o percurso ao longo da cadeia de abastecimento, com o objetivo de esconder ou disfarçar produtos do tabaco;
- e) A mistura de produtos do tabaco com outros produtos em violação do disposto no n.º 2 do artigo 12.º do presente Protocolo;
- f) A utilização da Internet, telecomunicações ou quaisquer outros modos baseados em tecnologia de vanguarda para a venda de produtos do tabaco em violação do disposto no presente Protocolo;
- g) Obter, através de uma pessoa a quem tenha sido concedida licença em conformidade com o artigo 6.º, tabaco, produtos do tabaco ou equipamento de fabrico de uma pessoa a quem, em conformidade com o artigo 6.º, deveria ter sido concedida licença, mas não foi;
- h) A obstrução de qualquer funcionário público ou autorizado na realização das funções relacionadas com a prevenção, dissuasão, deteção, investigação ou eliminação do comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico;
- i) i) A prestação de qualquer declaração falsa, que induza em erro ou esteja incompleta, ou não fornecer as informações requeridas a qualquer funcionário público ou autorizado na realização das funções relacionadas com a prevenção, dissuasão, deteção, investigação ou eliminação do comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico e quando tal não seja contrário ao direito processual à não autoincriminação;
- ii) A prestação de declarações falsas em formulários oficiais da descrição, quantidade ou valor do tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico ou qualquer outra informação especificada no presente Protocolo para:
 - a) Evitar o pagamento de direitos, impostos e outras taxas aplicáveis; ou
 - b) Obstruir quaisquer medidas de controlo que visem a prevenção, dissuasão, deteção, investigação ou eliminação do comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico;
- iii) A falha na criação ou manutenção de registos previstos pelo presente Protocolo ou manter registos falsos; e
- j) Branqueamento de produtos resultantes de atos ilícitos considerados como infrações penais nos termos do n.º 2.

2. Sob reserva dos princípios fundamentais do seu Direito interno, cada Parte determina quais dos atos ilícitos definidos no n.º 1 ou qualquer outro ato relacionado com o comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco e de equipamento de fabrico que vá contra as disposições do presente Protocolo serão infrações penais e adota as medidas legislativas e outras que se revelem necessárias para dar efeito a tal determinação.

3. Cada Parte notifica o Secretariado do presente Protocolo dos atos ilícitos definidos nos números 1 e 2 que aquela Parte determinou ser uma infração penal de acordo com o n.º 2, e fornece ao Secretariado cópias da sua legislação, ou uma descrição da mesma, em cumprimento do n.º 2, e de quaisquer alterações subsequentes a tal legislação.

4. De forma a reforçar a cooperação internacional no combate às infrações penais relacionadas com o comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco e de equipamento de fabrico, as Partes são encorajadas a rever as suas legislações nacionais que dizem respeito ao branqueamento de capitais, ao auxílio judiciário mútuo e à extradição, tendo em conta as convenções internacionais pertinentes nas quais são Partes, para garantir que são efetivas na aplicação das disposições do presente Protocolo.

Artigo 15.º

RESPONSABILIDADE DAS PESSOAS COLETIVAS

1. Cada Parte adota as medidas que se revelem necessárias, consistentes com os seus princípios jurídicos, para estabelecer a responsabilidade das pessoas coletivas pelos atos ilícitos, incluindo as infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º do presente Protocolo.

2. Sob reserva dos princípios jurídicos de cada Parte, a responsabilidade das pessoas coletivas pode ser penal, civil ou administrativa.

3. Essa responsabilidade não prejudicará a responsabilidade das pessoas singulares que estado envolvidas em atos ilícitos ou praticadas as infrações penais estabelecidas em conformidade com as legislações e os regulamentos nacionais e com o artigo 14.º do presente Protocolo.

Artigo 16.º

PROCEDIMENTOS CRIMINAIS E SANÇÕES

1. Cada Parte adota as medidas que se revelem necessárias, de acordo com o Direito interno, para garantir que pessoas singulares e coletivas consideradas responsáveis pelos atos ilícitos, incluindo as infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º estão sujeitas a sanções, penais e outras, eficazes, proporcionais e dissuasivas, incluindo sanções pecuniárias.

2. Cada Parte envida esforços para garantir que quaisquer poderes legais discricionários ao abrigo do seu Direito interno relacionados com procedimentos instaurados contra pessoas pela prática de atos ilícitos, incluindo infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º, são exercidos para maximizar a eficácia das medidas de aplicação da lei no que diz respeito a tais atos ilícitos, incluindo infrações penais, e tendo em devida conta a necessidade de dissuadir a prática de tais atos ilícitos, incluindo infrações.

3. Nada no presente Protocolo afeta o princípio, segundo o qual a descrição dos atos ilícitos, incluindo infrações penais, tipificados em conformidade com o presente Protocolo e os meios jurídicos de defesa ou outros princípios jurídicos que determinem a legalidade do ato, estão reservados ao Direito interno de uma Parte e que tais atos ilícitos, incluindo infrações penais, são objeto de procedimento criminal e das sanções previstas nesse Direito.



2 787000 012126

Artigo 17.º

PAGAMENTOS RELACIONADOS COM APREENSÕES

As Partes deverão, em conformidade com o seu Direito interno, considerar a adoção de medidas legislativas e outras que se revelem necessárias para autorizar as autoridades competentes a cobrar um montante proporcional aos direitos e impostos não cobrados ao produtor, fabricante, distribuidor, importador ou exportador de tabaco, produtos do tabaco e/ou de equipamento de fabrico apreendidos.

Artigo 18.º

ELIMINAÇÃO OU DESTRUIÇÃO

Todo o tabaco, todos os produtos do tabaco e todo o equipamento de fabrico declarados perdidos serão destruídos, utilizando métodos ecológicos em toda a medida do possível, ou eliminados de acordo com o Direito interno.

Artigo 19.º

TÉCNICAS ESPECIAIS DE INVESTIGAÇÃO

1. Se permitido pelos princípios fundamentais do seu ordenamento jurídico interno, cada Parte, de acordo com as suas possibilidades e nas condições fixadas no seu Direito interno, adota as medidas necessárias para permitir que as suas autoridades competentes recorram adequadamente à entrega controlada e, onde apropriado, a outras técnicas especiais de investigação, tais como a vigilância eletrónica ou outras formas de vigilância e operações encobertas, no seu território, com o objetivo de combater de forma eficaz o comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico.

2. Para efeitos da investigação das infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º, as Partes são encorajadas a concluir, quando necessário, acordos ou instrumentos bilaterais ou multilaterais adequados para recorrer às técnicas referidas no n.º 1 no contexto da cooperação a nível internacional.

3. Na falta de um acordo ou instrumento como estabelecido no n.º 2, as decisões relativas ao recurso a tais técnicas especiais de investigação a nível internacional deverão ser tomadas caso a caso, podendo, quando necessário, ter em conta acordos e compromissos financeiros com respeito ao exercício da jurisdição pelas Partes em questão.

4. As Partes reconhecem a importância e a necessidade da cooperação e auxílio

internacionais neste domínio e devem cooperar entre si e com organizações internacionais no desenvolvimento de capacidades para alcançar os objetivos do presente artigo.

PARTE V: COOPERAÇÃO INTERNACIONAL

Artigo 20.º

PARTILHA DE INFORMAÇÃO GERAL

1. Tendo em vista alcançar os objetivos do presente Protocolo, as Partes comunicam, como parte do instrumento de relato da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco, sujeito ao Direito interno, e quando necessário, entre outros, sobre matérias tais como:

- a) De forma agregada, as informações detalhadas sobre apreensões de tabaco, de produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico, a quantidade, o valor das apreensões, as descrições do produto, as datas e os locais de fabrico, bem como os impostos objeto de evasão;

- b) A importação, a exportação, o trânsito, as vendas com impostos cobrados e vendas com isenção de impostos e direitos e a quantidade ou valor da produção de tabaco, de produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico;
- c) As tendências, os métodos de ocultação e modos de operação utilizados no comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico; e
- d) Qualquer outra informação relevante, conforme acordado pelas Partes.

As Partes cooperam entre si e com organizações internacionais competentes para desenvolver a capacidade das Partes de recolher e trocar informação.

2. As Partes consideram confidencial a referida informação e para a sua utilização exclusiva, salvo indicação em contrário da Parte transmissora.

Artigo 21.º

PARTILHA DE INFORMAÇÃO PARA EFEITOS DE APLICAÇÃO DA LEI

1. Sob reserva do Direito interno ou de quaisquer tratados internacionais aplicáveis, as Partes, quando necessário e por iniciativa própria, ou a pedido de uma Parte que justifique devidamente que tal informação é necessária para efeitos de deteção ou investigação do comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico, trocam a seguinte informação:

- a) Registos de licenciamentos às pessoas singulares e coletivas em conta;
- b) Informação para efeitos de identificação, monitorização e procedimento criminal de pessoas singulares ou coletivas envolvidas no comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico;
- c) Registos de investigações e procedimentos criminais;
- d) Registos de pagamentos para importação, exportação ou vendas isentas de direitos de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico; e
- e) Informações detalhadas das apreensões de tabaco, de produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico (incluindo referências de processo, quando aplicável, a quantidade, o valor da apreensão, a descrição do produto, as entidades envolvidas, a data e o local de fabrico) e os modos de operação (incluindo meios de transporte, de ocultação, encaminhamento e de deteção).

2. A informação recebida pelas Partes ao abrigo do presente artigo é utilizada exclusivamente para cumprir os objetivos do presente Protocolo. As Partes podem explicitar que essa informação não pode ser transmitida sem o acordo da Parte transmissora.

Artigo 22.º

PARTILHA DE INFORMAÇÃO: CONFIDENCIALIDADE E PROTEÇÃO DA INFORMAÇÃO

1. Cada Parte designa as autoridades nacionais competentes às quais os dados referidos nos artigos 20.º, 21.º e 24.º são fornecidos e notifica as Partes de tal designação através do Secretariado da Convenção.

2. A troca de informação ao abrigo do presente Protocolo está sujeita ao Direito interno relativo à confidencialidade e à privacidade. As Partes protegem, conforme mutuamente acordado, qualquer informação confidencial que seja trocada.



Artigo 23.º

ASSISTÊNCIA E COOPERAÇÃO: FORMAÇÃO, ASSISTÊNCIA TÉCNICA E COOPERAÇÃO NOS DOMÍNIOS CIENTÍFICO, TÉCNICO E TECNOLÓGICO

1. As Partes cooperam entre si e/ou através de organizações internacionais e regionais, competentes, na prestação de formação, assistência técnica e cooperação nos domínios científico, técnico e tecnológico, de forma a alcançar os objetivos do presente Protocolo, como acordado mutuamente. Tal assistência pode incluir a transferência de conhecimentos especializados ou de tecnologia adequada nas áreas de recolha de informação, aplicação da lei, localização e seguimento, gestão de informação, proteção de dados pessoais, interdição, vigilância eletrónica, análise forense, auxílio judiciário mútuo e extradição.

2. As Partes podem, quando necessário, concluir acordos ou instrumentos bilaterais, multilaterais ou quaisquer outros que visem promover a formação, a assistência técnica e a cooperação nos domínios científico, técnico e tecnológico, tendo em conta as necessidades das Partes que são países em desenvolvimento, bem como das Partes com economias em transição.

3. As Partes cooperam, quando necessário, a fim de desenvolver e pesquisar as possibilidades de determinar a origem geográfica exata do tabaco e dos produtos do tabaco apreendidos.

Artigo 24.º

AUXÍLIO E COOPERAÇÃO: INVESTIGAÇÃO E PROCEDIMENTO POR INFRAÇÕES

1. As Partes, de acordo com o respetivo Direito interno, adotam todas as medidas necessárias, sempre que for o caso, para reforçar a cooperação através de instrumentos multilaterais, regionais ou bilaterais para a prevenção, deteção, investigação, procedimento criminal e punição de pessoas singulares ou coletivas envolvidas no comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico.

2. Cada Parte garante que as autoridades administrativas, reguladoras, responsáveis pela aplicação da lei e outras dedicadas a combater comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico (incluindo, quando permitido pelo Direito interno, as autoridades judiciais) cooperam e trocam informação pertinente aos níveis nacional e internacional, nas condições fixadas no respetivo Direito interno.

Artigo 25.º

PROTEÇÃO DA SOBERANIA

1. As Partes cumprem as suas obrigações decorrentes do presente Protocolo no respeito pelos princípios da igualdade soberana e da integridade territorial dos Estados e com o princípio da não-ingerência nos assuntos internos de outros Estados.

2. Nada no presente Protocolo dá o direito a uma Parte de exercer, no território de outro Estado, a jurisdição e as funções reservadas exclusivamente às autoridades desse outro Estado pelo seu Direito interno.

Artigo 26.º

JURISDIÇÃO

1. Cada Parte adota as medidas que se revelem necessárias para estabelecer a sua jurisdição relativamente às infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º quando:

- a) A infração é praticada no território dessa Parte; ou
- b) A infração é praticada a bordo de navios arvorando a bandeira dessa Parte ou de uma aeronave registada nos termos da legislação dessa Parte no momento da prática da infração.

2. Sob reserva do artigo 25.º, uma Parte pode estabelecer igualmente a sua jurisdição relativamente a qualquer uma dessas infrações penais, quando:

- a) A infração é praticada contra essa Parte;
- b) A infração é praticada por um nacional dessa Parte ou por um apátrida que tenha a sua residência habitual no seu território; ou
- c) A infração é uma das estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º e é praticada fora do seu território com a intenção da prática de uma infração estabelecida em conformidade com o artigo 14.º no seu território.

3. Para efeitos do artigo 30.º, cada Parte adota as medidas necessárias para estabelecer a sua jurisdição relativamente às infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º quando o presumível autor da infração se encontre no seu território e não seja extraditado apenas com base no facto de que este seja um dos seus nacionais.

4. Cada Parte pode igualmente adotar as medidas necessárias para estabelecer a sua jurisdição relativamente às infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º quando o presumível autor da infração se encontre no seu território e esta não o extradite.

5. Se uma Parte que exerça a sua jurisdição nos termos do n.º 1 ou n.º 2 tenha sido notificada, ou tenha de outra forma tido conhecimento de que uma ou mais Partes estão a conduzir uma investigação, procedimento criminal ou processo judicial relativamente ao mesmo ato, as autoridades competentes dessas Partes, quando necessário, consultar-se-ão mutuamente com o objetivo de coordenar as suas ações.

6. Sem prejuízo das normas de Direito Internacional geral, o presente Protocolo não exclui o exercício da jurisdição penal estabelecida por uma Parte em conformidade com o seu Direito interno.

Artigo 27.º

COOPERAÇÃO NO DOMÍNIO DA APLICAÇÃO DA LEI

1. Em conformidade com os seus respetivos ordenamentos jurídicos e administrativos nacionais, cada Parte adota medidas eficazes para:

- a) Melhorar e, quando necessário, estabelecer canais de comunicação entre as autoridades, os organismos e os serviços competentes a fim de facilitar a troca segura e rápida de informação que diga respeito a todos os aspetos das infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º;
- b) Garantir a cooperação eficaz entre as autoridades, os organismos, os serviços aduaneiros, os serviços de polícia e outros organismos competentes responsáveis pela aplicação da lei;
- c) Cooperar com outras Partes na realização de inquéritos em casos específicos no que diz respeito a infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14.º sobre:
 - i) A identidade, o paradeiro e as atividades das pessoas suspeitas de estarem envolvidas em tais infrações ou a localização de outras pessoas envolvidas;
 - ii) A circulação de produtos do crime ou bens provenientes da prática de tais infrações; e
 - iii) A circulação de bens, equipamento ou outros instrumentos utilizados ou destinados a serem utilizados na prática de tais infrações;



- d) Fornecer, quando necessário, os objetos ou quantidades de substâncias necessárias para fins de análise ou de investigação;
- e) Facilitar uma coordenação eficaz entre as suas autoridades, os seus organismos e os seus serviços competentes e promover o intercâmbio de pessoal e outros peritos, incluindo, sujeita a acordos ou instrumentos bilaterais entre as Partes interessadas, a colocação de oficiais de ligação;
- f) Trocar com outras Partes informações pertinentes sobre os meios e métodos específicos utilizados por pessoas singulares ou coletivas na prática de tais infrações, incluindo, caso necessário, rotas e meios de transporte e o uso de identidades falsas, de documentos alterados ou falsos ou de outros meios de ocultação das suas atividades;
- g) Trocar informações pertinentes e coordenar as medidas administrativas e outras que, conforme necessário, sejam adotadas para fins de identificação atempada das infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14º.

2. Tendo em vista efetivar o presente Protocolo, as Partes consideram concluir acordos ou instrumentos, bilaterais ou multilaterais, sobre cooperação direta entre os seus organismos de aplicação da lei e, quando tais acordos ou instrumentos já existem, revê-los em conformidade. Na ausência de tais acordos ou instrumentos entre as Partes interessadas, as Partes podem considerar o presente Protocolo como a base para a cooperação mútua no domínio da aplicação da lei no que diz respeito às infrações abrangidas pelo presente Protocolo. Quando aplicável, as Partes farão uso pleno de acordos ou instrumentos, incluindo organizações, internacionais ou regionais, para reforçar a cooperação entre os seus organismos de aplicação da lei.

3. As Partes envidam esforços no sentido de cooperar dentro dos seus meios de resposta ao comércio ilícito transnacional de produtos do tabaco praticado através do recurso da tecnologia moderna.

Artigo 28.º

ASSISTÊNCIA ADMINISTRATIVA MÚTUA

Em conformidade com os seus ordenamentos jurídicos e administrativos nacionais respetivos, as Partes prestam-se mutuamente, a pedido ou por sua iniciativa própria, informação para garantir uma aplicação apropriada de direitos aduaneiros e outra legislação relevante na prevenção, deteção, investigação, procedimento criminal e combate do comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco ou de equipamento de fabrico. As Partes consideram a referida informação confidencial e para uso restrito, salvo indicação em contrário da Parte transmissora. Tal informação pode incluir:

- a) Novas técnicas aduaneiras e outras técnicas de aplicação da lei com eficácia comprovada;
- b) As novas tendências, os novos meios ou métodos para a prática de comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco e de equipamento de fabrico;
- c) Mercadorias conhecidas por serem objeto de comércio ilícito de tabaco, produtos do tabaco e de equipamento de fabrico, assim como informação detalhada sobre descrição, embalagem, transporte e armazenamento e métodos utilizados no que respeita a essas mercadorias;

- d) Pessoas singulares ou coletivas de que se tenha o conhecimento que praticaram ou foram que participaram na prática de uma infração estabelecida em conformidade com o artigo 14.º; e
- e) Quaisquer outros dados que possam auxiliar os organismos designados para avaliar os riscos para fins de controlo e aplicação da lei.

Artigo 29º

AUXÍLIO JUDICIÁRIO MÚTUO

1. As Partes concedem-se o mais amplo auxílio judiciário mútuo possível no âmbito de investigações, procedimentos criminais e processos judiciais relativos às infrações penais estabelecidas em conformidade com o artigo 14º do presente Protocolo.

2. É concedido o mais amplo auxílio judiciário mútuo possível ao abrigo das legislações, dos tratados, dos acordos e dos instrumentos pertinentes da Parte requerida relativamente a investigações, procedimentos criminais e processos judiciais relativos às infrações pelas quais as pessoas coletivas possam ser consideradas responsáveis na Parte requerente, em conformidade com o artigo 15º do presente Protocolo.

3. O auxílio judiciário mútuo a conceder em conformidade com o presente artigo pode ser solicitado para qualquer um dos seguintes fins:

- a) A obtenção de provas ou tomada de declarações de pessoas;
- b) Notificação de atos judiciais;
- c) Realização de buscas, apreensões e congelamentos;
- d) Exames de objetos e locais;
- e) Prestação de informações, bem como entrega de meios de prova e elaboração de pareceres de peritos;
- f) Disponibilização de originais ou de cópias certificadas de documentos e processos pertinentes, incluindo documentos administrativos, bancários, financeiros ou comerciais e documentos de empresas;
- g) Identificação ou localização dos produtos do crime, bens, instrumentos ou outros elementos para fins probatórios;
- h) Facilitação da comparência voluntária de pessoas na Parte requerente; e
- i) Prestação de qualquer outro tipo de assistência compatível com o Direito interno da Parte requerida.

4. O presente artigo não afetará as obrigações decorrentes de qualquer outro tratado, bilateral ou multilateral, que regule ou venha a regular, no todo ou em parte, o auxílio judiciário mútuo.

5. Os números 6 a 24 são aplicáveis, com base na reciprocidade, aos pedidos formulados nos termos do presente artigo, se as Partes em questão não estiverem vinculadas por um tratado ou acordo intergovernamental de auxílio judiciário mútuo. Se as Partes estiverem vinculadas por um tal tratado ou acordo intergovernamental, dever-se-ão aplicar as disposições correspondentes desse tratado ou acordo intergovernamental, a menos que as Partes acordem em aplicar, em seu lugar, as disposições dos números 6 a 24. As Partes são fortemente encorajadas a aplicar as disposições destes números se estas facilitarem a cooperação.



6. As Partes designam uma autoridade central responsável e competente para receber pedidos de auxílio judiciário mútuo, bem como para executá-los ou transmiti-los às suas respetivas autoridades competentes para execução. Se uma Parte possuir uma região ou um território especial dotado de um sistema de auxílio judiciário mútuo diferente, pode designar uma autoridade central distinta que desempenhará a mesma função para essa região ou esse território. As autoridades centrais asseguram a célere e correta execução ou transmissão dos pedidos recebidos. Quando a autoridade central transmite o pedido a uma autoridade competente para ser executado, encorajará esta última à execução rápida e adequada do pedido. Aquando da adesão, aceitação, aprovação, confirmação formal ou ratificação do presente Protocolo, cada Parte notificará o Chefe do Secretariado da Convenção da autoridade central designada para este efeito. A transmissão de pedidos de auxílio judiciário mútuo e qualquer comunicação relacionada com tais pedidos será efetuada entre as autoridades centrais designadas pelas Partes. Este requisito será cumprido sem prejuízo ao direito de uma Parte de exigir que tais pedidos e comunicações lhe sejam dirigidos por via diplomática e, em casos urgentes, em que as Partes acordarem, através das organizações internacionais apropriadas, quando possível.

7. Os pedidos são formulados por escrito ou, se possível, por qualquer meio capaz de produzir um registo escrito, numa língua aceitável para a Parte requerida sob condições que permitam a esta confirmar a sua autenticidade. A língua ou línguas aceitáveis para cada Parte serão notificadas ao Chefe do Secretariado da Convenção aquando da adesão, aceitação, aprovação, confirmação formal ou ratificação do presente Protocolo. Em casos urgentes, e quando acordado entre as Partes, os pedidos podem ser feitos oralmente, mas devem ser confirmados por escrito posteriormente.

8. Um pedido de auxílio judiciário mútuo contém:

- a) A identificação da autoridade que formula o pedido;
- b) O assunto e a natureza da investigação, procedimento criminal ou processo judicial a que o pedido diz respeito, bem como o nome e as funções da autoridade que esteja a conduzir tal investigação, procedimento criminal ou processo judicial;
- c) Uma descrição sumária dos factos relevantes, exceto no que diz respeito aos pedidos de notificação de atos judiciais;
- d) Uma descrição do auxílio solicitado e os pormenores de qualquer procedimento específico que a Parte requerente deseja seguir;
- e) Se possível, a identidade, a localização e a nacionalidade de qualquer pessoa em causa;
- f) O motivo pelo qual as provas, a informação ou diligências são solicitadas; e
- g) As disposições do Direito interno relativas à infração penal e a sanção que lhe é aplicável.

9. A Parte requerida pode solicitar informação adicional quando parecer ser necessária para a execução do pedido, em conformidade com o respetivo Direito interno, ou quando possa facilitar essa execução.

10. Um pedido será executado em conformidade com o Direito interno da Parte requerida ou, na medida em que não seja contrário ao Direito interno da Parte requerida e, quando possível, de acordo com os procedimentos especificados no pedido.

11. A Parte requerente não transmite ou utiliza a informação ou provas entregues pela Parte requerida para investigações, procedimentos criminais ou processos judiciais que não os indicados no pedido sem o consentimento prévio da Parte requerida. Nada no presente número impede a Parte requerente de revelar no seu processo a informação ou os elementos de prova que ilibem a pessoa acusada. Neste último caso, a Parte requerente notificará a Parte requerida antes de os revelar e, se solicitada, consultar com a Parte requerida. Se, num caso excecional, um aviso prévio não for possível, a Parte requerente informará sem demora a Parte requerida da revelação.

12. A Parte requerente pode exigir que a Parte requerida mantenha confidenciais os factos e o conteúdo do pedido, salvo na medida em que tal seja necessário para o executar. Se a Parte requerida não puder cumprir o requisito de confidencialidade, informa de imediato a Parte requerente.

13. Sempre que possível, e em conformidade com os princípios fundamentais do Direito interno, quando um indivíduo se encontre no território de uma Parte e tenha de ser ouvido na qualidade de testemunha ou perito pelas autoridades judiciárias de uma outra Parte, a primeira Parte pode, a pedido da outra, permitir que a audição tenha lugar por videoconferência se não for possível ou desejável que o indivíduo em causa compareça em pessoa no território da Parte requerente. As Partes podem acordar que a audição seja conduzida por uma autoridade judiciária da Parte requerente e assistida por uma autoridade judiciária da Parte requerida.

14. O auxílio judiciário mútuo pode ser recusado:

- a) Se o pedido não for formulado em conformidade com o presente artigo;
- b) Se a Parte requerida considerar que a execução do pedido é suscetível de atentar contra a sua soberania, segurança, ordem pública ou outros interesses fundamentais;
- c) Se as autoridades da Parte requerida forem proibidas pelo respetivo Direito interno de procederem às diligências solicitadas em relação a qualquer infração semelhante, caso fosse objeto de uma investigação, procedimento criminal ou processo judicial ao abrigo da sua própria jurisdição;
- d) Quando o pedido envolve um crime onde a pena máxima de prisão ou outra medida de segurança privativa da liberdade na Parte requerida seja inferior a dois anos de prisão ou, se a Parte requerida considerar que a prestação da assistência iria impor uma utilização de recursos que seria desproporcional à gravidade do crime; ou
- e) Se a execução do pedido for contrária ao ordenamento jurídico da Parte requerida relativamente ao auxílio judiciário mútuo.

15. Toda a recusa de auxílio judiciário mútuo será devidamente fundamentada.

16. Uma Parte não se pode recusar a prestar auxílio judiciário mútuo ao abrigo do presente artigo com base no segredo bancário.

17. As Partes não podem recusar um pedido de auxílio judiciário mútuo tendo por único motivo o facto de a infração envolver também questões fiscais.

18. As Partes podem recusar-se a prestar auxílio judiciário mútuo nos termos do presente artigo com base na ausência de dupla incriminação. Contudo, a Parte requerida pode, quando considere necessário, prestar auxílio, na medida em que o entenda adequado, independentemente do ato constituir ou não uma infração ao abrigo do Direito interno da Parte requerida.



2787000 012126

19. A Parte requerida executa o pedido de auxílio judiciário mútuo com a maior brevidade possível e terá em consideração, na medida do possível, quaisquer prazos sugeridos pela Parte requerente e que estejam devidamente fundamentados, de preferência, no pedido. A Parte requerida responderá a pedidos razoáveis da Parte requerente relativas ao andamento do pedido. A Parte requerente informa de imediato a Parte requerida quando o auxílio solicitado já não for necessário.

20. A Parte requerida pode adiar o auxílio judiciário mútuo com o fundamento de que interfere com uma investigação, procedimento criminal ou processo judicial em curso.

21. Antes de recusar um pedido nos termos do n.º 14 ou de adiar a sua execução nos termos do n.º 20, a Parte requerida consulta a Parte requerente para avaliar se o auxílio solicitado pode ser concedido nos termos e condições que considere necessários. Se a Parte requerente aceitar o auxílio naqueles termos, cumprirá com as condições.

22. Os custos normais decorrentes da execução de um pedido são suportados pela Parte requerida, salvo acordo em contrário das Partes interessadas. Se despesas substanciais ou extraordinárias forem, ou posteriormente revelem-se, necessárias para executar o pedido, as Partes consultam-se para determinar os termos e as condições em que o pedido será executado, assim como a forma como esses custos serão suportados.

23. No caso de receber um pedido a Parte requerida:

- a) Disponibilizará à Parte requerente cópias de registos, documentos ou informações oficiais que tenha em seu poder e que, ao abrigo do seu Direito interno, estejam disponíveis ao público em geral; e
- b) Pode, se assim o entender, disponibilizar à Parte requerente, no todo ou em parte, ou sujeito a tais condições que considere necessárias, cópias de quaisquer registos, documentos ou informações oficiais que tenha em seu poder e que, ao abrigo do seu Direito interno, não estejam disponíveis ao público em geral.

24. As Partes consideram, sempre que for necessário, a possibilidade de concluir acordos ou instrumentos bilaterais ou multilaterais que possam servir os objetivos de dar efeito prático ou reforçar as disposições do presente artigo.

artigo 30.º

EXTRADIÇÃO

1. O presente artigo aplica-se às infrações penais tipificadas em conformidade com o artigo 14.º do presente Protocolo quando:

- a) A pessoa que é objeto do pedido de extradição se encontra no território da Parte requerida;
- b) A infração penal pela qual é pedida a extradição seja punível tanto pelo Direito interno da Parte requerente *como pelo da Parte requerida*; e
- c) A infração seja punível com uma pena máxima de prisão ou outras medidas de segurança da liberdade de pelo menos quatro anos ou com uma sanção mais severa, ou um período inferior conforme pelas Partes interessadas, nos termos de tratados bilaterais e multilaterais ou outros acordos internacionais.

2. Cada uma das infrações penais às quais se aplica o presente artigo será considerada como estando incluída entre as infrações passíveis de extradição em qualquer tratado de extradição em vigor entre as Partes. As Partes

comprometem-se a incluir tais infrações como infrações passíveis de extradição em qualquer tratado de extradição que celebrem entre si.

3. Se uma Parte que condicione a extradição à existência de um tratado receber um pedido de extradição de uma outra Parte com a qual não tenha celebrado nenhum tratado de extradição, pode considerar o presente Protocolo como base legal de extradição para qualquer uma das infrações penais a que se aplique o presente artigo.

4. As Partes que não condicionem a extradição à existência de um tratado reconhecem as infrações às quais se aplica o presente artigo como infrações passíveis de extradição entre si.

5. A extradição está sujeita às condições previstas no Direito interno da Parte requerida ou em tratados de extradição aplicáveis, incluindo, entre outros, as condições relativas à pena mínima requerida para uma extradição e aos motivos pelos quais a Parte requerida pode recusar a extradição.

6. Sob reserva do seu Direito interno, as Partes envidam esforços no sentido de acelerar os processos de extradição e simplificar os requisitos em matéria de prova com eles relacionados, no que se refere às infrações penais às quais se aplica o presente artigo.

7. Uma Parte, em cujo território se encontre o presumível autor e que não o extradite por uma infração penal à qual se aplica o presente artigo, tendo como único motivo o facto de se tratar de um dos seus nacionais, deverá, a pedido da Parte que solicita a extradição, submeter o caso, sem demora indevida às suas autoridades competentes para efeitos de procedimento criminal. Essas autoridades tomam a sua decisão e seguem os trâmites do processo da mesma forma que o fariam em relação a qualquer outra infração de natureza semelhante ao abrigo do Direito interno dessa Parte. As Partes interessadas cooperam entre si, nomeadamente em matéria processual e probatória, para assegurar a eficácia de tal procedimento criminal.

8. Sempre que uma Parte, por força do seu Direito interno, apenas estiver autorizada a extraditar ou, de outro modo, entregar um dos seus nacionais na condição de que essa pessoa seja devolvida à mesma Parte para cumprir a pena a que tenha sido condenada na sequência do julgamento ou do procedimento pelo qual a extradição ou entrega da pessoa foi solicitada, quando essa Parte e a Parte que solicita a extradição acordarem nessa opção e noutros termos que considerem adequados, tal extradição ou entrega condicional será suficiente para dar cumprimento à obrigação prevista no n.º 7.

9. Se a extradição solicitada para efeitos de cumprimento de uma pena for recusada porque a pessoa reclamada é nacional da Parte requerida, esta última, mediante pedido da Parte requerente, considera a possibilidade de dar execução à pena que foi aplicada em conformidade com o Direito interno da Parte requerente ou ao remanescente da pena, se o seu Direito interno o permitir e em conformidade com os requisitos previstos desse mesmo Direito.

10. A qualquer pessoa que seja objeto de um procedimento por qualquer uma das infrações penais a que se aplica o presente artigo é garantido um tratamento equitativo em todas as fases do processo, incluindo o gozo de todos os direitos e garantias previstos no Direito interno da Parte em cujo território essa pessoa se encontra.

11. Nada no presente Protocolo é interpretado como impondo uma obrigação de extraditar, se a Parte requerida tiver fundadas razões para crer que o pedido foi feito com



2 7 87000 012126

o fim de perseguir ou punir uma pessoa em virtude do seu sexo, da sua raça, da sua religião, da sua nacionalidade, da sua origem étnica ou das suas opiniões políticas ou que a execução do pedido prejudicaria a situação dessa pessoa por qualquer uma destas razões.

12. As Partes não podem recusar um pedido de extradição tendo por único motivo o facto de a infração envolver também questões fiscais.

13. Antes de recusar a extradição, a Parte requerida, quando necessário, consulta a Parte requerente a fim de lhe dar a mais ampla possibilidade de apresentar as suas opiniões e prestar informações pertinentes para as suas alegações.

14. As Partes procuram concluir acordos ou instrumentos bilaterais e multilaterais a fim de viabilizar a extradição ou reforçar a sua eficácia. Quando as Partes estão vinculadas por um tratado ou instrumento intergovernamental existente, aplicam-se as disposições correspondentes desse tratado ou instrumento intergovernamental, salvo se as Partes acordarem aplicar ao invés os números 1 a 13.

Artigo 31.º

MEDIDAS PARA GARANTIR A EXTRADIÇÃO

1. Sob a reserva do seu Direito interno e os tratados de extradição que tenha concluído, a Parte requerida pode, após estar satisfeita de que as circunstâncias o justificam e que existe urgência e mediante pedido da Parte requerente, deter uma pessoa cuja extradição é pedida e se encontre no seu território ou adotar outras medidas adequadas para assegurar a sua presença no processo de extradição.

2. As medidas adotadas nos termos do n.º 1 serão notificadas, em conformidade com o Direito interno, se for caso disso e sem demora, à Parte requerente.

3. Qualquer pessoa em relação à qual são adotadas as medidas nos termos do n.º 1 tem o direito de:

(a) Comunicar sem demoras com o representante qualificado mais próximo do Estado do qual essa pessoa seja nacional, ou se essa pessoa for um apátrida, do Estado em cujo território essa pessoa tenha a sua residência habitual; e (b) Ser visitada por um representante desse Estado.

PARTE VI: RELATÓRIOS

Artigo 32.º

RELATÓRIOS E TROCA DE INFORMAÇÃO

1. Cada Parte submete à Reunião das Partes, através do Secretariado da Convenção, relatórios periódicos sobre a sua aplicação do presente Protocolo.

2. O formato e conteúdo de tais relatórios são determinados pela Reunião das Partes. Estes relatórios fazem parte do instrumento de relato regular da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.

3. O conteúdo dos relatórios periódicos referidos no n.º 1 é determinado, tendo em conta, entre outros, o seguinte:

- a) Informação sobre as medidas legislativas, executivas, administrativas ou outras adotadas para aplicar o presente Protocolo;
- b) Informação, se for caso disso, sobre quaisquer restrições ou barreiras encontradas na aplicação do presente Protocolo, bem como sobre as medidas adotadas para ultrapassar esses obstáculos;

c) Informação, se for caso disso, sobre a assistência técnica e financeira prestada, recebida ou solicitada tendo em vista atividades relacionadas com a eliminação do comércio ilícito de produtos do tabaco; e

d) A informação especificada no artigo 20.º.

Nesses casos quando dados pertinentes já estão a ser recolhidos como parte do mecanismo de relato da Conferência das Partes, a Reunião das Partes não duplicará esses esforços.

4. A Reunião das Partes, nos termos dos artigos 33.º e 36.º, considerará instrumentos para auxiliar as Partes que são países em desenvolvimento e as Partes com economias em transição, a seu pedido, em cumprir as suas obrigações ao abrigo do presente artigo.

5. A comunicação da informação ao abrigo desses artigos está sujeita ao Direito interno relacionado com confidencialidade e privacidade. As Partes protegem, conforme mutuamente acordado, qualquer informação confidencial que seja relatada ou trocada.

PARTE VII: DISPOSIÇÕES INSTITUCIONAIS E RECURSOS FINANCEIROS

Artigo 33.º

REUNIÃO DAS PARTES

1. É instituída uma Reunião das Partes. A primeira sessão da Reunião será convocada pelo Secretariado da Convenção imediatamente antes ou depois da primeira sessão regular da Reunião das Partes após a entrada em vigor do presente Protocolo.

2. Posteriormente, as sessões ordinárias da Reunião das Partes serão convocadas pelo Secretariado da Convenção imediatamente antes ou depois das sessões ordinárias da Reunião das Partes.

3. Poderão realizar-se sessões extraordinárias da Reunião das Partes sempre que a Reunião o considere necessário, ou a pedido escrito de uma Parte, desde que, nos seis meses seguintes à comunicação às referidas Partes pelo Secretariado da Convenção, tal pedido seja apoiado por, pelo menos, um terço das Partes.

4. O regulamento interno e o regulamento financeiro da Reunião das Partes na Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco aplicam-se *mutatis mutandis* à Reunião das Partes, salvo decisão em contrário da mesma.

5. A Reunião das Partes examina regularmente a aplicação do Protocolo e adota as decisões necessárias para promover a sua aplicação eficaz.

6. A Reunião das Partes decide sobre a dimensão e o mecanismo das contribuições voluntárias, fixadas, das Partes no Protocolo destinadas ao funcionamento do presente Protocolo, bem como outros recursos possíveis para a sua aplicação.

7. A Reunião das Partes, em cada sessão ordinária, adota por consenso um orçamento e um plano de trabalho para o exercício financeiro até à sessão ordinária seguinte, os quais serão distintos do orçamento e do plano de trabalho da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.



2787000 012126

Artigo 34.º

SECRETARIADO

1. O Secretariado da Convenção será o Secretariado do presente Protocolo.
2. As funções do Secretariado da Convenção no que toca ao seu papel de secretariado do presente Protocolo são:
 - a) Organizar as sessões da Reunião das Partes, de quaisquer órgãos subsidiários, bem como dos grupos de trabalho e outros órgãos criados pela Reunião das Partes, e prestar-lhes os serviços necessários;
 - b) Receber, analisar, transmitir e prestar informação às Partes interessadas, quando necessário, e à Reunião das Partes sobre os relatórios que receber nos termos do presente Protocolo, bem como facilitar a troca de informação entre as Partes;
 - c) Prestar apoio às Partes, em particular as Partes que sejam países em vias de desenvolvimento e as Partes com economia em fase de transição, que o solicitem, na compilação, comunicação e troca de informação exigida em conformidade com o disposto no presente Protocolo, bem como dar assistência na identificação de recursos disponíveis para facilitar o cumprimento das obrigações decorrentes do presente

Protocolo;

- d) Elaborar relatórios sobre as suas atividades ao abrigo do presente Protocolo sob a orientação e para apreciação da Reunião das Partes;
- e) Assegurar, sob a orientação da Reunião das Partes a coordenação necessária com as organizações intergovernamentais internacionais e regionais competentes e outros órgãos;
- f) Adotar, sob a orientação da Reunião das Partes, as disposições administrativas ou contratuais necessárias ao desempenho eficaz das suas funções enquanto secretariado do presente Protocolo;
- g) Receber e rever os pedidos das organizações intergovernamentais e não governamentais que pretendam ser acreditadas como observadoras junto da Reunião das Partes, enquanto garante que não estão ligadas à indústria do tabaco, bem como submeter os pedidos revistos à apreciação da Reunião das Partes; e
- h) Desempenhar outras funções de secretariado especificadas pelo presente Protocolo, bem como outras funções que possam ser definidas pela Reunião das Partes.

Artigo 35.º

RELAÇÕES ENTRE A REUNIÃO DAS PARTES E ORGANIZAÇÕES INTERGOVERNAMENTAIS

A fim de garantir a cooperação técnica e financeira necessária para alcançar o objetivo do presente Protocolo, a Reunião das Partes poderá solicitar a cooperação das organizações intergovernamentais internacionais e regionais competentes, incluindo instituições financeiras e de desenvolvimento.

Artigo 36.º

RECURSOS FINANCEIROS

1. As Partes reconhecem o papel importante dos recursos financeiros para alcançar o objetivo do presente Protocolo, bem como a importância do artigo 26.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco para alcançar os objetivos dessa mesma Convenção.
2. Cada Parte apoiará financeiramente as atividades nacionais que visem alcançar o objetivo do presente Protocolo, em conformidade com os planos, as prioridades e os programas nacionais.
3. As Partes promoverão, se for caso disso, a utilização das vias bilaterais, regionais, subregionais e outras vias multilaterais para obtenção de fundos destinados à elaboração e ao reforço da capacidade das Partes que sejam países em vias de desenvolvimento e das Partes com economia em fase de transição a fim de alcançarem os objetivos do presente Protocolo.
4. Sem prejuízo do artigo 18.º e sob reserva da legislação e das políticas nacionais, as Partes são, se for caso disso, incentivadas a utilizar quaisquer produtos do crime provenientes do comércio ilícito de tabaco, declarados perdidos, dos produtos do tabaco e de material de fabrico a fim de alcançarem os objetivos definidos no presente Protocolo.
5. As Partes representadas nas organizações intergovernamentais internacionais e regionais competentes e as instituições financeiras e de desenvolvimento encorajarão tais entidades a prestar apoio financeiro aos países em vias de desenvolvimento, que sejam Partes, e às Partes com economia em fase de transição, de modo a ajudá-las a cumprir as suas obrigações decorrentes do presente Protocolo, sem limitação do direito de participação no seio dessas organizações.
6. As Partes acordam em que:
 - a) Para ajudar as Partes a cumprir as suas obrigações ao abrigo do presente Protocolo, todos os recursos pertinentes, potenciais e existentes, disponíveis para as atividades relacionadas com o objetivo do presente Protocolo deveriam ser mobilizados e utilizados em benefício de todas as Partes, em especial as Partes que sejam países em vias de desenvolvimento e as Partes com economia em fase de transição; e
 - b) O Secretariado da Convenção presta aconselhamento aos países em vias de desenvolvimento, que sejam Partes, e às Partes com economia em fase de transição, a pedido destes, sobre as fontes de financiamento existentes, por forma a ajudá-los a cumprir as obrigações decorrentes do presente Protocolo.
7. As Partes podem exigir que a indústria do tabaco assumam quaisquer custos associados às obrigações de uma Parte para alcançar os objetivos do presente Protocolo, em conformidade com o n.º 3 do artigo 5.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.
8. Sob reserva do seu direito interno, as Partes esforçam-se por obter autofinanciamento da aplicação do Protocolo, incluindo através da cobrança de impostos e outras formas de encargos sobre produtos do tabaco.



PARTE VIII: RESOLUÇÃO DE DIFERENDOS

Artigo 37.º

RESOLUÇÃO DE DIFERENDOS

A resolução de diferendos entre as Partes relativamente à interpretação ou aplicação do presente Protocolo rege-se pelo artigo 27.º da Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.

PARTE IX: EVOLUÇÃO DO PROTOCOLO

Artigo 38.º

EMENDAS AO PRESENTE PROTOCOLO

1. Qualquer Parte pode propor emendas ao presente Protocolo.

2. As emendas ao presente Protocolo serão consideradas e adotadas pela Reunião das Partes. O texto de qualquer proposta de emenda ao presente Protocolo é comunicado às Partes pelo Secretariado da Convenção pelo menos seis meses antes da data da sessão em que é proposta a sua adoção. O Secretariado da Convenção também comunicará as emendas propostas aos signatários do presente Protocolo e, a título de informação, ao Depositário.

3. As Partes fazem todos os esforços para chegar a um acordo por consenso sobre qualquer emenda proposta ao presente Protocolo. Uma vez esgotados todos os esforços nesse sentido sem que um acordo tenha sido alcançado, a emenda deverá, como último recurso, ser adotada por uma maioria de três quartos dos votos das Partes presentes e votantes na sessão. Para efeitos do presente artigo, “Partes presentes e votantes” designa as Partes presentes que votem a favor ou contra. O Secretariado da Convenção comunicará qualquer emenda adotada ao Depositário, o qual a transmitirá a todas as Partes para aceitação.

4. Os instrumentos de aceitação de uma emenda serão depositados junto do Depositário. Uma emenda adotada em conformidade com o n.º 3 entrará em vigor para aquelas Partes que a tenham aceitado no nonagésimo dia após a data de receção pelo Depositário de um instrumento de aceitação por pelo menos dois terços das Partes.

5. A emenda entrará em vigor para qualquer outra Parte no nonagésimo dia após a data em que essa Parte tenha depositado o seu instrumento de aceitação da referida emenda junto do Depositário.

Artigo 39.º

ADOÇÃO E REVISÃO DOS ANEXOS AO PRESENTE PROTOCOLO

1. Qualquer Parte pode fazer propostas de anexo ao presente Protocolo e propor emendas aos anexos ao presente Protocolo.

2. Os anexos serão restringidos a listas, formulários e qualquer outro material descritivo relacionado com questões procedimentais, científicas, técnicas ou administrativas.

3. Os anexos ao presente Protocolo e respetivas emendas serão propostos, adotados e entrarão em vigor em conformidade com o procedimento previsto no artigo 38.º.

PARTE X: DISPOSIÇÕES FINAIS

Artigo 40.º

RESERVAS

Não podem ser formuladas reservas ao presente Protocolo.

Artigo 41.º

RECESSO

1. Uma Parte pode, em qualquer momento após um período de dois anos a contar da data de entrada em vigor do presente Protocolo para essa mesma Parte, praticar o recesso ao Protocolo mediante notificação escrita ao Depositário.

2. Tal recesso produzirá efeitos um ano a contar da receção da notificação pelo depositário, ou numa data posterior especificada na notificação de recesso.

3. Qualquer Parte que pratique o recesso à Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco também será considerada como tendo praticado o recesso ao presente Protocolo com efeito a partir da data do seu recesso à Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco.

Artigo 42.º

DIREITO DE VOTO

1. Cada Parte no presente Protocolo dispõe um voto, com exceção do disposto no n.º 2.

2. Em assuntos da sua competência, as organizações de integração económica regional exercem o seu direito de voto com um número de votos idêntico ao número dos seus Estados membros que sejam Partes no presente Protocolo. Essas organizações não exercerão o seu direito de voto se qualquer um dos seus Estados membros exercer o seu direito, e vice-versa.

Artigo 43.º

ASSINATURA

O Protocolo está aberto à assinatura de todas as Partes na Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco na sede da Organização Mundial de Saúde, em Genebra, de 10 a 11 de janeiro de 2013, e, posteriormente, na sede das Nações Unidas, em Nova Iorque, até 9 de janeiro de 2014.

Artigo 44.º

RATIFICAÇÃO, ACEITAÇÃO, APROVAÇÃO, CONFIRMAÇÃO FORMAL OU ADESÃO

1. O presente Protocolo está sujeito a ratificação, aceitação, aprovação ou adesão pelos Estados e a confirmação formal ou adesão das organizações de integração económica regional que sejam Parte na Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco. O Protocolo está aberto à adesão a partir do dia seguinte à data em que deixar de estar aberto à assinatura. Os instrumentos de ratificação, aceitação, aprovação, confirmação formal ou adesão serão depositados junto do Depositário.

2. Qualquer organização de integração económica regional que se torne Parte sem que nenhum dos seus Estados membros seja Parte fica vinculada a todas as obrigações decorrentes do presente Protocolo. Se um ou mais Estados membros de uma organização forem Parte, a organização e os seus Estados membros decidirão nas suas respetivas responsabilidades para o cumprimento das suas obrigações ao abrigo do presente Protocolo. Nesses casos, a organização e os Estados membros não podem exercer em simultâneo os seus direitos ao abrigo do presente Protocolo.



2787000 012126

3. As organizações de integração económica regional, no seu instrumento de confirmação formal ou no seu instrumento de adesão, declaram o âmbito da sua competência relativamente às matérias reguladas pelo presente Protocolo. Estas organizações também informarão o Depositário, o qual, por sua vez, deverá informar as Partes de qualquer alteração substancial do âmbito da sua competência.

Artigo 45.º

ENTRADA EM VIGOR

1. O presente Protocolo entrará em vigor no nonagésimo dia após a data do depósito junto do Depositário do quadragésimo instrumento de ratificação, aceitação, aprovação, confirmação formal ou adesão.

2. Para cada Parte na Convenção Quadro da Organização Mundial de Saúde para o Controlo do Tabaco que ratifique, aceite, aprove, confirme formalmente o presente Protocolo ou adira ao mesmo após o cumprimento das condições fixadas no número 1 para a entrada em vigor, o presente Protocolo entrará em vigor no nonagésimo dia após a data do depósito do seu instrumento de ratificação, aceitação, aprovação, adesão ou confirmação formal.

3. Para efeitos do presente artigo, qualquer instrumento depositado por uma organização de integração económica regional não será considerado um instrumento adicional aos depositados pelos Estados membros dessa organização.

Artigo 46.º

DEPOSITÁRIO

O Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas é o Depositário do presente Protocolo.

Artigo 47.º

TEXTOS AUTÊNTICOS

O original do presente Protocolo, cujos textos em árabe, chinês, espanhol, francês, inglês e russo fazem igualmente fé, será depositado junto do Secretário-Geral das Nações Unidas.

Resolução nº 123/IX/2019

de 15 de maio

A Assembleia Nacional vota, nos termos da alínea g) do artigo 179.º da Constituição, a seguinte Resolução:

Artigo 1.º

Aprovação

É aprovado, para ratificação, o Tratado que Cria a Zona Livre de Armas Nucleares em África, Tratado de Pelindaba, assinado no Cairo, Egipto, a 11 de abril de 1996, cujo texto original em inglês e a respetiva tradução em língua portuguesa se publicam em anexo à presente Resolução, da qual fazem parte integrante.

Artigo 2.º

Entrada em vigor

A presente resolução entra em vigor no dia seguinte ao da sua publicação e o Tratado referido no artigo anterior produz efeitos em conformidade com o que nele se estipula.

Aprovada em 12 de abril de 2019.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Jorge Pedro Maurício dos Santos*.

THE AFRICAN NUCLEAR-WEAPON-FREE ZONE TREATY

(THE TREATY OF PELINDABA)

The Parties to this Treaty,

Guided by the Declaration on the Denuclearization of Africa, adopted by the Assembly of Heads of State and Government of the Organization of African Unity (hereinafter referred to as OAU) at its first ordinary session, held at Cairo from 17 to 21 July 1964 (AHG/Res. 11(l)), in which they solemnly declared their readiness to undertake, through an international agreement to be concluded under United Nations auspices, not to manufacture or acquire control of nuclear weapons,

Guided also, by the resolutions of the fifty-fourth and fifty-sixth ordinary sessions of the Council of Ministers of OAU, held at Abuja from 27 May to 1 June 1991 and at Dakar from 22 to 28 June 1992 respectively (CM/Res.1342 (LIV) and CM/Res.1395 (LVI)), which affirmed that the evolution of the international situation was conducive to the implementation of the Cairo Declaration, as well as the relevant provisions of the 1986 OAU Declaration on Security, Disarmament and Development,

Recalling United Nations General Assembly resolution 3472 B (XXX) of 11 December 1975, in which it considered nuclear-weapon-free zones one of the most effective means for preventing the proliferation, both horizontal and vertical, of nuclear weapons,

Convinced of the need to take all steps in achieving the ultimate goal of a world entirely free of nuclear weapons, as well as of the obligations of all States to contribute to this end,

Convinced also that the African nuclear-weapon-free zone will constitute an important step towards strengthening the non-proliferation regime, promoting cooperation in the peaceful uses of nuclear energy, promoting general and complete disarmament and enhancing regional and international peace and security.

Aware that regional disarmament measures contribute to global disarmament efforts,

Believing that the African nuclear-weapon-free zone will protect African States against possible nuclear attacks on their territories,

Noting with satisfaction existing NWFZs and recognizing that the establishment of other

NWFZs, especially in the Middle East, would enhance the security of States Parties to the African NWFZ,

Reaffirming the importance of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (hereinafter referred to as the NPT) and the need for the implementation of all its provisions,

Desirous of taking advantage of article IV of the NPT, which recognizes the inalienable right of all States Parties to develop research on, production and use of nuclear energy for peaceful purposes without discrimination and to facilitate the fullest possible exchange of equipment, materials and scientific and technological information for such purposes,

Determined to promote regional cooperation for the development and practical application of nuclear energy for peaceful purposes in the interest of sustainable social and economic development of the African continent,

Determined to keep Africa free of environmental pollution by radioactive wastes and other radioactive matter,

Welcoming the cooperation of all States and governmental and non-governmental organizations for the attainment of these objectives,

Have decided by this treaty to establish the African NWFZ and hereby agree as follows:



2 787000 012126

Article 1

DEFINITION/USAGE OF TERMS

For the purpose of this Treaty and its Protocols:

(a) “African nuclear-weapon-free zone” means the territory of the continent of Africa, islands States members of OAU and all islands considered by the Organization of African Unity in its resolutions to be part of Africa;

(b) “Territory” means the land territory, internal waters, territorial seas and archipelagic waters and the airspace above them as well as the sea bed and subsoil beneath;

(c) “Nuclear explosive device” means any nuclear weapon or other explosive device capable of releasing nuclear energy, irrespective of the purpose for which it could be used. The term includes such a weapon or device in unassembled and partly assembled forms, but does not include the means of transport or delivery of such a weapon or device if separable from and not an indivisible part of it;

(d) “Stationing” means implantation, emplacement, transport on land or inland waters, stockpiling, storage, installation and deployment;

(e) “Nuclear installation” means a nuclear-power reactor, a nuclear research reactor, a critical facility, a conversion plant, a fabrication plant, a reprocessing plant, an isotope separation plant, a separate storage installation and any other installation or location in or at which fresh or irradiated nuclear material or significant quantities of radioactive materials are present;

(f) “Nuclear material” means any source material or special fissionable material as defined in Article XX of the Statute of the International Atomic Energy Agency (IAEA) and as amended from time to time by the IAEA.

Article 2

APPLICATION OF THE TREATY

1. Except where otherwise specified, this Treaty and its Protocols shall apply to the territory within the African nuclear-weapon-free zone, as illustrated in the map in annex I.

2. Nothing in this Treaty shall prejudice or in any way affect the rights, or the exercise of the rights, of any State under international law with regard to freedom of the seas.

Article 3

RENUNCIATION OF NUCLEAR EXPLOSIVE DEVICES

Each Party undertakes:

(a) Not to conduct research on, develop, manufacture, stockpile or otherwise acquire, possess or have control over any nuclear explosive device by any means anywhere;

(b) Not to seek or receive any assistance in the research on, development, manufacture, stockpiling or acquisition, or possession of any nuclear explosive device;

(c) Not to take any action to assist or encourage the research on, development, manufacture, stockpiling or acquisition, or possession of any nuclear explosive device.

Article 4

PREVENTION OF STATIONING OF NUCLEAR EXPLOSIVE DEVICES

1. Each Party undertakes to prohibit, in its territory, the stationing of any nuclear explosive device.

2. Without prejudice to the purposes and objectives of the treaty, each party in the exercise of its sovereign rights remains free to decide for itself whether to allow visits by foreign ships and aircraft to its ports and airfields, transit of its airspace by foreign aircraft, and navigation by foreign ships in its territorial sea or archipelagic waters in a manner not covered by the rights of innocent passage, archipelagic sea lane passage or transit passage of straits.

Article 5

PROHIBITION OF TESTING OF NUCLEAR EXPLOSIVE DEVICES

Each Party undertakes:

(a) Not to test any nuclear explosive device;

(b) To prohibit in its territory the testing of any nuclear explosive device;

(c) Not to assist or encourage the testing of any nuclear explosive device by any State anywhere.

Article 6

DECLARATION, DISMANTLING, DESTRUCTION OR CONVERSION OF NUCLEAR EXPLOSIVE DEVICES AND THE FACILITIES FOR THEIR MANUFACTURE

Each Party undertakes:

(a) To declare any capability for the manufacture of nuclear explosive devices;

(b) To dismantle and destroy any nuclear explosive device that it has manufactured prior to the coming into force of this Treaty;

(c) To destroy facilities for the manufacture of nuclear explosive devices or, where possible, to convert them to peaceful uses;

(d) To permit the International Atomic Energy Agency (hereinafter referred to as IAEA) and the Commission established in article 12 to verify the processes of dismantling and destruction of the nuclear explosive devices, as well as the destruction or conversion of the facilities for their production.

Article 7

PROHIBITION OF DUMPING OF RADIOACTIVE WASTES

Each Party undertakes:

(a) To effectively implement or to use as guidelines the measures contained in the Bamako Convention on the Ban of the Import into Africa and Control of Transboundary Movement and Management of Hazardous Wastes within Africa in so far as it is relevant to radioactive waste;

(b) Not to take any action to assist or encourage the dumping of radioactive wastes and other radioactive matter anywhere within the African nuclear-weapon-free zone.

Article 8

PEACEFUL NUCLEAR ACTIVITIES

1. Nothing in this Treaty shall be interpreted as to prevent the use of nuclear science and technology for peaceful purposes.



2. As part of their efforts to strengthen their security, stability and development, the Parties undertake to promote individually and collectively the use of nuclear science and technology for economic and social development. To this end they undertake to establish and strengthen mechanisms for cooperation at the bilateral, subregional and regional levels.

3. Parties are encouraged to make use of the programme of assistance available in IAEA and, in this connection, to strengthen cooperation under the African Regional Cooperation Agreement for Research, Training and Development Related to Nuclear Science and Technology (hereinafter referred to as AFRA).

Article 9

VERIFICATION OF PEACEFUL USES

Each Party undertakes:

(a) To conduct all activities for the peaceful use of nuclear energy under strict non-proliferation measures to provide assurance of exclusively peaceful uses;

(b) To conclude a comprehensive safeguards agreement with IAEA for the purpose of verifying compliance with the undertakings in subparagraph (a) of this article;

(c) Not to provide source or special fissionable material, or equipment or material especially designed or prepared for the processing, use or production of special fissionable material for peaceful purposes of any non-nuclear-weapon State unless subject to a comprehensive safeguards agreement concluded with IAEA.

Article 10

PHYSICAL PROTECTION OF NUCLEAR MATERIALS AND FACILITIES

Each Party undertakes to maintain the highest standards of security and effective physical protection of nuclear materials, facilities and equipment to prevent theft or unauthorized use and handling. To that end each Party, *inter alia*, undertakes to apply measures of physical protection equivalent to those provided for in the Convention on Physical Protection of Nuclear Material and in recommendations and guidelines developed by IAEA for that purpose.

Article 11

PROHIBITION OF ARMED ATTACK ON NUCLEAR INSTALLATIONS

Each Party undertakes not to take, or assist, or encourage any action aimed at an armed attack by conventional or other means against nuclear installations in the African nuclear-weapon-free zone.

Article 12

MECHANISM FOR COMPLIANCE

1. For the purpose of ensuring compliance with their undertakings under this Treaty, the Parties agree to establish the African Commission on Nuclear Energy (hereafter referred to as the Commission) as set out in annex III.

2. The Commission shall be responsible *inter alia* for:

(a) Collating the reports and the exchange of information as provided for in article 13;

(b) Arranging consultations as provided for in annex IV, as well as convening conferences of Parties on the concurrence of simple majority of State Parties on any matter arising from the implementation of the Treaty;

(c) Reviewing the application to peaceful nuclear activities of safeguards by IAEA as elaborated in annex II;

(d) Bringing into effect the complaints procedure elaborated in annex IV;

(e) Encouraging regional and subregional programmes for cooperation in the peaceful uses of nuclear science and technology;

(f) Promoting international cooperation with extra-zonal States for the peaceful uses of nuclear science and technology.

3. The Commission shall meet in ordinary session once a year, and may meet in extraordinary session as may be required by the complaints and settlement of disputes procedure in annex IV.

Article 13

REPORT AND EXCHANGES OF INFORMATION

1. Each Party shall submit an annual report to the Commission on its nuclear activities as well as other matters relating to the Treaty, in accordance with the format for reporting to be developed by the Commission.

2. Each Party shall promptly report to the Commission any significant event affecting the implementation of the Treaty.

3. The Commission shall request the IAEA to provide it with an annual report on the activities of AFRA.

Article 14

CONFERENCE OF PARTIES

1. A Conference of all Parties to the Treaty shall be convened by the Depositary as soon as possible after the entry into force of the Treaty to, *inter alia*, elect members of the commission and determine its headquarters. Further conferences of State Parties shall be held as necessary and at least every two years, and convened in accordance with paragraph 2 (b) of article 12.

2. The Conference of all Parties to the Treaty shall adopt the Commission's budget and a scale of assessment to be paid by the State Parties.

Article 15

INTERPRETATION OF THE TREATY

Any dispute arising out of the interpretation of the Treaty shall be settled by negotiation, by recourse to the Commission or another procedure agreed to by the Parties, which may include recourse to an arbitral panel or to the International Court of Justice.

Article 16

RESERVATIONS

This Treaty shall not be subject to reservations.

Article 17

DURATION

This Treaty shall be of unlimited duration and shall remain in force indefinitely.

Article 18

SIGNATURE, RATIFICATION AND ENTRY INTO FORCE

1. This Treaty shall be open for signature by any State in the African nuclear-weapon-free zone. It shall be subject to ratification.

2. It shall enter into force on the date of deposit of the twenty-eighth instrument of ratification.

3. For a signatory that ratifies this Treaty after the date of the deposit of the twenty-eighth instrument of ratification, it shall enter into force for that signatory on the date of deposit of its instrument of ratification.



Article 19

AMENDMENTS

1. Any amendments to the Treaty proposed by a Party shall be submitted to the Commission, which shall circulate it to all Parties.

2. Decision on the adoption of such an amendment shall be taken by a two-thirds majority of the Parties either through written communication to the Commission or through a conference of Parties convened upon the concurrence of a simple majority.

3. An amendment so adopted shall enter into force for all Parties after receipt by the Depositary of the instrument of ratification by the majority of Parties.

Article 20

WITHDRAWAL

1. Each Party shall, in exercising its national sovereignty, have the right to withdraw from this Treaty if it decides that extraordinary events, related to the subject-matter of this Treaty, have jeopardized its supreme interests.

2. Withdrawal shall be effected by a Party giving notice, which includes a statement of the extraordinary events it regards as having jeopardized its supreme interest, twelve months in advance to the Depositary. The Depositary shall circulate such notice to all other Parties.

Article 21

DEPOSITARY FUNCTIONS

1. This Treaty, of which the Arabic, English, French and Portuguese texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of OAU, who is hereby designated as Depositary of the Treaty.

2. The Depositary shall:

(a) Receive instruments of ratification;

(b) Register this Treaty and its Protocols pursuant to Article 102 of the Charter of the United Nations;

(c) Transmit certified copies of the Treaty and its Protocols to all States in the African nuclear-weapon-free zone and to all States eligible to become Party to the Protocols to the Treaty, and shall notify them of signatures and ratification of the Treaty and its Protocols.

Article 22

STATUS OF THE ANNEXES

The annexes form an integral part of this Treaty. Any reference to this Treaty includes the annexes.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their Governments, have signed this Treaty.

ANNEX I

MAP OF AN AFRICAN NUCLEAR-WEAPON-FREE ZONE: It consists of the entire continent of mainland Africa, and the following islands:

Agalega Island	Bassas da India
Canary Islands	Cape Verde
Cardagos Carajos Shoals	Chagos Archipelago - Diego Garcia*
Comoros	Europa
Juan de Nova	Madagascar
Mauritius	Mayotte
Prince Edward & Marion Islands	Principe
Reunion	Rodrigues Island
Sao Tome	Seychelles
Tromelin Island	

*appears without prejudice to the question of sovereignty

ANNEX II

SAFEGUARDS OF THE INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY

1. The safeguards referred to in subparagraph (b) of the article 9 shall in respect of each Party be applied by the International Atomic Energy Agency as set forth in an agreement negotiated and concluded with the Agency on all source or special fissionable material in all nuclear activities within the territory of the Party, under its jurisdiction or carried out under its control anywhere.

2. The Agreement referred to in paragraph 1 above shall be, or shall be equivalent in its scope and effect to, the agreement required in connection with the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (INFCIRC/153 corrected). A Party that has already entered into a safeguards agreement with the IAEA is deemed to have already complied with the requirement. Each Party shall take all appropriate steps to ensure that the Agreement referred to in paragraph 1 is in force for it not later than eighteen months after the date of entry into force for that Party of this Treaty.

3. For the purpose of this Treaty, the safeguards referred to in paragraph 1 above shall have as their purpose the verification of the non-diversion of nuclear material from peaceful nuclear activities to nuclear explosive devices or for purposes unknown.

4. Each Party shall include in its annual report to the Commission, in conformity with article 13, for its information and review, a copy of the overall conclusions of the most recent report by the International Atomic Energy Agency on its inspection activities in the territory of the Party concerned, and advise the Commission promptly of any change in those conclusions. The information furnished by a Party shall not be, totally or partially, disclosed or transmitted to third parties, by the addressees of the reports, except when that Party gives its express consent.

ANNEX III

AFRICAN COMMISSION ON NUCLEAR ENERGY

1. The Commission established in article 12 shall be composed of twelve Members elected by Parties to the Treaty for a three-year period, bearing in mind the need for equitable geographical distribution as well as to include Members with advanced nuclear programmes. Each Member shall have one representative nominated with particular regard for his/her expertise in the subject of the Treaty.

2. The Commission shall have a Bureau consisting of the Chairman, the Vice-Chairman and the Executive Secretary. It shall elect its Chairman and Vice-Chairman. The Secretary-General of the organization of African Unity, at the request of Parties to the Treaty and in consultation with the chairman, shall designate the Executive Secretary of the Commission. For the first meeting a quorum shall be constituted by representatives of two thirds of the Members of the Commission. For that meeting decisions of the Commission shall be taken as far as possible by consensus or otherwise by a two-thirds majority of the Members of the commission. The Commission shall adopt its rules of procedure at that meeting.

3. The Commission shall develop a format for reporting by States as required under articles 12 and 13.

4. (a) The budget of the Commission, including the costs of inspections pursuant to annex IV to this Treaty, shall be borne by the Parties to the Treaty in accordance with a scale of assessment to be determined by the Parties;

(b) The Commission may also accept additional funds from other sources provided such donations are consistent with the purposes and objectives of the Treaty.



ANNEX IV

**COMPLAINTS PROCEDURE
AND SETTLEMENT OF DISPUTES**

1. A Party which considers that there are grounds for a complaint that another Party or a Party to Protocol III is in breach of its obligations under this Treaty shall bring the subject-matter of the complaint to the attention of the Party complained of and shall allow the latter thirty days to provide it with an explanation and to resolve the matter. This may include technical visits agreed upon between the Parties.

2. If the matter is not so resolved, the complainant Party may bring this complaint to the Commission.

3. The Commission, taking account of efforts made under paragraph 1 above, shall afford the Party complained of forty-five days to provide it with an explanation of the matter.

4. If, after considering any explanation given to it by the representatives of the Party complained of, the Commission considers that there is sufficient substance in the complaint to warrant an inspection in the territory of that Party or territory of a Party to Protocol III, the Commission may request the International Atomic Energy Agency to conduct such inspection as soon as possible. The Commission may also designate its representatives to accompany the Agency's inspection team.

(a) The request shall indicate the tasks and objectives of such inspection, as well as any confidentiality requirements;

(b) If the Party complained of so requests, the inspection team shall be accompanied by representatives of that Party provided that the inspectors shall not be thereby delayed or otherwise impeded in the exercise of their functions;

(c) Each Party shall give the inspection team full and free access to all information and places within each territory that may be deemed relevant by the inspectors to the implementation of the inspection;

(d) The Party complained of shall take all appropriate steps to facilitate the work of the inspection team, and shall accord them the same privileges and immunities as those set forth in the relevant provisions of the Agreement on the Privileges and Immunities of the International Atomic Energy Agency;

(e) The International Atomic Energy Agency shall report its findings in writing as quickly as possible to the Commission, outlining its activities, setting out relevant facts and information as ascertained by it, with supporting evidence and documentation as appropriate, and stating its conclusions. The Commission shall report fully to all States Parties to the Treaty giving its decision as to whether the Party complained of is in breach of its obligations under this Treaty;

(f) If the Commission considers that the Party complained of is in breach of its obligations under this Treaty, or that the above provisions have not been complied with, States Parties to the Treaty shall meet in extraordinary session to discuss the matter;

(g) The States Parties convened in extraordinary session may as necessary, make recommendations to the Party held to be in breach of its obligations and to the organization of African Unity. The Organization of African Unity may, if necessary, refer the matter to the United Nations Security Council;

(h) The costs involved in the procedure outlined above shall be borne by the Commission. In the case of abuse, the Commission shall decide whether the requesting State Party should bear any of the financial implications.

5. The Commission may also establish its own inspection mechanisms.

PROTOCOL I

The Parties to this Protocol,

Convinced of the need to take all steps in achieving the ultimate goal of a world entirely free of nuclear weapons as well as the obligations of all States to contribute to this end,

Convinced also that the African Nuclear-Weapon-Free Zone Treaty, negotiated and signed in accordance with the Declaration on the Denuclearization of Africa (AHG/Res.11(l)) of 1964, resolutions CM/Res.1342 (LIV) of 1991 and CM/Res.1395 (LVI) Rev.1 of 1992 of the Council of Ministers of the organization of African Unity and United Nations General Assembly Resolution 48/86 of 16 December 1993, constitutes an important measure towards ensuring the non-proliferation of nuclear weapons, promoting cooperation in the peaceful uses of nuclear energy, promoting general and complete disarmament, and enhancing regional and international peace and security,

Desirous of contributing in all appropriate manners to the effectiveness of the Treaty,

Have agreed as follows:

Article 1

Each Protocol Party undertakes not to use or threaten to use a nuclear explosive device against:

- (a) Any Party to the Treaty; or
- (b) Any territory within the African nuclear-weapon-free zone for which a State that has become a Party to Protocol III is internationally responsible as defined in annex 1.

Article 2

Each Protocol Party undertakes not to contribute to any act that constitutes a violation of the Treaty or of this Protocol.

Article 3

Each Protocol Party undertakes, by written notification to the Depositary, to indicate its acceptance or otherwise of any alteration to its obligation under this Protocol that may be brought about by the entry into force of an amendment to the Treaty pursuant to article 19 of the Treaty.

Article 4

This Protocol shall be open for signature by China, France, the Russian Federation, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America.

Article 5

This Protocol shall be subject to ratification.

Article 6

This Protocol is of a permanent nature and shall remain in force indefinitely, provided that each Party shall, in exercising its national sovereignty, have the right to withdraw from this Protocol if it decides that extraordinary events, related to the subject-matter of this Protocol, have jeopardized its supreme interests. It shall give notice of such withdrawal to the Depositary twelve months in advance. Such notice shall include a statement of the extraordinary events it regards as having jeopardized its supreme interests.

Article 7

This Protocol shall enter into force for each State on the date of its deposit with the Depositary of its instrument of ratification or the date of entry into force of the Treaty, whichever is later.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their Governments, have signed this Protocol.



PROTOCOL II

The Parties to this Protocol,

Convinced of the need to take all steps in achieving the ultimate goal of a world entirely free of nuclear weapons as well as the obligations of all States to contribute to this end,

Convinced also that the African Nuclear-Weapon-Free Zone Treaty, negotiated and signed in accordance with the Declaration on the Denuclearization of Africa (AHG/Res.11(I)) of 1964, resolutions CM/Res.1342 (LIV) of 1991 and CM/Res.1395(LVI)/Rev.1 of 1992 of the Council of Ministers of the organization of African Unity and United Nations General Assembly resolution 48/86 of 16 December 1993, constitutes an important measure towards ensuring the non-proliferation of nuclear weapons, promoting cooperation in the peaceful uses of nuclear energy, promoting general and complete disarmament, and enhancing regional and international peace and security,

Desirous of contributing in all appropriate manners to the effectiveness of the Treaty,

Bearing in mind the objective of concluding a treaty banning all nuclear tests,

Have agreed as follows:

Article 1

Each Protocol Party undertakes not to test or assist or encourage the testing of any nuclear explosive device anywhere within the African nuclear-weapon-free zone.

Article 2

Each Protocol Party undertakes not to contribute to any act that constitutes a violation of the Treaty or of this Protocol.

Article 3

Each Protocol Party undertakes, by written notification to the Depositary, to indicate its acceptance or otherwise of any alteration to its obligation under this Protocol that may be brought about by the entry into force of an amendment to the Treaty pursuant to article 19 of the Treaty.

Article 4

This Protocol shall be open for signature by China, France, the Russian Federation, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the United States of America.

Article 5

This Protocol shall be subject to ratification.

Article 6

This Protocol is of a permanent nature and shall remain in force indefinitely, provided that each Party shall, in exercising its national sovereignty, have the right to withdraw from this Protocol if it decides that extraordinary events, related to the subject-matter of this Protocol, have jeopardized its supreme interests. It shall give notice of such withdrawal to the Depositary twelve months in advance. Such notice shall include a statement of the extraordinary events it regards as having jeopardized its supreme interests.

Article 7

This Protocol shall enter into force for each State on the date of its deposit with the Depositary of its instrument of ratification or the date of entry into force of the Treaty, whichever is later.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their Governments, have signed this Protocol.

PROTOCOL III

The Parties to this Protocol,

Convinced of the need to take all steps in achieving the ultimate goal of a world entirely free of nuclear weapons as well as the obligations of all States to contribute to this end,

Convinced also that the African Nuclear-Weapon-Free Zone Treaty, negotiated and signed in accordance with the Declaration on the Denuclearization of Africa (AHG/Res.11(I)) of 1964, resolutions CM/Res.1342(LIV) of 1991 and CM/Res.1395(LVI)/Rev.1 of 1992 of the Council of Ministers of the Organization of African Unity and United Nations General Assembly resolution 48/86 of 16 December 1993, constitutes an important measure towards ensuring the non-proliferation of nuclear weapons, promoting cooperation in the peaceful uses of nuclear energy, promoting general and complete disarmament, and enhancing regional and international peace and security,

Desirous of contributing in all appropriate manners to the effectiveness of the Treaty,

Have agreed as follows:

Article 1

Each Protocol Party undertakes to apply, in respect of the territories for which it is de jure or de facto internationally responsible situated within the African nuclear-weapon-free zone, the provisions contained in articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of the Treaty and to ensure the application of safeguards specified in annex II of the Treaty.

Article 2

Each Protocol Party undertakes not to contribute to any act that constitutes a violation of the Treaty or of this Protocol.

Article 3

Each Protocol Party undertakes, by written notification to the Depositary, to indicate its acceptance or otherwise of any alterations to its obligation under this Protocol that may be brought about by the entry into force of an amendment to the Treaty pursuant to article 19 of the Treaty.

Article 4

This Protocol shall be open for signature by France and Spain.

Article 5

This Protocol shall be subject to ratification.

Article 6

This Protocol is of a permanent nature and shall remain in force indefinitely provided that each Party shall, in exercising its national sovereignty have the right to withdraw from this Protocol if it decides that extraordinary events, related to the subject-matter of this Protocol, have jeopardized its supreme interests. It shall give notice of such withdrawal to the Depositary twelve months in advance. Such notice shall include a statement of the extraordinary events it regards as having jeopardized its supreme interests.

Article 7

This Protocol shall enter into force for each State on the date of its deposit with the Depositary of its instrument of ratification or the date of entry into force of the Treaty, whichever is later.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their Governments have signed this Protocol.



TRATADO UMA ZONA LIVRE DE ARMAS NUCLEARES NA AFRICA TEXTO DE PELINDABA

TRATADO SOBRE UMA ZONA LIVRE DE ARMAS NUCLEARES NA AFRICA

As Partes do presente Tratado.

Guiadas pela Declaração sobre a desnuclearização da África, adotada pela Conferência dos Chefes de Estado e de Governo da Organização da Unidade Africana (a seguir denominada OUA na sua primeira sessão ordinária, realizada no Cairo, de 17 a 21 de julho de 1964 (AHG-Res.11(1), na qual elas declararam solenemente estarem dispostas, através de um acordo internacional, a assumirem o compromisso, sob os auspícios da Organização das Nações Unidas de não fabricarem ou controlarem armas nucleares:

Guiadas, igualmente, pelas resoluções (CM-Res. 1342 (LVI) e CM-Res. 1395 (LVI) adotadas pelo Conselho de Ministros da OUA, nas suas quinquagésima-quarta e quinquagésima sexta sessões ordinárias, realizadas respetivamente, em Abuja, de 27 de maio a 1 de Junho de 1991, e em Dakar de 22 a 28 de junho de 1992, nas quais o Conselho dizia estar convencido de que a evolução da situação internacional era propícia à aplicação da Declaração do Cairo, assim como das disposições pertinentes à Declaração de 1986, da OUA, sobre a segurança o desarmamento e desenvolvimento em África;

a resolução 347 2 B (XXX) da Assembleia Geral das Nações Unidas, de 11 de dezembro de 1975, considerando que as zonas livres de armas nucleares constituem um dos meios mais eficazes de se impedir a proliferação, tanto horizontal como vertical, das armas nucleares:

Convencidas da necessidade de todo fazer para atingir o objetivo final de construir um mundo inteiramente livre de armas nucleares, assim como da obrigação que têm todos os Estados de contribuir para que este objetivo seja alcançado;

Convencidos, igualmente, de que a zona livre de armas nucleares na África, contribuirá para reforçar a sua não-proliferação, promover a cooperação no domínio da utilização pacífica da energia nuclear, promover o desarmamento geral completo e favorecer a paz e a segurança regional e internacional;

Conscientes, do fato de que as medidas para o desarmamento regional contribuem para a ação do desarmamento mundial;

Convencidas de que a zona livre de armas nucleares na África, protegerá os Estados da

África de eventuais ataques nucleares contra os seus territórios;

Notando, com satisfação, que Já existem zonas livres de armas nucleares, e considerando que a criação de outras, nomeadamente no Médio Oriente, reforça a segurança dos Estados Parte do Tratado, sobre uma zona livre de armas nucleares na África:

Reafirmando, a importância do Tratado sobre a não-proliferação de armas nucleares (a seguir denominado TNP), e a necessidade de se aplicarem todas as disposições:

Desejando beneficiar-se das disposições do Artigo IV, do TNP, onde se reconhece o direito Inalienável de todas as Partes do Tratado de desenvolverem a pesquisa, a produção e a utilização da energia nuclear com fins pacíficos, sem discriminação e facilitar uma maior troca de equipamento, substâncias e informações científicas e tecnológicas para estes fins;

Determinadas a promoverem a cooperação regional para o desenvolvimento e as aplicações práticas da energia nuclear, para fins pacíficos, no Interesse do desenvolvimento social e econômico duradouro do Continente Africano;

Determinadas a protegerem o meio ambiente da África contra qualquer poluição causada pelos lixos e outras matérias radioativas;

Acolhendo, favoravelmente, a cooperação de todos os Estados, organizações governamentais e não -Governamentais para a presecução destes objetivos;

Decidiram criar, pelo presente Tratado, uma zona livre de armas nucleares na África e concordaram no seguinte:

Artigo 1

Termos utilizados

Para efeitos do presente Tratado e dos seus protocolos:

a) Por “Zona Livre de Armas Nucleares na África”, entende-se o território do Continente Africano, os Estados insulares membros da OUA e todas as ilhas que a Organização da Unidade Africana, nas suas resoluções, consideradas serem parte integrante da África;

b) Por “território” entende-se o território terrestre, as águas continentais, o mar territorial e as águas dos arquipélagos, o espaço aéreo sobrejacente, assim como os fundos marinhos e o seu subsolo;

c) Por “dispositivo explosivo nuclear”, entende-se qualquer arma nuclear ou qualquer dispositivo explosivo capaz de liberar energia nuclear, independentemente da sua finalidade. Esta expressão cobre as armas ou esses dispositivos, estejam eles desmontados ou parcialmente montados, mas ela não cobre os meios de transporte ou os vetores destas armas ou dispositivos, se eles puderem ser separados, não constituindo, assim, uma parte Indivisível;

d) Por “estacionamento” entende-se a implantação, criação e transporte terrestre ou nas águas continentais, o depósito, o armazenamento a Instalação e o posicionamento;

e) Por “instalações nucleares” entende-se os reatores de potência e os reatores de pesquisa, as instalações críticas, as fabricas de conversão, as instalações de produção de combustível, o enriquecimento do urânio, o tratamento pela segunda vez e a separação isotópica e as instalações separadas do armazenamento, assim como qualquer outra instalação ou local contendo material nuclear novo ou iniciado, inclusive as instalações onde são armazenadas quantidades importantes de substâncias radioativas;

f) Por “substancias nucleares” entende-se as substâncias brutas e os produtos especiais de fissão definidos no artigo XX, do Estatuto da Agência Internacional de Energia Atômica (AIEA) e emendados em períodos diferentes pela AIEA.

Artigo 2

Aplicação do Tratado

1. Salvo indicação contrárias o presente Tratado os seus protocolos aplicam-se no território situado no interior da zona livre de armas nucleares da África, tal como indicado no mapa que figura no anexo;

2. As disposições do presente Tratado não prejudicarão ou afetarão os direitos ou o exercício dos direitos de qualquer Estado com relação à lei internacional de liberdade de navegação marítima.



Artigo 3

Renúncia aos Dispositivos Nucleares

Cada Parte compromete-se a:

- a) Não fazer pesquisas, não desenvolver, fabricar, armazenar e não adquirir, seja de que forma for possuir ou exercer o controle de qualquer dispositivo explosivo nuclear, seja por que meio for ou qualquer que seja o lugar;
- b) Não procurar, nem receber qualquer ajuda para pesquisas, desenvolvimento, fabricação, armazenamento, aquisição ou posse de qualquer dispositivo nuclear;
- c) Abster-se de qualquer ato visando ajudar ou encorajar a pesquisa, desenvolvimento, armazenamento, aquisição ou posse de qualquer dispositivo explosivo nuclear, seja qual for o Estado.

Artigo 4

Interdição de Estacionamento de Dispositivos Explosivos Nucleares

1. Cada Parte compromete-se a proibir, no seu território, o estacionamento de qualquer dispositivo explosivo nuclear.

2. Sem prejuízo dos fins e objetivos do Tratado, cada Parte é livre de, no exercício dos seus direitos soberanos, para decidir, por si própria, autorizar ou não, a entrada de navios e aeronaves estrangeiros nos seus portos e aeroportos, o sobrevoo do seu espaço aéreo por aeronaves estrangeiras e a navegação de navios estrangeiros nos seus mares territoriais ou águas de seu arquipélago, nos casos não cobertos pelo direito de passagem inofensiva, de passagem por um arquipélago ou de trânsito por um estreito.

Artigo 5

Interdição de Testes de Dispositivos Explosivos Nucleares

Cada Parte compromete-se a:

- a) Não proceder a testes de dispositivos explosivos nucleares;
- b) Proibir testes, no seu território, de dispositivos nucleares;
- c) Abster-se de qualquer ato visando ajudar ou encorajar o teste de qualquer dispositivo explosivo nuclear por qualquer Estado, de onde quer que seja.

Artigo 6

Declaração, Desmontagem, Destruição ou Conversão de Dispositivos Explosivos Nucleares e de Instalações

Permitindo a sua Fabricação

Cada Parte compromete-se a:

- a) Declarar se possui qualquer meio para a fabricação de dispositivos explosivos nucleares;
- b) Desmontar e destruir qualquer dispositivo explosivo nuclear fabricado antes da entrada em vigor do presente Tratado;
- c) Destruir as instalações para fabricação de dispositivos explosivos nucleares, ou, se possível, transformá-las para a sua utilização com fins pacíficos;
- d) Autorizar a Agência Internacional de Energia Atômica e a Comissão criada pelo Artigo 12 a inspecionarem os processos de desmontagem e destruição ou conversão das instalações que permitem a produção dos mesmos.

Artigo 7

Interdição de Transbordo de Lixos Radioativos

Cada Parte compromete-se a:

- a) Implementar, afetivamente, as disposições da Convenção de Bamako sobre a interdição de importar lixos perigosos na África, e o controle do seu movimento transfronteiriço na medida em que elas se aplicam aos lixos radioativos ou guiar-se por essas disposições, e aplicar medidas equivalentes às que figuram na dita Convenção
- b) Abster-se de qualquer ato usando ajudar ou encorajar o transbordo de lixos radioativos e outras matérias radioativas onde quer que seja, no Interior da zona livre de armas nucleares na África.

Artigo 8

Atividades Nucleares Pacíficas

1.. Nenhuma disposição do presente Tratado será interpretada como proibindo a utilização da ciência e tecnologia nucleares, para fins pacíficos.

2. No quadro dos esforços envidados para reforçar a sua segurança, a sua estabilidade e seu desenvolvimento, as Partes comprometem-se a promover individualmente e em conjunto, a utilização da energia nuclear para criar e reforçar os mecanismos de cooperação a nível bilateral, sub-regional e regional.

3. Exortam-se às Partes a recorrerem ao programa de assistência, oferecido pela AIEA e, neste contexto, reforçarem a cooperação no âmbito do Acordo Regional de Cooperação para a África, sobre o treinamento desenvolvimento e a formação no domínio da ciência e da tecnologia nucleares (a seguir denominado AFRA

Artigo 9

Inspeção da Energia Nuclear para Fins Pacíficos

Cada Parte compromete-se a:

- a) Desenvolver quaisquer atividades de utilização pacífica da energia nuclear, respeitando medidas rigorosas de não-proliferação par forma a garantir a utilização das substâncias exclusivamente para fins pacíficos;
- b) Concluir com a AIEA um acordo de garantias de grande alcance com vista à verificação do respeito pelos compromissos visados na alínea “a” do presente Artigo.
- c) Não fornecer matérias brutas ou produtos especiais de fissão ou equipamento e material especialmente concebido e preparado para tratar, utilizar ou fabricar produtos especiais de fissão para fins pacíficos, a qualquer Estado não dotado de armas nucleares, se não for em conformidade com um acordo de garantias de grande alcance, concluído com a AIEA.

Artigo 10

Proteção Física das Substâncias e Instalações Nucleares

Cada uma das Partes compromete-se a respeitar as mais estritas normas de segurança e de proteção física efetiva das substancias, utilização e manipulação não autorizadas. Neste sentido, cada Parte, compromete-se a aplicar as medidas de proteção física que assegure uma proteção equivalente à prevista na Convenção sobre proteção física das substâncias nucleares, incluindo as diretrizes relativas às transferências internacionais (proteção de substâncias) elaboradas para este efeito pela AIEA.



Artigo 11

Interdição de Ataques Agnados Contra Instalações Nucleares

Cada uma das Partes compromete-se a não adotar, facilitar ou encorajar nenhuma

medida, tendo por objetivo um ataque armado, mediante meios clássicos ou outros, contra instalações nucleares situadas no interior da zona Isenta de armas nucleares na Africa.

Artigo 12

Mecanismos de Controle dos Compromissos

1. Com vista a assegurar o respeito pelos compromissos assumidos no presente Tratado, as Partes acordam criar a Comissão Africana de Energia Nuclear (a seguir denominada a Comissão), conforme as modalidades especificadas no anexo III.

2. A Comissão será, nomeadamente, encarregada de:

- a) Conferir os relatórios e as trocas de informação, previstas no artigo 13;
- b) Organizar as consultas previstas no anexo IV, e convocar conferências das Partes, se a maioria simples das mesmas estiver de acordo sobre qualquer questão provocada pela aplicação do Tratado;
- c) Revisar a aplicação das garantias da AIEA, a atividades nucleares pacíficas, como previsto no anexo II;
- d) Iniciar o processo da queixa definido no anexo IV;
- e) Encorajar os programas regionais da cooperação na utilização pacífica da ciência e da tecnologia nucleares;
- f) promover a cooperação internacional com os Estados exteriores à zona para a utilização pacífica da ciência e da tecnologia nucleares.

3. A Comissão reunir-se-á em sessão ordinária, uma vez por ano, e poderá reunir-se em sessão extraordinária as vezes exigidas pelo processo de queixa e de resolução das disputas previstas no Anexo IV.

Artigo 13

Relatórios e Trocas de Informação

1. Cada Parte apresentará à Comissão um relatório anual, sobre as suas atividades nucleares e sobre qualquer outro assunto relativo ao Tratado nos moldes definidos pela

Comissão.

2. Cada Parte informará imediatamente à Comissão qualquer acontecimento importante que diga respeito aplicação do Tratado;

3. A Comissão solicitará à AIEA um relatório anual sobre as atividades do AFRA.

Artigo 14

Conferência das Partes

O Depositário convocará uma Conferência das Partes, logo que possível, após a entrada em vigor do Tratado, a fim de, nomeadamente, eleger os membros da Comissão e escolher a sua Sede. Seguidamente, as Conferências das Partes realizar-se-ão consoante a necessidade, mas pelo menos a cada dois anos e nos casos previstos no parágrafo 2 b) do Artigo 12.

Artigo 15

Interpretação do Tratado

Qualquer solução resultante da interpretação do Tratado será regularizada através de negociações por recurso a ou de qualquer outro processo acordado pelas Partes. Inclusive o recurso a um Tribunal arbitral ou ao Tribunal Internacional de Justiça.

Artigo 16

Reservas

Não poderão ser formuladas reservas ao presente Tratado.

Artigo 17

Duração

O presente Tratado tem duração ilimitada e permanecerá em vigor por tempo indeterminado

Artigo 18

Assinatura, ratificação e Entrada em Vigor

1. O presente Tratado está aberto á assinatura de qualquer Estado da Zona isenta de Amas Nucleares em Africa. O mesmo está sujeito à ratificação.

2. O presente Tratado entra em vigor na data do depósito do vigésimo-oitavo instrumento de ratificação.

3. Para um signatário que ratifique o presente Tratado, após a data de depósito do Vigésimo-Oitavo Instrumento de Ratificação, o Tratado entrará em vigor para este signatário na data do depósito do seu instrumento de ratificação.

Artigo 19

Emendas

1. Qualquer emenda ao Tratado proposta por uma das Partes deve ser apresentada à Comissão que informará a todas as Partes.

2. Qualquer decisão, a adoção de uma emenda, será tomada por uma maioria de dois terços das Partes, ou por comunicação escrita para a Comissão ou por conferência das Partes reunidas por maioria simples.

3. Qualquer emenda assim adotada entrará em vigor para todas as Partes, logo que o

Depositário receber o instrumento de ratificação da maioria das Partes.

Artigo 20

Retirada

1. Cada uma das Partes, no exercício da sua soberania nacional, tem o direito de se retirar se decidir que acontecimentos extraordinários relacionados com o conteúdo do Tratado comprometam os seus interesses supremos.

2. A retirada efetuar-se-á endereçando ao Depositário uma notificação que compreenderá uma exposição dos acontecimentos extraordinários, que o Estado Parte considera ter comprometido os seus interesses supremos. O Depositário comunicará esta notificação a todas as outras Partes com 12 meses de antecedência.

Artigo 21

Funções do Depositário

1. O presente Tratado, cujos textos em inglês, árabe, francês e português fazem igualmente fé, será depositado junto ao Secretário Geral da Organização da Unidade Africana, que será designado como Depositário do Tratado.



2. O Depositário deverá:

- a) receber os instrumentos de ratificação;
- b) registrar o presente Tratado e os seus Protocolos, conforme o Artigo 102 da Carta da Organização das Nações Unidas;
- c) endereçar uma cópia certificada do Tratado e dos seus Protocolos a todos os Estados da Zona Livre de Armas Nucleares na Africa, bem como a todos os Estados capacitados a tornarem se Partes dos Protocolos do Tratado, e Informá-los acerca da situação relativa às assinaturas e ratificações de Tratado e dos seus Protocolos:

Artigo 22

Estatuto dos Anexos

Os anexos são parte integrante do presente Tratado.

Qualquer referência ao presente Tratado aplica-se Igualmente aos Anexos.

EM FÉ DO QUE, os abaixo assinados, devidamente autorizados para efeito, pelos seus respetivos governos, assinaram o presente Tratado.

ANEXO I

ANEXO I - AFRICA, ZONA LIVRE DE ARMAS NUCLEARES



APARECE SIN PERJUCIO o ASUNTO DE SOVERANIA

Palace Council and
 March 1995

ANEXO II

**GARANTIAS DA AGENCIA INTERNACIONAL
ENERGIA ATOMICA**

1. As garantias mencionadas na alínea b) do Artigo 9, serão aplicadas pelo Agência Internacional de Energia Atômica, a cada Estado Parte, tal como estipulado num acordo negociado e concluído com a Agência Internacional de Energia Atômica (AIEA), sobre quaisquer substâncias brutas ou substâncias especiais de fissão, em quaisquer atividades nucleares exercidas no território desse Estado sob a sua jurisdição, ou realizadas sob o seu controle, seja em que lugar for.

2. O acordo visado no supracitado parágrafo 1, deve estar em conformidade com o exigido no concernente ao Tratado sobre a Não- Proliferação de Armas Nucleares (INFCIRC- 153, corrigido) ou equivalente, quanto ao seu alcance e efeitos. Considera-se que qualquer Parte que tenha concluído um acordo de garantias com a AIEA, satisfaz esta exigência. Cada uma das Partes tomará todas as medidas necessárias para que um tal acordo esteja efetivamente em vigor, no que lhe diz respeito, no máximo, dezoito meses após a data da entrada em vigor do presente Tratado, para este Estado.

3. Para o efeito do presente Tratados as garantias mencionadas no parágrafo I do presente Anexo, terão por objetivo verificar que as substancias nucleares não são desviadas de atividades nucleares pacíficas, para a fabricação de dispositivos nucleares ou para fins desconhecidos.

4. Conforme o Artigo 13, cada uma das Partes Incluirá no seu relatório anual, apresentado Comissão para informação e análise, um exemplar das conclusões gerais do relatório mais recente da AIEA, sobre as suas atividades de inspeção no território da Parte interessada, e avisará imediatamente á Comissão sobre qualquer modificação dessas conclusões. As informações comunicadas por uma Parte Contratante, não serão reveladas nem comunicadas, na sua totalidade, ou em parte, a terceiros pelos destinatários dos relatórios, expeto se essa Parte o consentir expressamente.

ANEXO III

Comissão Africana de Energia Nuclear

1. A Comissão criada no Artigo 12 contará com 12 membros eleitos pelas Partes ao

Tratado, para um periodo de tres anos, tendo em conta uma repartição geográfica equitativa e de representatividades dos membros com programas nucleares avançados. Cada membro propõe um candidato escolhido em função da sua competência, em relação ao objeto Tratado.

2. A Mesa da Presidência da Comissão é composta pelo Presidentes Vice-Presidente, e Secretário Executivo. A Comissão elege o seu Presidente o seu Vice-Presidente. O Secretario Executivo da Comissão é designado pelo Secretário Geral da Organização da Unidade Africana, a pedido das Partes e em consulta com o Presidente. Na primeira reunião, o quórum é atingido com os representantes de dois terços dos membros da Comissão. Durante a primeira reunião será necessário um quórum constituído por dois terços dos membros da Comissão. A Comissão toma as suas decisões por ocasião dessa reunião, por consenso, na medida do possível, ou com uma maioria de dois terços dos membros da Comissão. Ela adota, nessa reunião, o seu regulamento interno.

3. A Comissão define as modalidades segundo as quais os relatórios dos Estados lhe são apresentados, como previsto nos artigos 12 e 13.

4. a) O orçamento da Comissão, incluindo o custo das inspeções previstas no Anexo IV do presente Tratado, estão a cargo das Partes ao Tratado, em conformidade com uma tabela de contribuições determinada pelas Partes;

b) além disso, a Comissão está autorizada a aceitar fundos suplementários provenientes de outras fontes, sob reserva dessas contribuições estarem conforme os fins e objetivos do Tratado.

ANEXO IV

**Processo Referente a Queixas
e Resolução de Diferendos**

1. Qualquer Parte que considere ter motivos para apresentar queixa, devido ao desrespeito à obrigações que lhe cabem, de uma outra Parte ou de uma Parte ao Protocolo III, em virtude do presente Tratado, deverá levar a questão, objeto de queixa, à consideração dessa outra Parte, e dar-lhe 30 dias de prazo para ela apresentar uma explicação e resolver a questão. Este processo poderá incluir inspeções técnicas acordadas entre as Partes.

2. Se a questão não for resolvida, a Parte queixosa poderá levar o caso à Comissão.

3. Tendo em conta o que terá sido feito em conformidade com o supracitado parágrafo 1, a Comissão concederá quarenta dias de prazo à Parte objeto da queixa, para fornecer explicações.

4. Se, depois de analisar a explicação fornecida pelos representantes da Parte objeto de queixa, a Comissão decidir que a queixa está suficientemente fundamentada para justificar uma inspeção ao território desta parte o território de uma parte de Protocolo III, a Comissão pode requisitar a Agência Internacional de Energia Atômica para conduzir tal inspeção o mais breve possível. A Comissão pode, também, designar seus representantes para acompanharem a equipe de inspeção da Agência.

a) O pedido indicará o objetivo desta inspeção, assim como qualquer exigência urgente ao seu caráter confidencial;

b) Se a parte queixosa concordar, a equipe de Inspeção será acompanhada por seu representante desde que os inspetores não sejam impedidos do exercício de suas funções;

c) Cada Parte permitirá que a equipe de inspeção tenha acesso plena e livremente a todas as fontes de informação em todos os locais de território que serão relevantes e os inspetores considerem necessário ter acesso, para efetuarem inspeção;

d) A parte objeto da queixa tomará todas as medidas necessárias, para facilitar o trabalho da equipe de inspeção e concederá aos inspetores os mesmos privilégios e imunidades que os enunciados na disposições pertinentes do Acordo sobre os Privilégios e as Imunidades da Agência Internacional de Energia Atômica;

e) A AIEA apresentará um relatório por escrito á Comissão, o mais urgentemente possível, expondo as suas atividades, indicando os fatos constatados e as informações que ela pode verificar, acompanhado de elementos de prova e de documentos de apoio e formulando as suas conclusões. A Comissão endereçará a todos os Estados Partes ao Tratado, um relatório completo, com a sua decisão sobre o ponto, a fim de saber se a Parte objeto de queixa cumpriu ou não as obrigações decorrentes do presente Tratado;



- f) Se a Comissão considerar que a Parte objeto de queixa não tiver cumprido com as suas obrigações decorrentes do presente Tratado ou que as disposições precedentes não foram respeitadas, os Estados-Parte reunir-se-ão em sessão extraordinária, para debaterem a questão;
- g) Os Estados parte reunidos em sessão extraordinária podem se for necessário, fazer recomendações à Parte culpada de não ter cumprido as suas obrigações, bem como à Organização da Unidade Africana. Esta última, se for necessário, poderá submeter a questão ao Conselho de Segurança da Organização das Nações Unidas,
- h) As despesas feitas com o processo exposto anteriormente, estão a cargo da Comissão. Em caso de abuso, a Comissão decidirá sobre a viabilidade de fazer o Estado-Parte requerente arcar com as consequências financeiras.

5. A Comissão pode igualmente instituir os seus próprios mecanismos de Inspeção.

PROCOLO 1

As Partes do presente Protocolo

Convencidas da necessidade de fazerem o possível para atingir o último objetivo, a saber, um mundo completamente livre de armas nucleares, assim como da obrigação de todos os Estados contribuírem para se alcançar esse objetivo;

Convencidas, igualmente, de que o Tratado sobre uma Zona Livre de Armas Nucleares na África, negociado e assinado em conformidade com a Declaração de 1964, sobre a Desnuclearização da África (AHG-Res. 11(1), as resoluções CM-Res. 1342 (LIV) de 1991 e CM-Res. 1395 (LVI) Rev. 1 de 1992, do Conselho de Ministros da Organização da Unidade Africana e a Resolução 48-86, da Assembleia Geral das Nações Unidas, de 16 de dezembro de 1993, constituirá medida importante para a não-proliferação das armas nucleares para promover a cooperação no domínio da utilização pacífica da energia nuclear, para promover o desarmamento geral e completo, e para reforçar a paz e a segurança regionais e internacionais,

Desejando contribuir da melhor forma possível para a eficácia do Tratado,

ACORDAM NO QUE SE SEGUE:

Artigo 1

Cada Parte do Protocolo compromete-se a não utilizar ou ameaçar utilizar um dispositivo explosivo nuclear contra:

- a) as Parte do Tratado, ou
- b) qualquer território situado no interior da zona livre de armas nucleares na África, tal como definido no Anexo I, sob responsabilidade á nível internacional, de um Estado que se tornou Parte ao Protocolo III.

Artigo 2

Cada Parte do Protocolo compromete-se a não contribuir em nenhum ato, que constitua uma violação do Tratado ou do presente Protocolo.

Artigo 3

Cada Parte do Protocolo compromete-se, através de uma notificação escrita endereçada ao Depositário, a indicar se aceita ou não qualquer alteração da sua obrigação, decorrente do presente Protocolo, que levaria a entrada em vigor de uma emenda ao Tratado, em conformidade com o artigo 19 do mesmo.

Artigo 4

O presente Protocolo está aberto á assinatura da China, França, da Federação Russa, do

Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte e dos Estados Unidos.

Artigo 5

O presente Protocolo está sujeito a ratificação.

Artigo 6

O presente Protocolo tem um caráter permanente e permanecerá em vigor indefinidamente, ficando explicito que cada Parte no exercício da sua soberania nacional, tem o direito de retirar-se se decidir que acontecimentos extraordinários relativos á questão tratada neste Protocolo comprometeram os seus Interesses supremos. Ela notificará a sua intenção de retirar-se ao Depositário com um aviso prévio de doze meses, fazendo uma exposição dos acontecimentos extraordinários que comprometeram os seus interesses supremos.

Artigo 7

O presente Protocolo entrará em vigor em relação a cada Estado, na data do depósito do seu instrumento de ratificação, junto do Depositário, ou na data da entrada em vigor do Tratado se ela for posterior.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para o efeito pelos seus respetivos governos, assinaram o presente Protocolo.

PROCOLO II

As Partes do presente Protocolo

Convencidas da necessidade de fazerem os possíveis para atingir o último objetivo, a saber, um mundo completamente livre de armas nucleares assim como a obrigação de todos os Estados, de contribuírem para se alcançar este objetivo;

Convencidas, igualmente, de que o Tratado sobre uma Zona Livre de Armas Nucleares em Africa, negociado e assinado em conformidade com a Declaração de 1964 sobre a Desnuclearização da Africa (AHG-Res. 11 (1), de 1964, resoluções CM/Res.1342(LIV) de 1991 e CM/Res.1395(LVI)-Ver.1 de 1992 do Conselho de Ministros da Organização da Unidade Africana e a Resolução 48-86, da Assembleia Geral das Nações Unidas de 16 de Dezembro de 1993, contribuirá notavelmente para não-proliferação das armas nucleares, para promover a cooperação no domínio da utilização pacífica da energia nuclear para promover o desarmamento geral e completo e reforçar a paz e a segurança regionais e internacionais,

Desejando contribuir da melhor forma possível para a eficácia do Tratado;

Tendo em mente o objetivo de concluir um Tratado sobre a interdição completa de ensaios nucleares,

ACORDAM NO OUE SE SEGUE:

Artigo 1

Cada Parte do Protocolo compromete-se a não proceder a testes de nenhum dispositivo explosivo nuclear, em qualquer lugar da zona livre de armas nucleares em África e a não ajudar nem encorajar tais testes.

Artigo 2

Cada Parte do Protocolo compromete-se a não contundir para qualquer ato que constitua uma violação do Tratado ou do presente Protocolo.



2787000 012126

Artigo 3

Cada Parte do Protocolo compromete-se, através de uma notificação escrita endereçada ao Depositário, a indicar se aceita ou não qualquer alteração da sua obrigação, decorrente do presente Protocolo, originando a entrada em vigor de uma emenda ao Tratado, em conformidade com o Artigo 19 do mesmo.

Artigo 4

O presente Protocolo está aberto á assinatura da China, dos Estados Unidos da América, da Federação Russa, da França e do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.

Artigo 5

O presente Protocolo está sujeito à ratificação.

Artigo 6

O presente Protocolo tem um carácter permanente e permanecerá em vigor indefinidamente, ficando explícito que cada Parte no exercício da sua soberania nacional tem o direito de retirar-se, se, por acaso, decidir que acontecimentos extraordinários, relativos questão tratada neste Protocolo, comprometeram os seus interesses supremos. Ela notificará a sua retirada ao Depositário com um aviso prévio de doze meses, fazendo uma exposição dos acontecimentos extraordinários que comprometeram os seus Interesses supremos.

Artigo 7

O presente Protocolo entrará em vigor, em relação a cada Estado, na data do depósito do seu instrumento de ratificação, junto do Depositário, ou na data da entrada em vigor do Tratado se ela for posterior.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para o efeito pelos seus respetivos governos, assinaram o presente Protocolo.

POTOCOLO III

As Partes do Presente Protocolo

Convencidas da necessidade de fazerem os possíveis para atingir a último objetivo, a saber, um mundo completamente livre de armas nucleares assim como a obrigação de todos os Estados, de contribuírem para se alcançar esse objetivo.

Convencidas, igualmente, de que o Tratado sobre uma Zona Livre de Armas Nucleares em Africa, negociado e assinado em conformidade com a Declaração de 1964 sobre a Desnuclearização da Africa (AHG-Res. 11 (1), de 1964, resoluções CM/Res.1342(LIV) de 1991 e CM/Res.1395(LVI)-Ver.1 de 1992 do Conselho de Ministros da Organização da Unidade Africana e a Resolução 48-86, da Assembleia Geral das Nações Unidas de 16 de Dezembro de 1993, contribuirá notavelmente para não-proliferação das armas nucleares, para promover a cooperação no domínio da utilização pacífica da energia nuclear para promover o desarmamento geral e completo e reforçar a paz e a segurança regionais e internacionais,

Desejando contribuir da melhor forma possível para a eficácia do Tratado;

ACORDAM NO QUE SE SEGUE:

Artigo 1

Cada Parte do Protocolo compromete-se a aplicar em relação aos territórios de que ela é, de jure e de facto internacionalmente responsável, situados no interior da zona livre de armas nucleares em África, as disposições dos Artigos 3,4,5,6, 7, 8, 9, e 10 do Tratado e a assegurar a aplicação das garantias visadas no Anexo II do Tratado.

Artigo 2

Cada Parte do Protocolo compromete-se a não contribuir para qualquer ato que constituía uma violação do Tratado ou do presente Protocolo.

Artigo 3

Cada Parte do Protocolo compromete-se, através de uma notificação escrita endereçada ao Depositário, a indicar se aceita ou não qualquer alteração da sua obrigação, decorrente do presente Protocolo, originada pela entrada em vigor de uma emenda ao Tratado, em conformidade com o artigo 19 do mesmo.

Artigo 4

O presente Protocolo está aberto à assinatura da França e Espanha

Artigo 5

O presente Protocolo está sujeito à ratificação.

Artigo 6

O presente Protocolo tem um carater permanente e permanecerá em vigor indefinidamente, ficando explícito que cada Parte no exercício da sua soberania nacional, tem o direito de retirar-se, se por acaso, decidir que acontecimentos extraordinários relativos à questão tratada neste Protocolo comprometeram os seus interesses supremos. Ela notificará a sua intenção retirar-se ao Depositário com um aviso prévio de doze meses, fazendo uma exposição dos acontecimentos extraordinários que comprometeram os seus interesses supremos.

Artigo 7

O presente Protocolo entrará em vigor, em relação a cada Estado, na data do depósito do seu Instrumento de ratificação, junto do Depositário, ou na data da entrada em vigor do Tratado se este for posterior.

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para efeito pelos seus respetivos governos, assinaram o presente Protocolo.

O Presidente da Assembleia Nacional, *Jorge Pedro Maurício dos Santos*.

—oço—

CHEFIA DO GOVERNO

Secretaria Geral do Governo

Retificação nº 51/2019

Por ter sido publicado de forma inexata no *Boletim Oficial* nº 41, I Série, de 10 de abril de 2019 a Decreto-regulamentar nº 4/2019 que procede à primeira alteração ao Estatuto do Instituto Nacional de Gestão do Território (INGT), aprovado pelo Decreto-Regulamentar nº 22/2014, de 29 de abril, segue a retificação na parte que nos interessa:

Onde se lê:

“Decreto-regulamentar nº 4/2018”

Deve-se ler:

“Decreto-regulamentar nº 4/2019”

Secretaria Geral do Governo, na Praia, aos 10 de maio de 2019. — A secretária-Geral, *Erodina Gonçalves Monteiro*



2787000 012126

Retificação nº 52/2019

Por ter sido publicado de forma inexata no *Boletim Oficial* nº 43, I Série, de 15 de abril de 2019 a Portaria nº 13/2019 que regular o disposto no número 1, do artigo 8º do Decreto-Lei nº 26/2010, de 2 de agosto, segue a retificação na parte que nos interessa:

Onde se lê:

“Portaria nº 13/2019”

Deve-se ler:

“Portaria nº 15/2019”

Secretaria Geral do Governo, 14 de maio de 2019. — A secretária-Geral do Governo, *Erodina Gonçalves Monteiro*

—o—

**MINISTÉRIO DAS INFRAESTRUTURAS,
DO ORDENAMENTO DO TERRITÓRIO
E HABITAÇÃO**

Gabinete da Ministra

Portaria nº 16/2019

de 15 de maio

Nota Justificativa

A modelação das relações de trabalho no Instituto Nacional de Gestão do Território, abreviadamente INGT, enquanto instituto público vem sendo feita, desde 1999 por força da Lei nº 96/V/99, de 22 de Março, com base na legislação laboral.

A Lei nº 42/VII/2009, de 27 de Julho que define as bases do regime da Função Pública veio alterar a doutrina tradicional ao estabelecer a sujeição do instituto público, cujo pessoal se rege por direito público, ao regime da Função Pública.

O nº 1 do artigo 34º da Lei nº 92/VIII/2015, de 13 de Julho que define o regime jurídico geral dos institutos públicos, segue idêntica doutrina.

Nos termos do nº 2 do artigo referido, o pessoal dos institutos públicos estabelece uma relação jurídica de emprego em conformidade com o Plano de Cargos, Carreiras e Salários do respetivo instituto

O Plano de Cargos, Carreiras e Salários, doutrinariamente estabelece os princípios gerais, regras e critérios de organização, estruturação e desenvolvimento profissional dos trabalhadores, não abarcando matérias conexas à prestação de trabalho.

Ao abrigo e, nos termos do nº 2 do artigo 36º do Estatuto do Instituto Nacional de Gestão do Território, alterado pelo Decreto-Regulamentar nº 4/ 2019 de 10 de Abril, o respetivo pessoal rege-se pelo disposto em estatuto de pessoal, incluindo o Plano de Cargos, Carreiras e Salários.

Convindo dotar o Instituto Nacional de Gestão do Território de um Plano de Cargos, Carreiras e Salários.

Foram ouvidos o Ministério das Finanças através da Direção Nacional do Orçamento e Contabilidade Pública (DNOCP) e da Direção Nacional da Administração Pública (DNAP) e o Sindicato da Indústria, Serviços, Comércio, Agricultura e Pesca (SISCAP).

Assim,

Ao abrigo e nos termos da alínea j) do artigo 15º, da alínea c) do nº 2 do artigo 39º do Estatuto do INGT, alterado pelo Decreto-Regulamentar nº 4/ 2019 de 10 de Abril, e da alínea c) do nº 2º do artigo 44º da Lei nº 92/VIII/ 2015, de 13 de Julho, que estabelece o regime jurídico dos Institutos Públicos;

No uso da faculdade conferida pela alínea b) do artigo 205º e, pelo nº 3 do artigo 264º da Constituição;

Manda o Governo, pela Ministra das Infra-estruturas, do Ordenamento do Território e Habitação, o seguinte:

Artigo 1.º

Aprovação

É aprovado o Plano de Cargos, Carreiras e Salários do INGT que consta do Anexo I à presente Portaria, e que dela faz parte integrante.

Artigo 2.º

Relação jurídica de emprego

O pessoal do INGT, estabelece uma relação jurídica de emprego com o respetivo Instituto através do Plano de Cargos, Carreiras e Salários.

Artigo 3.º

Remuneração na transição

1. A remuneração a considerar para efeitos de enquadramento do pessoal técnico, consta do anexo II à presente Portaria, e que dela faz parte integrante.

2. A remuneração dos trabalhadores, que nos termos da presente Portaria, transitam para os cargos de Pessoal Assistente Técnico e de Pessoal de Apoio Operacional, consta do anexo III à presente Portaria, e que dela faz parte integrante.

3. A remuneração do pessoal que, na transição, vier a ser enquadrado num cargo, cuja remuneração base for inferior ao que auferia antes da entrada em vigor da presente portaria, é congelada, prosseguindo a normal evolução na carreira até atingir o cargo com o correspondente valor remuneratório congelado.

Artigo 4.º

Transição e enquadramento

1. Para efeitos de transição e enquadramento é relevante, o tempo de serviço anteriormente prestado na Direção-Geral de Ordenamento do Território e do Desenvolvimento Urbano (DGOTDU), na Unidade de Coordenação da Política Nacional de Habitação (UCPNH) e na Unidade de Coordenação do Cadastro Predial (UCCP), pelos trabalhadores do INGT, em efetividade de funções à data da publicação do Decreto Regulamentar nº 22/2014, de 29 de Abril, que aprova o Estatuto do INGT, alterado pelo Decreto-Regulamentar nº 4/ 2019 de 10 de Abril.

2. A transição e enquadramento são efetuados de acordo com a situação atual do trabalhador, levando em conta o tempo de serviço para o caso do Pessoal Técnico, habilitações literárias e experiência profissional para o pessoal Assistente Técnico e Apoio Operacional.

3. O tempo de serviço prestado, para o efeito do número anterior, é contabilizado até a entrada em vigor da presente Portaria.



2 787000 012126

Artigo 5.º

Processo de transição

1. As transições referidas nos artigos anteriores efetuam-se automaticamente, mediante lista nominativa publicada em anexo IV à presente Portaria, e que dela faz dela parte integrante não carecendo do Visto do Tribunal de Contas, de posse ou demais formalidades.

2. O INGT deve submeter à Direção Nacional da Administração Pública, num prazo máximo de 10 (dez) dias úteis após a entrada em vigor da presente Portaria, a respetiva lista nominativa com o correspondente enquadramento.

3. Validada a lista nominativa referida no número 2, a Direção Nacional da Administração Pública remete-a ao INGT para afixação em locais visíveis, com vista a eventual reclamação no prazo de 15 (quinze) dias úteis, com conhecimento dos sindicatos representativos dos respetivos trabalhadores.

4. Findo o prazo referido no número anterior, o INGT em concertação com a Direção Nacional da Administração Pública procede as alterações que se revelarem necessárias, a qual procede a publicação da lista final no mais curto prazo possível.

Artigo 6.º

Pessoal em situação de licença sem retribuição

1. O pessoal que à data da entrada em vigor da presente Portaria esteja em situação de licença sem retribuição é enquadrado mediante deliberação do Conselho Diretivo do INGT.

2. Para efeito de desenvolvimento na carreira, o pessoal que à data da entrada em vigor da presente Portaria esteja em situação de licença sem retribuição, o tempo de serviço recomeça a contar a partir da data do seu regresso ao serviço.

Artigo 7.º

Produção de efeitos

As tabelas salariais constantes dos anexos referidos no artigo 3.º, produzem efeitos após a entrada em vigor da presente Portaria.

Artigo 8.º

Atualização salarial

O INGT pode atualizar a remuneração do seu pessoal, desde que a conjuntura económica o permita e, haja disponibilidade financeira e orçamental, sem recurso ao acréscimo de transferência do orçamento do Estado.

Artigo 9.º

Entrada em vigor

A presente Portaria entra em vigor no dia seguinte a data da sua publicação.

Gabinete da Ministra das Infra-Estruturas, do Ordenamento do Território e Habitação na Praia, aos 9 de maio de 2019. — A Ministra, *Eunice Andrade da Silva Spencer Lopes*

ANEXO I

(a que se refere o artigo 1.º)

Plano de Cargos, Carreiras e Salários

CAPÍTULO I

Disposições gerais

Artigo 1.º

Objeto

O presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários define os princípios gerais, as regras e os critérios de organização, estruturação e desenvolvimento profissional do pessoal do INGT.

Artigo 2.º

Âmbito de aplicação

Salvo disposição legal em contrário, o presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários aplica-se a todos os trabalhadores recrutados pelo INGT, independentemente das funções que exercem e do cargo que ocupam.

Artigo 3.º

Definições

Para efeitos da presente Portaria, entende-se por:

- a) Avaliação de desempenho: conjunto de procedimentos orientados para apreciar e orientar o desempenho, as competências, o potencial e a motivação dos trabalhadores;
- b) Carreira: conjunto de cargos profissionais com a mesma natureza funcional, e hierarquizadas segundo o grau de responsabilidade e complexidade a elas inerentes;
- c) Cargos profissionais: conjunto de atividades ou tarefas técnicas e administrativas que constituem cada posição contratual e salarial de um posto de trabalho;
- d) Cargo: conjunto de funções e responsabilidade cometidas a determinado trabalhador;
- e) Concurso externo: concurso aberto a todos os cidadãos, estejam ou não vinculados ao INGT;
- f) Concurso interno: concurso aberto aos trabalhadores do INGT;
- g) Deslocação em serviço: decorre da realização temporária de serviço fora do local habitual de trabalho;
- h) Falta: ausência do trabalhador durante o período normal de trabalho a que está obrigado;
- i) Função: conjunto de tarefas integradas em cargos, inseridos em unidades orgânicas diferenciadas, com características semelhantes em relação a aptidões, exigências e responsabilidades inerentes à concretização das referidas tarefas, ainda que variem os meios e algumas condições gerais, ambientais ou de organização;
- j) Grupo profissional: conjunto de cargos profissionais que requerem habilitações, conhecimentos ou aptidões de nível equivalente;
- k) Horário de trabalho: determinação das horas de início e do termo do período normal de trabalho diário ou dos respetivos limites, bem como dos intervalos de descanso;



2 787000 012126

- l) **Infração disciplinar:** todo o facto voluntário, doloso ou culposo, que consista em ação ou omissão, praticado pelo trabalhador com violação dos deveres decorrentes das relações de trabalho e das normas que as regem;
- m) **Local habitual de trabalho:** instalação ou conjunto de instalações do INGT onde o trabalhador exerce funções com carácter de predominância ou regularidade e de acordo com os termos constantes do respetivo contrato de trabalho;
- n) **Mudança do local de trabalho:** modificação, com carácter definitivo, do local de trabalho;
- o) **Nível:** cada uma das posições remuneratórias criadas no âmbito de cada cargo;
- p) **Permuta:** troca de posto de trabalho efetuada entre dois trabalhadores que desempenhem funções da mesma categoria profissional;
- q) **Prémio de desempenho:** prestação pecuniária especial concedida além do vencimento em função da consistência ao nível de um desempenho de excelência;
- r) **Promoção:** mudança das condições contratuais do trabalhador de um cargo e nível para outra imediatamente superior, dentro dos parâmetros definidos para a carreira;
- s) **Qualificação profissional:** conjunto de requisitos exigíveis para o ingresso e desenvolvimento profissional do trabalhador.
- t) **Reclassificação:** atribuição de cargo ou nível dentro de um mesmo grupo profissional, diferente daquele que o trabalhador é titular, reunidos que estejam os requisitos exigidos para o novo cargo, designadamente habilitações literárias e qualificações profissionais adequadas à categoria e aos interesses substantivos e pré-determinados pelo INGT;
- u) **Recrutamento:** processo que decorre entre a decisão de preencher um cargo vago e o apuramento dos candidatos que preenchem o perfil da função e reúnem condições para ingressar
- v) **Reconversão:** atribuição de cargos ou níveis diferentes daqueles que o trabalhador é titular, sendo a falta de habilitações literárias ou qualificação profissional supridas pela aprovação em concurso ou cursos de formação profissional;
- w) **Remuneração base do pessoal do INGT:** montante pecuniário certo e permanente, devido pelo exercício de funções ao abrigo das relações jurídicas de trabalho, correspondente ao nível remuneratório do cargo de que é titular ou do cargo exercido em comissão de serviço; e
- x) **Seleção:** processo de decisão pelo qual se procura escolher de entre um leque de candidatos a pessoa mais indicada para o desempenho de determinada função dentro do INGT.

Artigo 4.º

Regime

1. O regime jurídico do pessoal do INGT é definido pelas normas constantes da presente Portaria, pelo regime geral dos Institutos Públicos, pelos regulamentos e normas complementares adotados pelos órgãos competentes do INGT e, pode-se adotar o regime do contrato individual de trabalho.

2. Nos casos omissos, aplicam-se as disposições constantes do Código Laboral Cabo-verdiano ou da legislação laboral avulsa em vigor.

Artigo 5.º

Legislação subsidiária

Aplica-se subsidiariamente, ao pessoal do INGT o correspondente regime jurídico da Administração Pública, em tudo que não estiver especialmente regulado na presente Portaria.

Artigo 6.º

Vontade contratual

1. A vontade contratual dos trabalhadores do INGT dá-se mediante a adesão expressa ou tácita ao presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários.

2. As disposições do presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários aplicam-se com as devidas adaptações aos trabalhadores contratados a termo.

3. A celebração do contrato de trabalho e o início a qualquer título do exercício de funções, no âmbito do regime jurídico do contrato de trabalho, pressupõe a aceitação pelo trabalhador do presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários e demais normas complementares, que disciplinam a relação de trabalho.

4. O Plano de Cargos, Carreiras e Salários uma vez aceite pelo trabalhador, passa a integrar o contrato de trabalho.

Artigo 7.º

Adesão

Os trabalhadores do INGT, em funções à data da entrada em vigor do presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários, aderem ao mesmo mediante a comunicação por meios oficiais e contra ele não tenha sido apresentada reclamações legalmente justificadas no prazo de 10 (dez) dias a contar da data da respetiva receção.

Artigo 8.º

Ordens de serviço

1. O regime constante do presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários pode ser complementado por ordens de serviço emanadas pelo Conselho Diretivo do INGT, no âmbito dos poderes que a lei lhe confere ou que lhe sejam delegados.

2. As ordens de serviço são publicadas e divulgadas a todos os trabalhadores.

CAPÍTULO II

Secção I

Princípios gerais de gestão

Artigo 9.º

Quadro do pessoal

1. O quadro do pessoal do INGT é definido atendendo as necessidades permanentes dos serviços e as coordenadas da gestão previsional de recursos humanos, devendo o Conselho Diretivo propor os ajustamentos necessários ao referido quadro, de modo que este esteja sempre dotado dos recursos indispensáveis à prossecução das suas atribuições.

2. O quadro do pessoal é estruturado por grupos profissionais, carreiras e cargos profissionais.

3. A alteração do quadro do pessoal pode ser ordinária ou extraordinária.

4. A alteração ordinária do quadro do pessoal desenvolve-se de acordo com a previsão dos instrumentos de gestão de efetivos.



2 787000 012126

5. A alteração extraordinária do quadro do pessoal resulta de aumento ou diminuição de responsabilidade do INGT, nos termos legalmente previstos.

6. A gestão do quadro do pessoal baseia-se no plano previsional, elaborado por um período de 3 (três) anos e no plano de formação elaborado para o mesmo período, tendo em consideração o plano de atividades e orçamento anuais.

7. Todos os atos de gestão do pessoal com implicações financeiras estão sujeitos a confirmação da disponibilidade orçamental.

Artigo 10.º

Enquadramento em categorias e carreiras profissionais

Todo o trabalhador do INGT deve enquadrar-se numa das categorias e carreiras profissionais, de acordo com as funções desempenhadas.

Artigo 11.º

Flexibilidade

1. Nos casos de modificações funcionais nos serviços que integram o INGT, podem ser criados novos cargos ou alterados os existentes.

2. Na criação de novos cargos profissionais, atendem-se sempre à natureza ou exigência dos serviços prestados, ao grau de responsabilidade e à hierarquia das funções exercidas pelos seus titulares.

Artigo 12.º

Intercomunicabilidade

Qualquer trabalhador que possua qualificação profissional legalmente exigida pode ser opositor a concurso para lugar de acesso de carreira diversa em que se encontra provido desde que:

- a) Ao cargo a que se candidata corresponda, na estrutura dessa carreira, nível igual ou imediatamente superior a que se encontra provido; e
- b) Se trata de carreira inserida na mesma área funcional.

Artigo 13.º

Planeamento

A unidade orgânica responsável pela gestão dos recursos humanos deve elaborar anualmente um plano de gestão de quadro do pessoal, no qual estão discriminados o número de vagas de ingresso e acesso nas carreiras, os períodos para a organização, realização dos concursos e as ações de formação.

Artigo 14.º

Mobilidade

O pessoal do INGT está sujeito ao regime de mobilidade dos funcionários da Administração Pública.

Seção II

Desenvolvimento profissional

Artigo 15.º

Instrumentos

A evolução e o desenvolvimento profissional dos trabalhadores do INGT efetuam-se mediante promoção.

Artigo 16.º

Promoção

1. A promoção depende da verificação cumulativa dos seguintes requisitos:

- a) Existência de vagas e disponibilidade financeira;
- b) Habilitações académicas exigidas;
- c) O tempo mínimo de serviço efetivo e ininterrupto na categoria imediatamente inferior;
- d) Formação profissional exigida, certificada por entidade competente;
- e) A avaliação de desempenho mínimo de Bom; e
- f) Aprovação em concurso.

2. A contagem do tempo de serviço para efeitos de promoção é suspensa quando o desempenho for comprovadamente deficiente, nos termos a definir pelo Conselho Diretivo.

3. Sempre que haja vaga e disponibilidade financeira deve ser aberto o concurso para promoção.

4. O pessoal que se distinga pelas suas qualidades profissionais pode ser isento da avaliação de desempenho no ano corrente ou do concurso para promoção no ano em que deve ocorrer a sua promoção.

Artigo 17.º

Reclassificação e reconversão

A reclassificação e a reconversão profissional dependem da existência de vaga, disponibilidade financeira e das condições previstas no regime de mobilidade dos funcionários da Administração Pública.

Seção III

Organização dos cargos

Artigo 18.º

Grupos profissionais

1. Os trabalhadores integram-se em grupos profissionais, especificamente vocacionados para o exercício de funções no âmbito das áreas de atuação previstas nos Estatutos do INGT.

2. Os cargos do pessoal do INGT são hierarquizados de acordo com as responsabilidades, complexidades que envolvem o seu exercício e organizados em carreiras verticais desde que exista um universo de profissionais que o justifique.

Artigo 19.º

Distribuição de cargos

1. Para efeitos do número 2 do artigo anterior, os cargos do pessoal do INGT distribuem-se pelos seguintes grupos profissionais:

- a) Pessoal dirigente;
- b) Coordenador de serviço;
- c) Pessoal técnico;
- d) Pessoal assistente técnico; e
- e) Pessoal de apoio operacional.



Artigo 20.º

Pessoal Dirigente

1. São cargos do pessoal dirigente do INGT:

- a) Presidente do Conselho Diretivo; e
- b) Vogais do Conselho Diretivo.

2. O Presidente e os Vogais do Conselho Diretivo do INGT são providos em comissão de serviço ou mediante contrato de gestão, conforme couber, por resolução do Conselho de Ministros ou Despacho dos membros do Governo da superintendência e das Finanças de entre indivíduos habilitados com curso superior, que confere grau mínimo de licenciatura vinculados ou não à Administração Pública e que possuam competência técnica, aptidão, experiência profissional e formação adequada ao exercício das respetivas funções.

Artigo 21.º

Coordenador de serviço

1. O coordenador de serviço, equiparado a cargo de direção intermédia, assegura o planeamento, a gestão e o controlo das atividades inerentes aos serviços previstos na estrutura orgânica do INGT.

2. O coordenador de serviço é recrutado por concurso interno ou nomeado por deliberação do Conselho Diretivo do INGT, de entre indivíduos com comprovada competência técnica e idoneidade moral, possuindo ainda competências necessárias ao exercício do cargo.

3. Ainda, exige-se o curso superior que confere grau mínimo de licenciatura e experiência profissional de pelo menos 3 anos.

4. Caso o concurso previsto no n.º 2 ficar deserto, pode-se recorrer a concurso externo.

Artigo 22.º

Pessoal técnico

O pessoal técnico do INGT integra a carreira do pessoal técnico.

Artigo 23.º

Pessoal assistente técnico e pessoal de apoio operacional

O pessoal assistente técnico e o pessoal de apoio operacional constituem cargos profissionais em regime de emprego e, asseguram o desempenho das funções que não exijam um elevado nível de formação técnica ou académica ou que não correspondam a necessidades permanentes do INGT.

Artigo 24.º

Conteúdo funcional

1. Sem prejuízo do estabelecido no Código Laboral, a descrição do conteúdo funcional do pessoal do INGT é definida por portaria conjunta do membro do governo responsável pela área da Administração Pública e do membro do Governo responsável pelo setor.

2. O conteúdo funcional referido no número anterior, não pode servir de fundamento para recusa de execução de tarefas de complexidade e responsabilidade equiparáveis às que vêm indicadas no conteúdo funcional do cargo, em especial o desempenho de funções de apoio aos serviços de carácter urgente.

Seção IV

Estrutura de carreiras

Subsecção I

Princípios gerais

Artigo 25.º

Ingresso

O ingresso na carreira faz-se em regra no nível I do cargo de base, após a realização de concurso com aproveitamento de bom em estágio probatório, quando exigido.

Artigo 26.º

Obrigatoriedade de concurso

1. É obrigatório o concurso externo para ingresso na carreira do pessoal do INGT.

2. Os candidatos aprovados em concurso de ingresso podem ser condicionados à frequência com aproveitamento de Bom em estágio probatório a que se refere o artigo anterior.

Artigo 27.º

Acesso

1. O acesso na carreira do pessoal técnico faz-se mediante concurso interno.

2. O desenvolvimento profissional na carreira do pessoal técnico efetua-se através da promoção, mediante concurso interno.

3. Excepcionalmente podem ser recrutados, mediante concurso externo indivíduos que possuam formação adequada, qualificação e experiência de duração mínima não inferior à normalmente exigida e, desde que não haja no quadro do INGT indivíduos que preencham os requisitos necessários a ocupação dos referidos cargos.

Artigo 28.º

Reserva de quotas

Em todos os concursos externos é obrigatória a fixação de uma quota do total do número de lugares, a preencher por pessoas portadoras de deficiência que não inabilite em absoluto o exercício das tarefas inerentes à função ou ao cargo a desempenhar.

Artigo 29.º

Estágio probatório

1. Os candidatos aprovados em concurso podem ser sujeitos a estágio probatório, com duração até um ano e aproveitamento de Bom, devendo o concurso preceder o estágio.

2. O estágio é contínuo, não podendo ser interrompido, salvo por motivos especiais nos termos da legislação que regula o estágio probatório.

3. Durante o estágio, os estagiários têm direito a uma remuneração correspondente a 80% (oitenta por cento) da remuneração de base do cargo para o qual se candidataram.

4. O período de estágio probatório conta para efeito de promoção do técnico nível I para o técnico nível II.



Subseção II

Carreira do Pessoal Técnico

Artigo 30.º

Pessoal Técnico

Integram a carreira do pessoal técnico os técnicos cujo desempenho de funções exigem um elevado nível de formação técnica ou académica e, correspondam a necessidades permanentes do INGT.

Artigo 31.º

Estrutura da carreira

A carreira do pessoal técnico integra os seguintes cargos e níveis:

- a) Técnico, níveis I, II e III;
- b) Técnico Sénior, níveis I, II e III; e
- c) Técnico Especialista, níveis I, II e III.

Artigo 32.º

Provimento e desenvolvimento profissional

1. O técnico nível I é provido de entre os indivíduos habilitados com curso superior que confere o grau mínimo de licenciatura, e com avaliação de desempenho de Bom em estágio probatório até um ano, quando exigido.

2. O técnico nível II é provido de entre os técnicos de nível I, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Cinco anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho mínima de Bom;
- b) Formação qualitativa de curta duração em áreas relevantes de atuação para o INGT; e
- c) Aprovação em concurso.

3. O técnico nível III é provido de entre técnicos de nível II, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Quatro anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho Bom ou superior;
- b) Formação qualitativa de curta duração em áreas relevantes de atuação para o INGT; e
- c) Aprovação em concurso.

4. O técnico sénior de nível I é provido de entre técnicos de nível III, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Quatro anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho de Bom;
- b) Curso de pós-graduação com nível de mestrado em área relevante para o INGT; e
- c) Aprovação em concurso.

5. O técnico sénior nível II é provido de entre técnicos seniores de nível I, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Quatro anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho de Bom;
- b) Formação qualitativa de curta duração em áreas relevantes de atuação para o INGT; e
- c) Aprovação em concurso.

6. O técnico sénior de nível III é provido de entre técnicos seniores de nível II, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Três anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho Bom;
- b) Formação qualitativa de curta duração em áreas relevantes de atuação para o INGT;
- c) Aprovação em concurso.

7. O técnico especialista de nível I é provido de entre técnicos seniores de nível III, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Três anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho de Bom;
- b) Ter ministrado anualmente, pelo menos, uma ação de formação ou capacitação no quadro dos programas de formação contínua do INGT;
- d) Apresentação de um trabalho de investigação na área de atuação do INGT; e
- e) Aprovação em concurso.

8. O técnico especialista de nível II é provido de entre técnicos especialistas de nível I, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Quatro anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho de Bom;
- b) Ter ministrado anualmente, pelo menos, uma ação de formação ou capacitação no quadro dos programas de formação contínua do INGT;
- c) Apresentação de um trabalho de investigação na área de atuação e na da linha de investigação do INGT; e
- d) Aprovação em concurso.

9. O técnico especialista de nível III é provido de entre técnicos especialistas de nível II, reunidos cumulativamente os seguintes requisitos:

- a) Três anos de serviço efetivo com avaliação de desempenho de Bom;
- b) Ter ministrado anualmente, pelo menos, uma ação de formação no quadro dos programas de formação contínua do INGT;
- c) Apresentação de um trabalho de investigação na área de atuação e na da linha de investigação do INGT; e
- d) Aprovação em concurso.

10. Para efeito de promoção, o tempo de permanência no cargo técnico é reduzido de dois anos, mediante aquisição de formação em com grau mínimo de mestrado.

11. Para efeito de promoção, o tempo de permanência em cada cargo e nível profissional é reduzido de um ano, mediante avaliação de desempenho consecutivo de excelente.



2 787000 012126

Subsecção III

Pessoal assistente técnico

Artigo 33.º

Organização e estrutura

1. O cargo do pessoal assistente técnico é constituído pelos seguintes níveis:

- a) Nível I;
- b) Nível II;
- c) Nível III;
- d) Nível IV;
- e) Nível V;
- f) Nível VI;
- g) Nível VII; e
- h) Nível VIII.

1. O ingresso no nível I faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação correspondente a qualificação profissional mínima de nível IV (quatro).

2. O ingresso no nível II faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação correspondente a qualificação profissional mínima de nível IV (quatro) e 3 (três) anos de experiência na área de atuação.

3. O ingresso no nível III faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação correspondente a qualificação profissional mínima de nível IV (quatro) e 5 (cinco) anos de experiência na área de atuação.

4. O ingresso no nível IV faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação correspondente a qualificação profissional mínima de nível IV (quatro) e 7 (sete) anos de experiência na área de atuação.

5. O ingresso no nível V faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação correspondente a qualificação profissional mínima de nível IV (quatro) e 9 (nove) anos de experiência na área de atuação.

6. O ingresso no nível VI faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitações correspondentes a qualificação profissional mínima de nível V (cinco) e 2 (dois) anos de experiência.

7. O ingresso no nível VII faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitações correspondentes a qualificação profissional mínima de nível V (cinco) e 5 (cinco) anos de experiência.

8. O ingresso no nível VIII faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitações correspondentes a qualificação profissional, mínima, de nível V (cinco) e 7 (sete) anos de experiência.

Subsecção IV

Pessoal de apoio operacional

Artigo 34.º

Organização e estrutura

1. O cargo do pessoal de apoio operacional é constituído pelos seguintes níveis:

- a) Nível I;
- b) Nível II;
- c) Nível III;
- d) Nível IV;
- e) Nível V e
- f) Nível VI.

2. O ingresso no nível I faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação mínima correspondente a 10º ano de escolaridade.

3. O ingresso no nível II faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação mínima correspondente a qualificação profissional de nível III.

4. O ingresso no nível III faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação mínima, correspondente a 10º ano de escolaridade, formação relevante e carteira profissional na área da sua atividade.

5. O ingresso no nível IV faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação mínima correspondente a qualificação profissional de nível III e 2 (dois) anos de experiência na área de atuação.

6. O ingresso no nível V faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação mínima correspondente a qualificação profissional de nível III e 5 (cinco) anos de experiência na área de atuação.

7. O ingresso no nível VI faz-se por concurso de entre indivíduos com habilitação mínima, correspondente a qualificação profissional de nível III e 7 (sete) anos de experiência na área de atuação.

CAPÍTULO III

Vinculação

Seção I

Admissão do pessoal

Artigo 35.º

Recrutamento e seleção

1. O recrutamento e a seleção do pessoal são feitos mediante concurso público, e deve obedecer aos seguintes objetivos:

- a) Correta adequação dos recursos humanos aos planos de atividade, anuais e de médio prazo do INGT;
- b) Objetividade no estabelecimento das condições de acesso a cada uma das funções e nos procedimentos subsequentes para o seu preenchimento efetivo; e
- c) Preenchimento das diversas funções por candidatos que reúnam os requisitos considerados adequados ao seu eficaz desempenho.

Artigo 36.º

Contrato de prestação de serviços

1. Para a execução de trabalhos de carácter excecional, designadamente nos domínios de estudo, organização e formação sem dependência hierárquica, pode o INGT celebrar contratos de prestação de serviços sujeitos ao regime aplicável à realização de despesas de aquisição de serviços pelo Estado.

2. A celebração de qualquer contrato de prestação de serviços pressupõe a inexistência de trabalhadores do INGT com as qualificações adequadas à execução das respetivas prestações de serviço ou que, havendo-os não possam fundadamente serem desviados para tal efeito.



Artigo 37.º

Tarefas não compreendidas no objeto do contrato

1. Quando, porém, se justificar, pode o trabalhador ser temporariamente encarregado de desempenhar tarefas não compreendidas no objeto do contrato, desde que tal mudança não implique diminuição da retribuição, nem modificação substancial da posição do trabalhador.

2. A competência para a atribuição de serviços nos termos do número anterior pertence ao Conselho Diretivo do INGT, mediante proposta fundamentada da coordenação do serviço em questão e acompanhado do parecer fundamentado do serviço de recursos humanos.

3. O INGT só pode recorrer à atribuição dos serviços referidos quando esteja vago o lugar correspondente a essas funções, ou quando o seu titular se encontre por qualquer motivo impedido de as exercer, e desde que não seja possível ou conveniente designar outro trabalhador da mesma categoria, ou outra categoria adequada para as exercer.

4. Quando o desempenho dos serviços temporários corresponder a um tratamento mais favorável, o trabalhador terá direito ao referido tratamento.

5. A prestação de serviços nos termos do nº 1 não pode exceder um ano, no caso de vacatura do lugar, e a duração do impedimento do titular, nos restantes casos.

Artigo 38.º

Poder Disciplinar

O INGT tem poder disciplinar sobre os trabalhadores que se encontrem ao seu serviço, enquanto vigorar o contrato de trabalho.

CAPÍTULO IV

Avaliação de desempenho

Artigo 39.º

Avaliação

1. Todos os trabalhadores do INGT estão sujeitos a avaliação de desempenho através do qual se aprecia e qualifica o desempenho, as competências, o potencial e a motivação dos trabalhadores no decorrer do exercício das suas funções.

2. No processo de avaliação de desempenho o trabalhador deve conhecer os indicadores de resultados respeitantes à apreciação e qualificação do seu trabalho.

3. Os indicadores de resultados devem ser objetivos e conformes com as funções inerentes ao cargo que ocupa o funcionário a avaliar.

4. É garantido a todos os trabalhadores os direitos de reclamação e recurso.

Artigo 40.º

Comissão de Avaliação

1. Na dependência do Conselho Diretivo do INGT é criada a Comissão de Avaliação de Desempenho como instância final de avaliação de desempenho dos trabalhadores.

2. A referida comissão tem como papel o reforço da objetividade e a erradicação de toda a subjetividade decorrente da avaliação de desempenho devido à proximidade entre os avaliadores e os avaliados nas unidades funcionais e, zelar pelo cabal cumprimento das disposições legais, regulamentares e procedimentais.

Artigo 41.º

Procedimento

1. Os procedimentos do Sistema de Avaliação do Desempenho estão descritos no Manual de Avaliação do Desempenho do INGT, aprovado pelo Conselho Diretivo.

2. A avaliação do desempenho é em regra de carácter anual.

Artigo 42º

Igualdade de oportunidades

1. O INGT tendo em vista a igualdade do género desenvolve políticas que visam a igualdade de oportunidades nas admissões, carreira profissional, promoções e formação profissional.

2. O INGT desenvolve em colaboração com os sindicatos representativos dos trabalhadores, políticas de ação positivas tendo em vista melhorar a situação das trabalhadoras e alargar o leque das suas funções profissionais.

3. O INGT faculta aos sindicatos estatísticas por género relativamente à estrutura do emprego, estrutura salarial e acesso à formação profissional.

4. Para efeitos do disposto no número 1, deve ser dada especial atenção as situações relativas a trabalhadoras grávidas, com filhos menores de doze anos e com deficiência ou doença crónica.

Artigo 43º

Incompatibilidades e impedimentos

1. Os trabalhadores abrangidos pelo presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários estão sujeitos ao regime de incompatibilidades e impedimentos dos funcionários da Administração Pública.

2. Fora do âmbito do desempenho das suas funções é vedado aos trabalhadores a utilização de quaisquer estudos, pareceres, projetos, impressos ou outros documentos elaborados para funcionamento dos serviços do INGT.

Artigo 44º

Acumulação de funções

Não é permitida a acumulação de funções ou cargos públicos remunerados, salvo quando devidamente fundamentada em motivo de interesse público e no disposto na legislação aplicável aos funcionários públicos.

SISTEMA REMUNERATÓRIO

Seção I

Remuneração

Artigo 45.º

Componentes da remuneração

1. O sistema remuneratório do INGT compreende:

- a) Remuneração base;
- b) Todas as prestações regulares e periódicas feitas, direta ou indiretamente em dinheiro ou espécie a que o trabalhador tenha direito como contrapartida do seu trabalho.

2. A incorporação de suplementos remuneratórios no sistema remuneratório do INGT é estabelecida por deliberação do Conselho Diretivo e, é objeto de regulamentação própria.



2787000 012126

Artigo 46.º

Remuneração base

1. A remuneração base do pessoal do INGT corresponde ao montante pecuniário certo e permanente devido pelo exercício das respetivas funções, atendendo ao nível remuneratório do cargo de que é titular ou do cargo exercido em comissão de serviço.

2. A remuneração dos membros do Conselho Diretivo do INGT é estabelecida por Portaria do governo que exerce superintendência sobre o INGT e do membro do governo responsável pelas Finanças.

3. A remuneração base do coordenador de serviço do INGT consta do anexo V à presente portaria, e que dela faz parte integrante.

4. A remuneração base da carreira do pessoal Técnico, do Pessoal Assistente Técnico e Pessoal de Apoio Operacional constam dos anexos II e III da presente portaria, que dela fazem partes integrantes.

Artigo 47.º

Suplementos remuneratórios

1. Para além das estabelecidas na legislação laboral, os suplementos remuneratórios são atribuídos em função das particularidades específicas da prestação do trabalho e poderão ser:

- a) Isenção de horário;
- b) Trabalho extraordinário;
- c) Participação em comissão de grupos de trabalho;
e
- d) Coordenação de gestão de projetos.

2. As condições de atribuição dos suplementos remuneratórios referidas no número 1 são regulamentadas pelo Conselho Diretivo.

3. Caso houver disponibilidade financeira pode o Conselho Diretivo deliberar sobre a atribuição de um suplemento aos trabalhadores do INGT, com o percentual a incidir sobre o vencimento de cada trabalhador, definido nos termos da lei.

Artigo 48.º

Prémio de desempenho

1. O INGT pode atribuir ao trabalhador prémio de desempenho, nos termos e condições constantes dos números seguintes.

2. O prémio de desempenho tem carácter seletivo e depende de avaliação de desempenho não inferior a Muito Bom.

3. O prémio de desempenho atribuído ao trabalhador que não tenha estado no ativo de serviço durante todo o ano será proporcionalmente reduzido.

4. O montante do prémio de desempenho não excede a remuneração base mensal do trabalhador contemplado com o prémio.

5. O prémio de desempenho é pago ao trabalhador após o apuramento dos resultados do exercício do ano a que respeita, podendo o Conselho Diretivo determinar o seu adiantamento total ou parcial por ocasião do Natal.

Artigo 49.º

Entrada em vigor

O presente Plano de Cargos, Carreiras e Salários entra em vigor no dia seguinte a data da sua publicação.

ANEXO II

(a que se referem o n.º 1 do art.3.º e o n.º 4 do artigo 46.º)

PESSOAL TÉCNICO		
Cargo	Nível	Salário
Técnico	I	89 200,00
	II	95 200,00
	III	101 200,00
Técnico Sénior	I	108 200,00
	II	116 200,00
	III	125 200,00
Técnico Especialista	I	135 537,00
	II	146 695,00
	III	159 903,00

ANEXO III

(a que se referem o n.º 2 do artigo 3.º e o n.º 4 do artigo 46.º)

Pessoal Assistente Técnico		
Cargo	Nível	Salário
Pessoal Assistente Técnico	I	60 086,00
Pessoal Assistente Técnico	II	62 779,00
Pessoal Assistente Técnico	III	64 482,00
Pessoal Assistente Técnico	IV	66 236,00
Pessoal Assistente Técnico	V	74 043,00
Pessoal Assistente Técnico	VI	76 904,00
Pessoal Assistente Técnico	VII	79 821,00
Pessoal Assistente Técnico	VIII	82 796,00

Pessoal de Apoio Operacional		
Cargo	Nível	Salário
Pessoal de Apoio Operacional	I	23 250,00
Pessoal de Apoio Operacional	II	31 900,00
Pessoal de Apoio Operacional	III	36 600,00
Pessoal de Apoio Operacional	IV	43 759,00
Pessoal de Apoio Operacional	V	47 916,00
Pessoal de Apoio Operacional	VI	56 423,00



ANEXO IV

(a que se refere o n.º 1 do artigo 6.º)

LISTA DOS TRABALHADORES AFETOS À			
DGOTDU, UC-CP E GAPH QUE TRANSITARAM PARA O INGT			
Ref.	Nome dos Trabalhadores	Categoria	Entidades Extintas
1	Alex Jailson Barbosa Andrade	Técnico superior	UC-CP
2	Alicinda Ramos Da Silva	Técnico superior	UC-CP
3	Antónia Ferreira da Veiga	Apoio Operacional	DGOTDU
4	Carlos Alberto do Santos Tavares	Técnico superior	DGOTDU
5	Carlos Jorge Carvalho Casimiro	Técnico superior	DGOTDU
6	Carlos Ramos Varela	Técnico superior	DGOTDU
7	Carlos Samoel Lopes Oliveira	Técnico profissional	UC-CP
8	Eder Jorge Gomes Veiga	Técnico profissional	UC-CP
9	Elton João Sousa Ortet Barros Vasconcelos	Técnico superior	GAPH
10	Ermelinda de Jesus dos Santos F. Ramos Évora	Apoio Operacional	DGOTDU
11	Euda Helena Miranda	Técnica superior	UC-CP
12	Evânia Levy Fernandes	Técnica superior	UC-CP
13	Francisco Manuel Vieira Livramento	Técnico superior	GAPH
14	Freud António Tavares Pereira	Técnico superior	GAPH
15	Helga Barbosa Vicente	Técnico superior	DGOTDU
16	Ineida Pereira Baptista	Técnica superior	UC-CP
17	Isaías Vaz Cabral	Técnico profissional	UC-CP
18	Ivete Helena Ramos Delgado Silves Ferreira	Técnico superior	DGOTDU
19	Ivone Semedo dos Santos	Técnico superior	DGOTDU
20	Jailson José Tavares Varela	Técnico superior	UC-CP
21	José António Andrade	Técnico sénior Principal	DGOTDU
22	Luis Samir da Conceição Moreira	Técnico superior	GAPH
23	Manuel António Barradas	Técnico superior	DGOTDU
24	Maria da Luz Mota Bettencourt Modesto	Técnico sénior	DGOTDU
25	Maria do Carmo Varela	Técnico superior	DGOTDU
26	Mira Deolinda Évora	Técnico superior	DGOTDU
27	Neusa Fernandes Alves	Técnico superior	UC-CP
28	Paulo Alexandre Monteiro Lima	Técnico superior	GAPH
29	Samir Benjamir dos Reis	Técnico superior	UC-CP
30	Sandra Marisa Cardoso Fernandes	Técnico superior	DGOTDU
31	Sandro Ferreira Semedo	Técnico superior	UC-CP
32	Vladmir António Barros Tavares	Condutor auto de pesado	UC-CP
33	Wagner Abubakar de Sá Nogueira	Técnico superior	DGOTDU

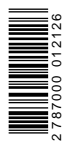
ANEXO V

(a que se refere o n.º 3 do artigo 46.º)

REMUNERAÇÃO DE BASE DO COORDENADOR DE SERVIÇO

Cargo	Salário
Coordenador de Serviço	168.000,00

A Ministra das Infraestruturas, do Ordenamento do Território e Habitação, na Praia aos 9 de maio de 2019. — A Ministra, *Eunice Andrade da Silva Spencer Lopes*





I SÉRIE
BOLETIM
OFICIAL

Registo legal, nº 2/2001, de 21 de Dezembro de 2001

Endereço Electronico: www.incv.cv



Av. da Macaronésia, cidade da Praia - Achada Grande Frente, República Cabo Verde
C.P. 113 • Tel. (238) 612145, 4150 • Fax 61 42 09
Email: kioske.incv@incv.cv / incv@incv.cv

I.N.C.V., S.A. informa que a transmissão de actos sujeitos a publicação na I e II Série do *Boletim Oficial* devem obedecer as normas constantes no artigo 28º e 29º do Decreto-Lei nº 8/2011, de 31 de Janeiro.